



# Rapport de Diagnostic de la filière pomme de terre au Cameroun

Olivier Arnaud Sadoung Noubossie, Guy Yakana Yombi et Luther Ivan Fossi Tchiatagne

SEPTEMBRE  
2022



# **Rapport de Diagnostic de la filière pomme de terre au Cameroun**

Olivier Arnaud Sadoung Noubossie, Guy Yakana Yombi et Luther Ivan Fossi Tchiatagne

Projet financé par la Coopération allemande

**Septembre 2022**

## Rapport de Diagnostic de la filière pomme de terre au Cameroun

Projet financé par la Coopération allemande

### Avec les contributions du:

- Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural: Foudama Nicolas, Ouokam Eveline, Nkeng Oum Christ, Nteh Julie, Nkenzong Pierre, Nana Léopoldine;
- Projet Centres Innovations Vertes pour le Secteur Agroalimentaire: Schwedes Silke, Meertens Bert, Ngo Oum Ruth, Makong Hell;
- Centre International de la Pomme de terre : Harahagazwe Dieudonné, Adamu Ibrahim, Nkuidjin Guy Joël.

© Centre International de la Pomme de Terre. 2023

ISBN: 978-92-9060-658-1

DOI: 10.4160/9789290606581

Les publications du CIP apportent des informations importantes sur le développement dans l'arène publique. Les lecteurs sont encouragés à citer ou à reproduire leur contenu dans leurs propres publications. En tant que détenteur du droit d'auteur, CIP demande une reconnaissance et une copie de la publication où la citation ou le matériel apparaît. Veuillez envoyer une copie au service des communications à l'adresse ci-dessous.

Centre International de la Pomme de Terre

P.O. Boîte 1558, Lima 12, Pérou

cip@cgiar.org • [www.cipotato.org](http://www.cipotato.org)

### Citation:

Sadoung, O.; Yakana, G.; Fossi, L. 2023. *Rapport de Diagnostic de la filière pomme de terre au Cameroun*. Centre International de la Pomme de Terre. ISBN 978-92-9060-658-1. 89 p.

### Conception et mise en page:

Département des communications

### Clause de non-responsabilité:

Ce rapport technique final est destiné à diffuser la recherche et les pratiques sur la production de pommes de terre et à encourager le débat et l'échange d'idées. Les opinions exprimées dans les articles sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle du CIP, du CGIAR ou de l'institution éditrice.

Avril 2023

Cette étude a été réalisée dans le cadre de la mise à jour de la Stratégie nationale de la pomme de terre 2022-2030.

Le Centre International de la Pomme de terre (CIP) voudrait remercier tous les bailleurs de fonds et organisations qui lui apportent un appui global à travers leurs contributions au CGIAR Trust Fund: [www.cgiar.org/funders](http://www.cgiar.org/funders)



© Cette publication est enregistrée par le Centre International de la Pomme de terre (CIP). Il est autorisé à utiliser sous la licence internationale Creative Commons Attribution 4.0

# TABLE DES MATIERES

RESUME EXECUTIF .....	9
1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION .....	15
1.1 Contexte de l'étude .....	15
1.2 Objectifs et résultats attendus de l'étude.....	16
1.2.1 Objectifs de l'étude.....	16
1.2.2 Résultats attendus .....	16
2 METHODOLOGIE ET DIFFICULTES RENCONTREES .....	17
2.1 Réunion de cadrage .....	17
2.2 Collecte et exploitation documentaire .....	17
2.3 Préparation des investigations de terrain .....	18
2.4 Collecte de données de terrain auprès des acteurs.....	18
2.5 Dépouillement, traitement et analyse des données.....	19
2.6 Rédaction du rapport de diagnostic.....	20
2.7 Ateliers régionaux de pré-validation du rapport de diagnostic .....	20
2.8 Difficultés rencontrées.....	20
3 ETAT DES LIEUX DE LA FILIERE POMME DE TERRE .....	21
3.1 Aperçu de la filière au niveau international.....	21
3.1.1 En Afrique .....	21
3.1.2 Dans le reste du monde.....	23
3.2 Potentialités du Cameroun pour la culture de la pomme de terre.....	24
3.2.1 Potentialités naturelles.....	24
3.2.2 Bassins de production de la pomme de terre .....	28
3.2.3 Le matériel végétal .....	30
3.2.4 Cadre institutionnel .....	30
3.3 Environnement politique et institutionnel du développement de la filière pomme de terre.....	30
3.3.1 Orientations politiques nationales pour le développement des filières agricoles.....	30
3.3.2 Cadre réglementaire d'organisation et de promotion des filières agricoles .....	32
3.3.3 La gouvernance de la filière pomme de terre au Cameroun et les acteurs clés .....	33
3.4 Analyses des maillons de la filière pomme de terre .....	36
3.4.1 Le maillon des semences .....	37
3.4.2 La production de la pomme de terre de consommation .....	43
3.4.3 Le transport de la pomme de terre .....	51
3.4.4 Le stockage et conditionnement .....	53
3.4.5 La transformation de la pomme de terre.....	55
3.4.6 La commercialisation de la pomme de terre.....	57
3.4.7 Le financement de la filière pomme de terre.....	60
3.4.8 La consommation de la pomme de terre .....	61
3.4.9 L'appui-conseil et d'accompagnement de la filière.....	64
3.4.10 La recherche et l'enseignement .....	66
3.4.11 Les fournisseurs d'intrants et de services .....	68
4 QUELQUES ACTIONS CLES D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE AU CAMEROUN .....	70
4.1 Le MINADER .....	70
4.2 La GIZ ProCISA.....	70
4.3 Le CIP .....	71
4.4 Le GADD .....	72
4.5 Le SAILD.....	72
4.6 La GIZ-ProFINA.....	73
5 ANALYSE FFOM DE LA FILIERE POMME DE TERRE AU CAMEROUN .....	74
5.1 Les semences de pomme de terre.....	74
5.2 La production de la pomme de terre .....	75
5.3 Le stockage de la pomme de terre .....	76
5.4 La transformation de la pomme de terre.....	76
5.5 La commercialisation de la pomme de terre.....	77
5.6 Le financement de la filière pomme de terre.....	77
5.7 L'appui conseil et accompagnement de la filière pomme de terre .....	78
5.8 La recherche et l'enseignement.....	78
5.9 La fourniture d'intrants et de services.....	79
6 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	80
7 REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	82
8 ANNEXES .....	85

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: - Matrice FFOM résumé de la filière pomme de terre.....	14
Tableau 2: - Liste des 20 premiers producteurs de pomme de terre en Afrique selon les données de 2020 de la FAO.....	23
Tableau 3: - Responsabilités économiques des communes et des régions dans le cadre de la décentralisation au Cameroun.....	35
Tableau 4: - Conditions pour recevoir les semences du MINADER et importer les semences.....	39
Tableau 5: - Acquisition des semences au PAPMAV-Q de 2018 à 2021.....	41
Tableau 6: Evolution de la production de semences Dosa par un multiplicateur à l'Ouest.....	41
Tableau 7: Production de semence par les multiplicateurs.....	42
Tableau 8: Répartition de la provenance de semences des producteurs de l'Adamaoua et de l'Ouest.....	44
Tableau 9: - Distribution des variétés de pomme de terres cultivée par zone.....	45
Tableau 10: - Cultures associées à la pomme de terre dans les bassins de production.....	46
Tableau 11: Répartition des villages selon la disponibilité des infrastructures de stockage des produits agricoles.....	54
Tableau 12: Proportion des villages disposants au moins une infrastructure socioéconomique.....	58
Tableau 13: -Prix moyen de la pomme de terre sur le marché.....	59
Tableau 14: - Evolution des exportations pommes de terre de consommation.....	60
Tableau 15: - Production, importations et exportations de la pomme de terre non transformée au Cameroun 2014-2020...	63
Tableau 16: répartition du nombre de postes agricoles et de chefs de postes dans les bassins de production.....	64
Tableau 17: Facteurs pouvant justifier l'absence de responsable au sein des postes agricoles créés.....	65
Tableau 18: - Matrice FFOM du maillon des semences.....	74
Tableau 19: - Matrice FFOM du maillon de production de la pomme de terre de consommation.....	75
Tableau 20: - Matrice FFOM du maillon de stockage.....	76
Tableau 21:- Matrice FFOM du maillon transformation.....	76
Tableau 22: - Matrice FFOM du maillon de commercialisation.....	77
Tableau 23: - Matrice FFOM du secteur du financement de la filière pomme de terre.....	77
Tableau 24: - Matrice FFOM du secteur de l'appui conseil et accompagnement.....	78
Tableau 25: - Matrice FFOM du secteur de la recherche et enseignement.....	78
Tableau 26: - Matrice FFOM du secteur de la fourniture d'intrants et services.....	79

## LISTE DES FIGURES

Figure 1: Evolution de la production de la pomme de terre en Afrique depuis 2014 (en tonnes).....	21
Figure 2:-Répartition de la production de pomme de terre en Afrique en 2020.....	22
Figure 3:-Températures moyennes au Cameroun.....	25
Figure 4:-profondeur d'enracinement de la pomme de terre en fonction de la température.....	25
Figure 5:-Zones agro écologiques du Cameroun.....	27
Figure 7:-Systèmes d'arrosage pour la culture de la pomme de terre.....	50

## LISTE DES PHOTOS

---

Photo 1: Réunion de cadrage entre le consultant et le GT pour l'actualisation de la stratégie nationale de la pomme de terre.....	17
Photo 2 : Entretien avec un semencier et producteur.....	18
Photo 3 Entretien avec une commerçante de pomme de terre .....	18
Photo 4:Entretien de groupe avec le personnel de GADD .....	19
Photo 5: Entretien de groupe avec les commerçantes de pomme de terre.....	19
Photo 6: Observation des cultures d'un semencier dans l'Adamaoua .....	19
Photo 7: Observation de serre d'un semencier privé en construction .....	19
Photo 9: Photo de famille de l'atelier de Ngaoundéré.....	20
Photo 8: Situation de travail d'un groupe en atelier à Bafoussam .....	20
Photo 10 : Serre de pomme de terre de l'IRAD Bayangam construite par le partenariat CIP-GIZ/ProCISA .....	37
Groupe Photo 11: Hangar de stockage à Lumière Diffuse (HLD) d'une capacité de 2 tonnes construit par CIP/ProCISA à Rep-Yanga (Adamaoua) pour un acteur. ....	39
Photo 12: Magasin de stockage d'une capacité de 100 tonnes en construction à Rep-Yanga par ProCISA .....	40
Photo 13: Association pomme de terre maïs à l'Ouest.....	46
Photo 14: Pratique du buttage au sein d'une parcelle dans l'Adamaoua .....	47
Groupe photo 15: Présentation de tubercule et feuille de pomme de terre affectée par le mildiou.....	48
Groupe photo 16: Transport de pommes de terre des lieux de stockage aux domiciles vers les marchés de Dschang à l'Ouest .....	52
Groupe photo 17: Transport de pommes de terre du marché Mfoundi vers le domicile d'un ménage au quartier Emanà à Yaoundé .....	52
Photo 18: Déchargement à Ngaoundéré (Adamaoua) d'une commande de semences effectuée à l'Ouest (Dschang) .....	53
Photo 19: Magasin de stockage d'un commerçant dans un marché de Ngaoundéré dans l'Adamaoua.....	53
Photo 20: Magasin de stockage d'une capacité de 100 tonnes à Maï Borno dans l'Adamaoua.....	54
Photo 21: frites de pomme de terre emballées de "Mama Carlton".....	55
Photo 22: Savon à la pomme de terre de Nou'Nyanga.....	56
Photo 23: Plat contenant de la pomme de terre vendu dans des restaurants .....	62

## ACRONYMES, SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>ACEFA</b>	Programme de Consolidation et de Pérennisation du conseil agropastoral
<b>AFD</b>	Agence Française de Développement
<b>AHA</b>	Andreas Hermes Akademie
<b>ANOR</b>	Agence des Normes et de la Qualité
<b>APROSPEN</b>	Action pour la Promotion de la Santé, la Production et l'Environnement
<b>ASBY</b>	Association des Bayam Sellam du Cameroun
<b>BAD</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BIT</b>	Bureau International du Travail
<b>CAPEF</b>	Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Élevage et des Forêts
<b>CCNUCC</b>	Convention-cadre des Nations Unies sur le Changement climatique
<b>CDDR</b>	Centre de Documentation pour le Développement Rural
<b>CEA</b>	Commission Economique pour l'Afrique
<b>CIFOR</b>	Centre pour la Recherche Forestière Internationale
<b>CIP</b>	Centre International de la Pomme de terre et la patate douce
<b>CIPCRE</b>	Cercle International pour la Promotion de la Création
<b>CIRAD</b>	Centre International de la Recherche pour le Développement
<b>CONSOV</b>	Conseil National des Semences et Obtentions Végétales
<b>CPF</b>	Centre Polyvalent de Formation
<b>CRA</b>	Collège Régional d'Agriculture
<b>C2D</b>	Contrat Désendettement et Développement
<b>DESA</b>	Direction des Enquêtes et des Statistiques Agricoles
<b>DHS</b>	Test de Distinction d'Homogénéité et de Stabilité
<b>DRCQ</b>	Direction de la Réglementation et du Contrôle de la Qualité des intrants et produits agricoles
<b>DSCE</b>	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
<b>ENSAI</b>	Ecole Nationale Supérieure Agro-industrielles
<b>FAO</b>	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FASA</b>	Faculté Agronomique et des Sciences Agricoles
<b>FFOM</b>	Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces
<b>FIDA</b>	Fonds International de Développement Agricole
<b>GADD</b>	Groupe d'Appui pour le Développement Durable
<b>GIC</b>	Groupe d'Initiatives Communes
<b>GIZ</b>	Agence de coopération internationale allemande pour le développement
<b>GT</b>	Groupe de Travail
<b>HLD</b>	Hangar à Lumière Diffuse
<b>ICRAF</b>	Centre International pour la Recherche en Agroforesterie
<b>IITA</b>	Institut International pour l'Agriculture Tropicale
<b>INRA</b>	Institut National de Recherche Agronomique
<b>IRAD</b>	Institut de la Recherche Agricole pour le Développement
<b>IRD</b>	Institut de la Recherche pour le Développement
<b>ISH</b>	Institut des Sciences Halieutiques
<b>MINADER</b>	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
<b>MINRESI</b>	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
<b>OIT</b>	Organisation Internationale du Travail
<b>ONG</b>	Organisation Non Gouvernementale
<b>PADRT</b>	Projet d'Appui au développement des Racines et Tubercules
<b>PAM</b>	Programme Alimentaire Mondial
<b>PAPMAV-Q</b>	Projet d'Appui à la Production du Matériel Végétal de Qualité
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PMA</b>	Plateforme Multi Acteurs
<b>PME</b>	Petite et Moyenne Entreprise
<b>PNDRT</b>	Programme National de Développement des Racines et Tubercules
<b>PNDSA</b>	Plan National de Développement des Semences Agricoles
<b>PNSV</b>	Politique Nationale des Semences Végétales
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le Développement
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
<b>PRFPT</b>	Projet de Relance de la Filière Pomme de Terre
<b>ProCISA</b>	Projet Centres d'Innovations vertes pour le Secteur Agroalimentaire
<b>ProFINA</b>	Promotion du financement de l'agriculture en faveur des agro entreprises en milieu rural
<b>PUI</b>	Première Urgence Internationale
<b>RGAE</b>	Recensement Général de l'agriculture et de l'Élevage
<b>SAILD</b>	Services d'Appui aux Initiatives Locales de Développement
<b>SDSR-PNIA 20-30</b>	Stratégie de Développement du Secteur Rural / Plan National d'Investissement Agricole 2020-2030

<b>SND30</b>	Stratégie Nationale de Développement à l'Horizon 2030
<b>TDR</b>	Termes De Références
<b>TPE</b>	Très Petites Entreprises
<b>UE</b>	Union Européenne
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
<b>UNIFEM</b>	Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme
<b>VAT</b>	Valeur Agronomique et Technologique
<b>°C</b>	Degré Celsius

## GLOSSAIRE

---

**Semence** : c'est tout ou la partie d'un végétal servant à sa reproduction (bouture, tubercule, plant, vitroplant, pollen, spore, fragment de tige, etc.)

**Semences de pré-base** : sont produites dans des conditions contrôlées de laboratoires ou en serres. Elles sont multipliées sous forme de vitroplants, boutures, micro ou mini tubercules. On les appelle aussi des semences de première génération.

**Semences de base** : semences produites durant les deux premières multiplications en champs (générations) à partir des mini tubercules ou boutures racinées. Elles sont composées des semences Super Elite et Elite.

**Semences certifiées (Classes A, B, et C)** : générations successives de semences qui viennent après la semence de la classe Elite..

**Matériel végétal** : est la forme végétative d'une semence (tubercule, etc.)

**N.B.** La réglementation en vigueur précise que les semences de base, les semences certifiées et les semences standards doivent provenir des espèces ou des variétés inscrites au Catalogue Officiel selon les dispositions prévues par la réglementation en vigueur.

**Semences locales/villageoises/tout venant** : qui ne sont pas protégées par des droits et sont librement échangées entre agriculteurs

**Chaîne de valeur** : comprend la gamme complète d'activités et de services permettant d'amener un produit ou un service de sa production à son utilisation finale (Kaplinsky, 2000). La chaîne de valeur se compose d'acteurs de processus tels que les fournisseurs d'intrants, les producteurs, les transformateurs, les commerçants et les consommateurs. Elle comprend également une gamme de services nécessaires notamment le soutien (vulgarisation), l'aide aux entreprises et les services financiers, l'innovation et la communication, etc.

**La Filière** : est un moyen abstrait de représenter l'ensemble du système de production, de transformation et de commercialisation d'un produit donné du stade de la matière première jusqu'au stade du produit fini. Le concept a été développé par des institutions de recherche françaises telles que l'INRA et le CIRAD dans les années '60 autour de l'étude des relations de l'agriculture avec les secteurs amont et aval. Elle consiste donc en la succession d'opérations techniques (par des opérateurs) qui part de la semence au niveau des producteurs pour aboutir aux produits finis qui sont vendus aux consommateurs (Boly, 2019).

Le présent rapport présente les principaux résultats de l'étude de diagnostic de la filière pomme de terre menée dans le cadre de l'actualisation de la stratégie nationale de développement de la filière pomme de terre au Cameroun pour la période 2022 à 2030.

Ce rapport a été élaboré à la suite d'une revue documentaire approfondie, des enquêtes institutionnelles et des consultations multifformes, notamment des rencontres et des ateliers avec les principaux acteurs de la filière pomme de terre et les organisations connexes. Le travail a été conduit par une équipe mixte composée d'économiste spécialisé en développement de chaîne de valeur agricole, de spécialiste en développement rural et international, de sociologue du développement, d'ingénieurs agronome et agroéconomiste. Les principaux résultats de cette étude sont présentés ci-dessous :

- ***Les potentialités du Cameroun pour la culture de pomme de terre***

Le Cameroun dispose d'un grand potentiel pour la culture de la pomme de terre. Les conditions idéales de cette culture sont permises par la présence d'une pluviométrie importante, souvent au-delà des besoins de la plante, lors de la saison de culture. Outre cette disponibilité de précipitations, le pays dispose d'altitudes adéquates notamment dans le Nord-Ouest et l'Ouest pour la production des semences de pomme de terre, soit au-delà de 1800 m. Si ces deux régions participent à plus de 80% à la production de la pomme de terre, c'est grâce à ces atouts naturels mais également grâce à l'intégration de cette culture dans les habitudes alimentaires des populations de ces zones qui élaborent divers repas avec la pomme de terre. Ainsi, ces deux régions sont des bassins naturels favorables à la production de la pomme de terre à cause de leurs caractéristiques naturelles et humaines. Outre ces deux régions, celles de l'Adamaoua, de l'Extrême-Nord, du Sud-Ouest et du Littoral participent à grossir la production de la pomme de terre au pays, favorisées entre autres par des zones montagneuses propices à cette culture. Des actions allant dans le sens de renforcer ces zones émergentes pourraient permettre à terme d'augmenter la production de pomme de terre au Cameroun.

- ***Le maillon des semences de pomme de terre au Cameroun***

Les semences sont un maillon essentiel pour l'augmentation de la production de la pomme de terre au Cameroun. C'est un des leviers sur lesquels tous les acteurs de la filière travaillent pour augmenter les quantités produites de pomme de consommation à 900 000 t d'ici 2030. Plusieurs types de semences prospèrent au pays, et supportent des variétés de pomme de terre dont l'utilisation détermine le rendement et par conséquent la production nationale. Des acteurs tels que la GIZ, le CIP, l'IRAD, la DRCQ, le PAPMAV-Q, et des acteurs privés sont pleinement impliqués pour assurer à cette culture un avenir meilleur, se fondant sur la capacité du pays tant à importer, à produire et à multiplier localement des semences de qualité. A ce titre, malgré les différentes contraintes, plusieurs actions ont été initiées par des acteurs publics et privés pour assurer la disponibilité des semences de pré base (notamment à travers la construction des laboratoires et des serres, la construction des magasins de stockage, la réhabilitation de la ferme de Bansa, etc.) et des semences de base et certifiées. Selon tous les acteurs notamment institutionnels et privés qui ont été consultés, ce qui permettra d'augmenter significativement la production de pommes de terre de consommation, c'est l'utilisation des semences de qualité, à fort rendement et résistantes aux maladies et conditions extrêmes comme la sécheresse. Dans ce sens, la GIZ, le CIP et l'IRAD ont déjà introduit diverses variétés et formé des semenciers à les multiplier. Cette action reste cependant limitée en raison de l'insuffisance de ces semences améliorées et certifiées. Une autre limite de cette action est l'acceptabilité et le coût des nouvelles variétés proposées aux producteurs. Ces derniers trouvent que le prix des semences améliorées est élevé (minimum 500FCFA/kg en période favorable) et que le goût des pommes qui en sont issues n'est pas ce qu'ils ont l'habitude de consommer. Il convient de noter, à côté de cela, la persistance de l'utilisation par la plupart de producteurs, des semences non certifiées et non améliorées, issues des variétés locales séculaires. Ce mode de production est en même temps un atout et une menace pour l'augmentation de la production de pomme de terre au Cameroun, car cela permet d'avoir des tonnes supplémentaires tout en conservant des variétés appréciées localement, mais faibles en termes de rendement et de résistance aux agents pathogènes.

- **La production de la pomme de terre au Cameroun**

Le maillon production découle logiquement de celui des semences. La production de la pomme de terre a évolué depuis 2014, sans pouvoir cependant atteindre 400000 tonnes par an<sup>1</sup>. Cela est bien loin des 900000 tonnes envisagées pour 2030 par le gouvernement<sup>2</sup>. Une analyse des acteurs intervenant dans ce maillon indique que les producteurs de pomme de terre utilisent tout aussi bien les semences améliorées pour la production que des semences locales et anciennes. Cette pratique a une incidence sur les performances nationales car les variétés améliorées ont un plus grand rendement que les anciennes. C'est principalement sur le marché local que les producteurs s'approvisionnent en semences (79%), suivi de l'utilisation de la semence provenant des anciennes récoltes (11%). Les semences améliorées provenant d'institutions telles que les services spécialisés et projets du MINADER, les multiplicateurs certifiés ne représentent que 9% de ce qui est utilisé par les producteurs. Le reste provient des Dons. Cela indique que la plupart des producteurs de pomme de terre de consommation ne s'approvisionnent pas à des sources capables de leur donner des semences certifiées et de qualité. Des séminaires et ateliers de formation sont organisés par des acteurs tels que la GIZ-ProCISA et le CIP au sujet des bonnes pratiques agricoles. Les bénéficiaires de ces formations appliquent tant bien que mal ces recommandations et sont souvent confrontés à des problèmes de financement de leur activité. En outre, il a été constaté que face aux difficultés financières rencontrées par les producteurs, la polyculture est souvent pratiquée (20%). Il y a donc souvent association de la pomme de terre avec d'autres cultures, généralement vivrières, afin de relever le niveau financier, mais également de diversifier la production pour une autoconsommation. La lutte contre les maladies et les ravageurs est un des plus grands défis que les producteurs rencontrent. Ces derniers doivent faire face au mildiou, au flétrissement bactérien, aux virus et à des rongeurs qui s'attaquent à leurs plants. Les conditions climatiques, caractérisées par les sécheresses prolongées, sont également un obstacle pour le bon déroulement de l'activité. L'utilisation des intrants pour garantir une bonne récolte est également pratiquée par les producteurs, malgré le fait que ces derniers déplorent l'augmentation du coût, surtout depuis la pandémie de Covid-19. Cette situation a été empirée avec le déclenchement de la crise en Ukraine. L'outillage utilisé est essentiellement manuel et les parcelles de production sont entretenues par une main d'œuvre principalement familiale. Les pertes de production liées aux vols, aux intempéries sont également à noter.

- **Le stockage de la pomme de terre**

Le stockage de la pomme de terre se fait à deux niveaux. Le premier est celui des semences et le second c'est celui de la pomme de terre de consommation. Les agriculteurs se servent souvent des techniques ancestrales de conservation qui consistent à mettre la pomme de terre à l'air libre dans une salle pour éviter la dégradation du tubercule. Les pièces utilisées pour cette culture ne sont souvent pas appropriées. Cette situation correspond généralement à la réalité vécue par les acteurs non formels de la production. Les semenciers certifiés par exemple bénéficient de formations sur les pratiques et technologies visant à améliorer les conditions de stockage, notamment à travers les hangars de stockage à lumière diffuse, promues par la GIZ-ProCISA et le CIP.

- **La transformation de la pomme de terre**

Le maillon transformation de la pomme de terre est celui qui bénéficie le moins d'accompagnement. Cela est dû à la concentration des acteurs qui veulent davantage appuyer la production semencière et de la pomme de consommation. C'est également dû au faible tissu industriel du pays qui ne dispose que de peu d'entrepreneurs qui s'engagent à se servir de cette matière première pour créer des produits transformés. Les rayons d'action observés par la minorité de transformateurs se limitent à la production des pommes de terre surgelées notamment par Mama Carlton, et à la production de savon faite par Nou'Nyanga, tous deux basés à Yaoundé. Il y a beaucoup de possibilités à envisager dans ce secteur, d'autant plus que ces transformateurs, à l'instar de Nou'Nyanga, réclament des formations sur les variétés et leurs propriétés en vue de leur permettre de tirer le

---

<sup>1</sup> Ecomatin « Agriculture : l'Ouest et le Nord-Ouest, leaders de la culture de la pomme de terre au Cameroun ». *EcoMatin*, 22 mai 2019, <https://ecomatin.net/agriculture-louest-et-le-nord-ouest-leaders-de-la-culture-de-la-pomme-de-terre-au-cameroun/>.

<sup>2</sup> P.14 SNDSR/PNIA 20-30, PNDSA 20-25.

meilleur parti de cette denrée pour la création de leurs produits. Le gros de la transformation de pomme de terre est lié à la production de mets tels que le « pilé », le « malaxé », et les entrées froides (macédoines). Cette transformation se fait également dans des établissements de restauration rapide (fast-food) où des préparations comme le shawarma, les pommes frites, les chips et les pommes sautées sont proposées. Une faible transformation artisanale en amidon a également été observée.

- ***La commercialisation de la pomme de terre***

Ce maillon obéit à des logiques de débrouillardise, en raison de la non organisation de la filière. C'est chaque commerçant qui élabore ses stratégies pour acquérir et commercialiser la pomme de terre dans les marchés. En général, c'est de nuit que les acteurs de ce maillon doivent sortir pour accueillir les producteurs qui viennent livrer les tubercules. Pour cette catégorie d'acteurs principalement constituée de femmes, c'est l'exposition à des risques d'agression, de bousculades et à des actes de violence. Le stockage de la pomme de terre dans les marchés n'est pas garanti et c'est chaque commerçant qui développe sa stratégie. Elle consiste en général, selon les propos de la présidente de l'ASBY, à laisser la marchandise dans les marchés, non loin du comptoir. La conséquence de cela est que la mauvaise conservation qui en découle conduit à l'augmentation des pertes. Les prix de vente des pommes de terre dépendent des saisons : les pommes de contre saison sont plus chères que celles produites durant les saisons. Une partie de la production de la pomme de terre rejoint les grandes villes telles que Yaoundé ou Douala, tandis que l'autre est vendue dans les autres villes. Les commerçants parviennent également à écouler des tubercules dans les pays voisins. La pomme de terre est principalement vendue brute, sans transformation.

- ***Le transport de la pomme de terre***

Le transport de la pomme de terre est organisé par des particuliers qui acheminent ces tubercules vers les lieux où la demande est présente. Tout dépend de la distance à parcourir et de la quantité à transporter. Lorsque les distances ne sont pas longues, les acteurs transportent les pommes de terre sur leurs têtes, soit dans des sacs ou d'autres récipients. Le conditionnement pour la vente au niveau local se fait dans les sacs en polyéthylène de 50 kg de contenance surélevés (et dont le poids réel est en général autour de 67 kg). Pour les transports dans les régions éloignées ou les pays voisins, le conditionnement se fait dans les sacs en toile de jute de 100 kg de contenance (dont le poids réel est en général autour de 120 à 130 kg). Plus la distance est grande et les quantités importantes, plus de grands moyens sont mis en jeu. L'on retrouve ainsi aisément des sacs de pomme de terre dans des taxis, sur des motos, dans des porte-tout ou encore dans des camionnettes et les camions. Le prix du transport est également fonction du moyen utilisé, de la distance à parcourir et de l'état de la route. Durant le transport, il arrive que des quantités de marchandise estimées entre 5 % et 10 % deviennent irrécupérables, ce qui pose le problème du conditionnement et de la conservation des tubercules durant le transport.

- ***La consommation de la pomme de terre***

La consommation de la pomme de terre va au-delà des zones de production. Si les régions qui produisent le plus de pommes de terre en consomment également, les autres régions moins propices à cette culture ont adopté et diffusé cette consommation. Dans les centres urbains où la pomme de terre n'est pas cultivée, cette denrée est vendue et permet de réaliser des mets appréciés par les populations. Ce qui a permis une facile propagation de cette consommation, c'est le caractère cosmopolite des zones urbaines. Ainsi, le brassage culturel et les outils de communication numérique permettent la diffusion de secrets et d'astuces culinaires auprès de populations désireuses de découvrir des nouveautés en termes d'alimentation. La consommation de la pomme de terre est cependant moins présente dans les zones rurales qui disposent de cultures de base et d'habitudes alimentaires différentes non fondées sur cette culture à tubercules. Cette spécificité doit être prise en compte dans le cadre de la politique visant à augmenter la production nationale de la pomme de terre.

- ***Le financement de la filière pomme de terre***

Les producteurs, transformateurs et commerçants de pomme de consommation ainsi que les multiplicateurs de semences utilisent principalement les financements propres pour faire fonctionner leurs activités. Dans les zones de production qui sont essentiellement rurales, l'accès au crédit bancaire reste un luxe pour plusieurs. C'est donc en se fondant sur leurs économies, sur l'apport des proches et des associations d'entraide (tontines) que les producteurs parviennent à financer leurs activités. L'une des difficultés majeures qui empêchent l'accès aux crédits des établissements financiers est la faible professionnalisation, l'absence de garantie ainsi qu'une absence de lisibilité dans la gestion de leur entreprise (absence de plan et de documents de gestion) comme l'a fait remarquer les responsables du projet de promotion du financement agricole (GIZ-ProFINA). La conséquence de cela est que les institutions financières ne sont pas disposées à accompagner les acteurs de la filière d'une culture gourmande en termes de ressources par rapport aux autres cultures vivrières. Pourtant, à côté de ces difficultés, des organismes et projets entreprennent d'accompagner les acteurs, notamment à travers des formations et l'introduction des technologies innovantes (laboratoires de culture de tissus, serres, irrigation au moyen d'énergie renouvelable...). Toutefois, le Gouvernement Camerounais a évalué à **764 099 000 000 FCFA (soit environ 12,9%** du besoin global d'investissement pour la mise œuvre de la SDSR/PNIA), ses besoins en investissement dans les actions d'amélioration de la production, de la productivité et de la compétitivité des filières agricoles identifiées dans la SDSR/PNIA 20-30, parmi lesquelles figure la pomme de terre. Par ailleurs, le Gouvernement et ses partenaires travaillent à l'élaboration d'une stratégie nationale du financement agricole, qui permettrait à terme de doter les exploitants agricoles d'instruments financiers nécessaires au développement de la filière.

- ***Le secteur d'appui-conseil et d'accompagnement de la filière pomme de terre***

Ce secteur est assez vital pour l'augmentation de la production de pomme de terre. Plusieurs acteurs à l'instar de la GIZ-ProCISA, du CIP, le SAILD, le MINADER, l'IRAD, le GADD ou le CIPCRE interviennent pour apporter une expertise, des formations ou des informations, principalement aux semenciers et producteurs. Ces actions concernent essentiellement les bonnes pratiques agricoles, les techniques de conservation, les plans d'affaires. Ils investissent également dans les constructions d'infrastructures spécialisées notamment en termes de bâtiments de stockage, de serres ou encore de système d'irrigation solaire. En mettant l'information et la formation à la disposition des acteurs, ces structures participent à les professionnaliser et à créer les conditions d'une augmentation de la production. Il convient de préciser une faille importante qui est qu'en général, pour ce qui est du ProCISA et du CIP relativement aux semenciers, leurs actions se limitent à travailler principalement avec les acteurs qui sont déjà agréés auprès du MINADER. Cette situation présente l'avantage de vouloir inciter davantage de personnes à intégrer la légalité, notamment en ce qui concerne la production de semences, mais elle laisse la grande majorité de producteurs qui participent pourtant à l'approvisionnement du marché camerounais en pomme de terre. Des mesures incitatives et une action spécifique à l'endroit de ces acteurs mis en marge doivent être envisagées pour permettre leur intégration dans le circuit de production.

- ***Les acteurs de la recherche et l'enseignement***

La recherche et l'enseignement sont dévolus à des organismes de formation, les grandes écoles et les centres de recherche. Si dans les centres de formation il n'y a pas toujours un accent spécifique qui est mis sur la pomme de terre, les connaissances agronomiques qui y sont transmises participent à susciter des vocations qui peuvent être encouragées et employées dans le cadre de la stratégie nationale de la filière. Plusieurs centres de formation sont présents sur l'ensemble du territoire national, ce qui constitue un atout et un réseau non négligeable qu'il convient de mobiliser pour augmenter la production de la pomme de terre au Cameroun. C'est en cela que des partenariats qui ont été initiés dans le cadre du ProCISA avec certains organismes (CRA de Bambili, CPF de Mbouo et APROSPEN) et qui ont permis la formation de plus de 25 000 producteurs sont à féliciter et encourager. Dans le domaine de la recherche, des organismes travaillent à étudier à maintenir les variétés existantes, développer les bonnes pratiques et à évaluer afin de faire homologuer des variétés plus performantes et résistantes. C'est le cas notamment avec le CIP qui travaille en collaboration avec la GIZ-ProCISA et l'IRAD pour faire enregistrer deux nouvelles variétés venues du Kenya sur la liste A du Catalogue National des

espèces et variétés. Des efforts similaires sont en train d'être menés par des investisseurs privés. Cet enregistrement de variétés sur la liste A n'a été possible qu'avec le récent développement de protocoles d'homologation (DHS et VAT) par la DRCQ, en étroite collaboration avec le CIP.

- ***Les fournisseurs d'intrants et de services***

Le secteur des intrants est assez réglementé au Cameroun. Une liste d'importateurs des produits est régulièrement mise à jour au niveau du MINADER, avec la liste de produits autorisés contre les maladies et ravageurs les plus répandus. En l'absence de production nationale et locale d'engrais notamment, le pays dépend fortement de ces importations pour couvrir ses besoins. Cela l'expose aux fluctuations des prix et de flux dans un monde globalisé et soumis à des soubresauts liés aux questions stratégiques, géopolitiques, économiques et même militaires. La dépendance du pays aux intrants importés est une des questions les plus épineuses, à cause de la fragilité et de la volatilité auxquelles elle soumet les acteurs de la filière pomme de terre. Cette dépendance explique en grande partie l'augmentation des prix des engrais et autres produits phytosanitaires sur le marché. Il convient de noter cependant que ce maillon est assez bien fourni en prestataires, allant des grossistes comme Jaco ou Yara, qui diffusent les produits auprès des détaillants ou du consommateur final. La conséquence de cela est la présence d'un réseau de fournisseurs d'intrants à divers niveaux assez présents sur l'ensemble du territoire, et principalement dans les grands bassins de production et les zones potentiellement favorables à la culture de la pomme de terre.

- ***La structuration et l'organisation des acteurs de la filière pomme de terre***

La structuration de la filière pomme de terre est le talon d'Achille de cette chaîne de valeur. Il existe en effet plusieurs acteurs qui travaillent à augmenter la production de la pomme de terre. En dehors de tentatives de coordination effectuées par le MINADER, ses projets et organismes, la GIZ-ProCISA et le CIP, très peu d'initiatives visant à donner une structure globale à l'activité sont à noter. Du semencier au consommateur final en passant par les producteurs, les importateurs, les transformateurs, les commerçants, les transporteurs et les unités de stockage, les acteurs ne sont pas assez imbriqués et structurés pour garantir une fluidité et une visibilité à la filière. La GIZ-ProCISA travaille actuellement à faciliter la création d'une plateforme qui pourrait mettre les acteurs ensemble dans ce sens, mais les efforts doivent être constants et le travail suffisamment participatif et inclusif pour que tous les maillons de la chaîne soient impliqués et représentés. Il faudra pour cela que d'autres acteurs qui travaillent à relever la filière pomme de terre apportent leur concours, selon leurs capacités dans un cadre défini et concerté avec les responsables du MINADER.

- ***Synthèse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) de la filière pomme de terre***

De l'analyse diagnostique des maillons de la filière pomme de terre au Cameroun, et à la lumière des contraintes à lever pour dynamiser davantage la filière, il se dégage comme problématique centrale la faible productivité de la filière pomme de terre au Cameroun face aux enjeux de modernisation de l'économie camerounaise. Cette problématique est synthétisée à travers la matrice globale résumé FFOM de la filière ci-après.

Tableau 1: - Matrice FFOM résumé de la filière pomme de terre

Forces	Faiblesse
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volonté politique par la mise en place des institutions de développement agricole et industriel (MINADER, IRAD, ENSAI, FASA, ...)</li> <li>• Existence d'un cadre juridico-institutionnel favorable aux investissements dans le secteur</li> <li>• Existence d'un cadre légal pour l'organisation et la structuration des acteurs</li> <li>• Potentiel naturel favorable pour la culture de masse</li> <li>• Existence d'un potentiel d'entrepreneurs et d'opérateurs intéressés</li> <li>• Existence de plusieurs partenaires du Cameroun intervenant dans la filière à différents niveaux,</li> <li>• Disponibilité des terres agricoles et d'un encadrement du secteur foncier</li> <li>• Présence de plusieurs institutions et d'un cadre pour le développement de la recherche sur la pomme de terre</li> <li>• Présence d'un observatoire national sur les changements climatiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rareté et coût élevé du matériel végétal de qualité</li> <li>• Faible niveau de productivité</li> <li>• Faible maîtrise des variétés végétales</li> <li>• Faible analyse des sols</li> <li>• Faible maîtrise du processus de production</li> <li>• Produit périssable entraînant des pertes post récolte</li> <li>• Faible structuration des acteurs de la filière</li> <li>• Faible système d'information sur la filière</li> <li>• Insuffisance de variétés performantes et adaptées aux zones de production et à la demande</li> <li>• Manque/insuffisance des infrastructures de stockage et transformation</li> <li>• Manque ou rareté de financements</li> <li>• Faible niveau d'appropriation des connaissances et bonnes pratiques de production et de transformation</li> <li>• Faible niveau de professionnalisation des acteurs</li> <li>• Faible maîtrise des circuits de commercialisation,</li> <li>• Insuffisance de personnel de recherche formés</li> <li>• Insuffisance de laboratoires et d'équipements pour la recherche et la diffusion des innovations</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'une politique nationale de développement à long terme (SND30)</li> <li>• Existence d'une politique sectorielle à long terme (SDSR/PNIA 20-30)</li> <li>• Stratégie Nationale de financement agricole en cours d'élaboration</li> <li>• Mise en place de la plateforme multi acteur (PMA) en cours</li> <li>• Accord de zone de libre-échange continentale</li> <li>• Position géographique et stratégique importante pour le commerce avec les pays de la sous-région,</li> <li>• Emergence des nouveaux produits</li> <li>• Marché disponible et très peu exploité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de coordination des interventions des acteurs ;</li> <li>• Intérêt des producteurs pour les semences locales recyclées</li> <li>• Enclavement de certains bassins de production</li> <li>• Persistance des chocs exogènes (COVID19, Crise du NOSO, crise Ukrainienne, ...)</li> <li>• Faible niveau de professionnalisation des acteurs</li> <li>• Entraves et lourdeurs administratives pour intégrer les circuits formels</li> <li>• Tracasseries douanières</li> <li>• Coût élevé des intrants agricoles</li> <li>• Effet des changements climatiques</li> <li>• Accord de zone de libre-échange continentale</li> </ul>

# 1 CONTEXTE ET JUSTIFICATION

## 1.1 Contexte de l'étude

Le Cameroun a adopté en 2009 la Vision 2035 qui définit ses perspectives de développement économique et social à long terme en vue de l'atteinte de l'émergence à l'horizon 2035. La première phase de mise en œuvre de cette vision de développement à long terme a été opérationnalisée par le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), lequel a constitué le cadre global de référence des actions du Gouvernement et des partenaires au développement pour la période 2010-2019.

Rendu au terme du DSCE, le Cameroun s'est doté d'une nouvelle stratégie qui décline le nouveau cadre global de référence pour les actions du Gouvernement durant la période 2020-2030. Il s'agit de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND 30), récemment adoptée par le Gouvernement et officiellement présentée le 16 novembre 2020 par le Ministre en charge de la planification.

La SND 30 qui envisage une transformation structurelle de l'économie camerounaise repose sur les quatre piliers suivants :

- Pilier 1 : Transformation structurelle de l'économie
- Pilier 2 : Développement du capital humain et du bien-être
- Pilier 3 : Promotion de l'emploi et de l'insertion économique
- Pilier 4 : Gouvernance, décentralisation et gestion stratégique de l'Etat.

Concernant le pilier transformation structurelle de l'économie camerounaise, le « **Gouvernement entend procéder à la transformation structurelle de l'économie camerounaise en incitant, par des mesures et des politiques volontaristes, à des changements fondamentaux dans les structures économiques et sociales, afin de favoriser un développement plus inclusif et durable sans compromettre les chances des générations futures** ». Cette transformation structurelle repose principalement sur l'idée d'une mutation du système productif à travers notamment la densification du tissu industriel. Cette densification qui doit s'opérer de concert avec le secteur privé est entre autres axée sur i) la diversification de l'économie à travers le développement et la compétitivité des filières potentiellement porteuses, ii) la valorisation de pôles économiques et de compétitivité, et iii) la création des clusters.

La Stratégie de Développement du Secteur Rural-Plan National d'Investissement Agricole 2020-2030 (SDSR-PNIA 20-30) qui est une déclinaison du volet relatif au développement de la productivité et de la production agricoles précise davantage les orientations du gouvernement. Il s'agit du document d'orientation des ambitions gouvernementales pour le secteur rural dans la période 2020 à 2030. Durant cette période, cette stratégie ambitionne de faire du secteur rural : « Un important moteur de l'économie nationale qui crée des emplois décents, des richesses pour la demande intérieure et pour exporter, qui assure la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans un contexte de développement durable ». Dans cette perspective, un des axes d'interventions retenues est l'Accroissement durable des productions agrosylvopastorales et halieutiques et de la productivité des chaînes de valeurs prioritaires. Parmi les principaux défis à relever en vue du développement de la productivité et de la production agrosylvopastorale et halieutique figure en bonne place la promotion d'une approche par filière structurée autour des chaînes de valeurs et la structuration des interprofessions.

La pomme de terre concourt à la satisfaction de la demande des ménages en produits alimentaires sur les marchés nationaux et sous régionaux. C'est pour cette raison qu'elle a été identifiée comme prioritaire dans la SND 30 et la SDSR-PNIA 20-30. Ce qui traduit la place de choix accordée à cette filière par les pouvoirs publics camerounais dans l'atteinte des objectifs de la Vision de développement. C'est ainsi que le Gouvernement a développé en 2014, à travers le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER), une Stratégie Nationale pour le développement de cette culture pour la période de 2015 à 2020. Même si le processus de sa validation n'a pas pu aboutir, cette stratégie a permis aux acteurs tant publics que privés de mieux orienter leurs investissements.

Actuellement, le MINADER a entrepris l'actualisation de cette stratégie dont la mise en œuvre s'étale sur une période de neuf (09) ans de « 2022 – 2030 ». Pour ce faire, le MINADER bénéficie de l'appui technico-financier de la GIZ à travers le Projet Centres d'Innovations vertes pour le Secteur Agro-alimentaire (ProCISA), en partenariat avec le Centre International de la Pomme de terre et de la Patate douce (CIP). Pour ce faire, les services du Bureau d'études DEV SOLUTION ont été sollicités pour piloter ce processus.

C'est dans le cadre de cette actualisation de la stratégie nationale de la pomme de terre que la présente étude diagnostique s'intègre.

## **1.2 Objectifs et résultats attendus de l'étude**

### **1.2.1 Objectifs de l'étude**

La mission vise à faire un diagnostic de la filière pomme de terre et le documenter afin de permettre l'actualisation de la stratégie nationale de la pomme de terre. De manière spécifique, ce travail permettrait de :

- Réaliser une analyse de l'importance socio-économique de la filière pomme de terre dans l'économie nationale du Cameroun et de son évolution depuis 2014.
- Réaliser un diagnostic de chaque segment de la filière pomme de terre à travers une revue documentaire, des enquêtes institutionnelles et des consultations multiformes, notamment des ateliers avec les principaux acteurs de la filière pomme de terre et les organisations connexes.
- Identifier les forces et faiblesses de la filière pomme de terre à travers l'analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM).
- Organiser des ateliers pour mettre à jour la stratégie nationale de la pomme de terre.

### **1.2.2 Résultats attendus**

A l'issue de cette mission de diagnostic il est attendu les résultats suivants :

- Un rapport du diagnostic de la filière pomme de terre
- Des ateliers pour la validation concertée du diagnostic et l'actualisation des objectifs et enjeux stratégiques
- Un rapport des ateliers de validation du rapport de diagnostic.

## 2 METHODOLOGIE ET DIFFICULTES RENCONTREES

La présente méthodologie a été développée par le consultant sur la base des termes de références de l'appel d'offres de la mission, puis validée conjointement par le Groupe de Travail (GT) mis en place par le Ministre en charge de l'Agriculture et du Développement Rural. Elle a été mise en œuvre par l'équipe du consultant, sous la supervision du GT.

### 2.1 Réunion de cadrage

La mission a démarré par une réunion de cadrage méthodologique qui s'est tenue le 25 février à l'hôtel Mont Fébé à Yaoundé. Cette réunion a permis, au-delà de mieux faire connaissance entre l'équipe du consultant et le GT, d'échanger sur les termes de références de la mission, sur le chronogramme d'actualisation de la stratégie nationale de la pomme de terre, ainsi que sur les questions logistiques liées au déploiement dans le cadre de la mission. A l'issue de cette réunion, un rapport de la réunion de cadrage a été rédigé par le consultant, puis validé par l'équipe en charge du pilotage de la mission. Ci-dessous, quelques photos du déroulement de la réunion de cadrage.

*Photo 1: Réunion de cadrage entre le consultant et le GT pour l'actualisation de la stratégie nationale de la pomme de terre*



Source : Rapport de la réunion de cadrage pour l'actualisation de la stratégie nationale de la pomme de terre, DEV SOLUTION, 2022.

### 2.2 Collecte et exploitation documentaire

La documentation en rapport avec l'objet d'étude a été collectée à travers différentes sources d'information, notamment : le CIP, le MINADER, AHA International, SAILD, internet, etc., puis exploitée. L'exploitation documentaire a consisté essentiellement en l'analyse du contenu des documents sur la filière (acteurs et facteurs), les différents segments de la chaîne de valeur aux niveaux locaux, régionaux, national et international. Les documents analysés étaient constitués des rapports des études de marchés et de diagnostic récentes sur la filière pomme de terre (rapport de l'étude de base du CIP, rapport KIT, etc.), des articles de recherche, des documents d'analyse, des rapports d'enquêtes, des stratégies aux niveaux nationaux (notamment l'ancienne stratégie du Cameroun sur la pomme de terre) et internationaux sur la filière pomme de terre et d'autres filières, des documents et résultats de projets sur la filière, etc.<sup>3</sup> Cela a permis de faire un premier état des lieux de la filière pomme de terre au Cameroun.

L'analyse documentaire a également permis de constituer un répertoire d'acteurs intervenant dans la filière au Cameroun. Ce répertoire a permis d'élaborer la liste des parties prenantes à consulter dans le cadre de l'étude. Ces parties prenantes étaient composées :

- Des acteurs institutionnels et gouvernementaux
- Des organisations professionnelles (Association des bayam sellam, GIC, Coopératives.)
- Les associations/ONGs et les acteurs d'appui au développement agricole

<sup>3</sup> La liste des documents consultés dans le cadre de cette mission se trouve ci-dessous en bibliographie.

- Des semenciers, producteurs, commerçants, transporteurs, transformateurs, les exportateurs, les consommateurs
- Des centres de recherche agricole
- Les centres de formation agricoles.
- Etc.

### 2.3 Préparation des investigations de terrain

La descente sur le terrain a été précédée par l'élaboration, puis la validation<sup>4</sup> des différents outils de collecte de données spécifiques aux différents acteurs. La consultation des acteurs en amont, ainsi que les premiers contacts avec certaines personnes-ressources au niveau des localités et au niveau central dans les administrations, projets/programmes, etc.) et d'autres acteurs de la filière identifiés lors de l'exploitation de la documentation a permis de faciliter la descente sur le terrain.

Les échanges (physiques ou à distance) avec ces acteurs ont permis de recueillir leurs perceptions et avis, ce qui a par ailleurs servi à préparer et enrichir le travail de terrain (préparation des lieux et de la logistique pour les réunions de groupe, calage des rendez-vous avec les acteurs pour les entretiens, etc.) ainsi que l'analyse. La liste des personnes-ressources consultées est en **annexe de ce rapport**.

### 2.4 Collecte de données de terrain auprès des acteurs

L'étude s'est déroulée auprès des acteurs répartis sur le territoire national du Cameroun. Toutes les régions ont été prises en compte dans le cadre du diagnostic. Cependant, un accent particulier a été porté auprès des acteurs dans les grands bassins de production de la pomme de terre au Cameroun.

La collecte des données sur le terrain a utilisé essentiellement les approches compréhensives, afin de comprendre les pratiques et recueillir les avis et perceptions des différents acteurs de la filière pomme de terre, au regard des objectifs de l'étude. Elle s'est faite à travers des entretiens semi-directifs individuels, des entretiens libres, des entretiens de groupes ainsi que des observations.

Les entretiens semi-directifs auprès des informateurs clés (producteurs, commerçants, semenciers, etc.) se sont déroulés en face à face, par le moyen de guides d'entretien spécifiques préalablement préparés. Ils ont consisté à poser des questions ouvertes, noter et/ou enregistrer ce que disait l'interviewé, le relancer au cas de besoin pour plus de précisions ou pour une meilleure compréhension. Les photos 3 et 4 ci-dessous donnent un aperçu du déroulement des entretiens. Les guides utilisées pour ces entretiens sont en annexes du présent rapport.

*Photo 3 Entretien avec une commerçante de pomme de terre Photo 2 : Entretien avec un semencier et producteur*



Source : Etude terrain DEV SOLUTION, 2022

<sup>4</sup> Les outils de collecte ont été validés par le groupe de travail, avant la descente des équipes sur le terrain.

Des entretiens de groupes ont également été menés pour croiser certaines informations obtenues de manière individuelle, mais aussi pour avoir plus de précisions sur certaines informations. Les photos ci-dessous présentent quelques entretiens menés en groupe.

Photo 4: Entretien de groupe avec le personnel de GADD



Photo 5: Entretien de groupe avec les commerçantes de pomme de terre



Source : Etude terrain DEV SOLUTION, 2022

A côté des entretiens semi-directifs, les entretiens libres ou non directifs ont été utilisés pour donner la parole à certains acteurs d'appui au développement de la filière (organisations et partenaires d'appui et d'accompagnement des acteurs de la filière), afin d'obtenir le bout de leurs pensées et leurs avis complets sur certaines questions liées à la filière, et ressortir de nouveaux éléments. Ils ont eu lieu aux moyens de formulaires libres à réponses ouvertes accompagnés d'appels téléphoniques et d'échanges en face à face.

Les observations directes ont également été menées au moyen de grille d'observations, afin de collecter les informations utiles pour apprécier certains éléments contenus dans la documentation ou fournis lors des enquêtes, mais aussi pour observer les structures, les dynamiques et les fonctionnements des organisations, des marchés ainsi que les acteurs (par exemple : les outillages et engrais utilisés, le flux des transports de pomme de terre dans les marchés, les mécanismes d'achat, état des routes et des moyens de transport, etc.).

Photo 7: Observation de serre d'un semencier privé en construction

Photo 6: Observation des cultures d'un semencier dans l'Adamaoua



Source : Etude terrain DEV SOLUTION, 2022

## 2.5 Dépouillement, traitement et analyse des données

A la fin de la collecte de terrain, les fiches de collectes ont été dépouillées, puis les données ont été traitées et analysées au regard des objectifs de la mission. Les notes transcrites issues des entretiens et les relevés des observations ont été regroupés, puis découpés en unités syntaxiques et classifiés pour une analyse thématique selon les objectifs de l'étude. Certaines données issues de la documentation récente, telles que celles provenant de l'étude de base menée par le CIP en 2021 et du rapport KIT ont été extraites puis traitées (calcul des moyennes, structuration, etc.) pour des analyses nécessaires. La base des données internationale centralisées

sur l'Alimentation et l'agriculture FAOSTAT a également été exploitées, de même que certaines données provenant de certaines administrations locales de l'agriculture.

## 2.6 Rédaction du rapport de diagnostic

Les différentes analyses issues des données d'enquêtes, de la consultation des personnes-ressources et de l'exploitation de la documentation sont présentées dans le présent rapport. Ce rapport a été structuré selon le plan transmis et validé en commun avec le GT.

## 2.7 Ateliers régionaux de pré-validation du rapport de diagnostic

Après la rédaction du rapport de diagnostic, une première mouture a été transmise au GT pour recueillir ses premiers avis. Par la suite, trois ateliers de validation régionale ont été organisés : un atelier à Ngaoundéré pour les acteurs des régions de l'Adamaoua et de l'Extrême-Nord, et deux ateliers à Bafoussam, pour ceux des régions de l'Ouest, du Nord-ouest et du Sud-ouest (Lebialem), respectivement.

Au travers de ces ateliers, les résultats de ce diagnostic ont été présentés et les principaux aspects à considérer pour l'actualisation de la stratégie de la pomme de terre ont été revus et amendés. Ces ateliers ont aussi permis de déterminer par l'approche participative les priorités sur lesquelles la stratégie sera articulée. Ci-dessous quelques photos de l'ateliers.

*Photo 9: Situation de travail d'un groupe en atelier à Bafoussam*    *Photo 8: Photo de famille de l'atelier de Ngaoundéré*



*Source : Etude de diagnostic, Dev Solution, 2022*

## 2.8 Difficultés rencontrées

La réalisation de la présente mission a fait face à certaines difficultés, qui n'ont aucunement entravé la qualité des résultats. Toutefois, il convient de les relever :

- Les pluies quasi permanentes pendant la période de collecte sur le terrain ont réduit les horaires journaliers de travail, prolongeant par-là le nombre de jours de travail sur le terrain dans certaines localités (particulièrement à l'Ouest). Les appels téléphoniques ont parfois été utilisés pour les entretiens à cet effet.
- Le fait que la collecte se déroulait en début des saisons de pluies, ne donnait pas assez de marge de disponibilité aux producteurs qui étaient assez préoccupés par les semis dans leurs exploitations. Pour pallier à cela, plusieurs rendez-vous ont été programmés en soirée, au retour de ces derniers des exploitations.
- Il n'a pas été facile d'obtenir les informations sur les comptes d'exploitation des acteurs, car la quasi-totalité ne tient pas de véritables comptabilités.

Certains acteurs ciblés n'ont pas été disponibles pour répondre aux questions et/ou pour prendre part aux ateliers. Quelques rares cas de personnes ont refusé les entretiens. Pour pallier à cela, ces acteurs ont été remplacés par des profils similaires dans le possible.

### 3 ETAT DES LIEUX DE LA FILIERE POMME DE TERRE

La pomme de terre (*Solanum tuberosum*) est une plante tubercules originaire des zones tropicales de haute altitude. Les pommes de terre sont utilisées à diverses fins, et pas seulement comme légume pour cuisiner à la maison. Moins de 50 % des pommes de terre cultivées dans le monde sont probablement consommées fraîches. Le reste est transformé en produits alimentaires à base de pommes de terre et en ingrédients alimentaires, destinés à l'alimentation des bovins, des porcs et des poulets, ou transformés en amidon pour l'industrie<sup>5</sup>. Le marché de la pomme de terre est segmenté par géographie en Amérique du Nord, Europe, Asie-Pacifique, Amérique du Sud et Afrique. Dans cette section, nous présenterons la situation en Afrique et dans le reste du monde.

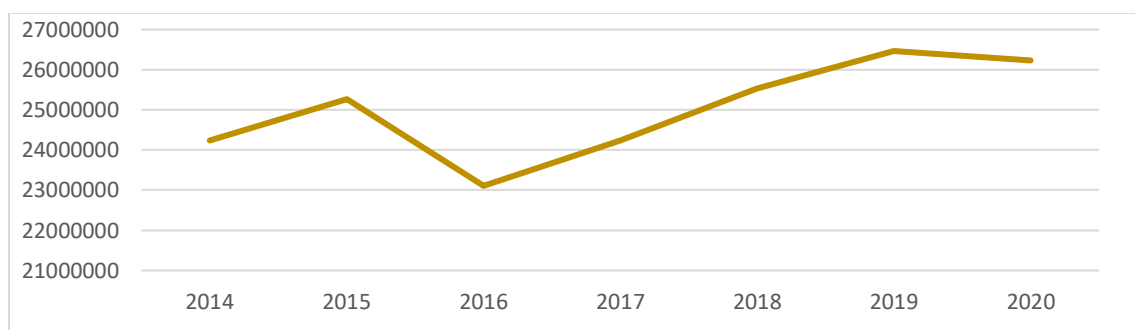
#### 3.1 Aperçu de la filière au niveau international

La pomme de terre est la troisième culture vivrière la plus importante au monde après le riz et le blé en termes de consommation humaine. Il existe plus de 4 000 variétés de pommes de terre comestibles, principalement trouvées dans les Andes d'Amérique du Sud. Il existe également plus de 180 espèces de pomme de terre sauvage, bien qu'elles soient trop amères pour être mangées<sup>6</sup>. Leur importante biodiversité comprend la résistance naturelle aux ravageurs, aux maladies et aux conditions climatiques. La croissance des zones de production de pomme de terre a rapidement dépassé toutes les autres cultures vivrières dans les pays en développement. C'est un élément fondamental de la sécurité alimentaire de millions de personnes en Amérique du Sud, en Afrique et en Asie, y compris en Asie centrale. Dans l'industrie des aliments transformés, où les produits transformés constituent l'essentiel de la consommation de pommes de terre, la demande de pommes de terre fraîches a explosé dans le monde entier<sup>7</sup>.

##### 3.1.1 En Afrique

La pomme de terre est arrivée tardivement en Afrique, environ au tournant du XXe siècle<sup>8</sup>. Ces dernières années, selon les données officielles de la FAO, la production n'a cessé d'augmenter, passant de 16,7 millions de tonnes en 2007 au chiffre record de 26,23 millions de tonnes en 2019. Les systèmes de production sont très diversifiés. On passe, en effet, de grandes exploitations industrielles, mécanisées et irriguées dans des zones montagneuses densément peuplées (Afrique du Sud, Cameroun, Kenya, Nigeria et Rwanda), à de petites fermes irriguées en Afrique de l'Ouest où la pomme de terre reste un légume à haute valeur ajoutée. La pomme de terre fait aussi bien l'objet d'une culture irriguée dans des exploitations à orientation commerciale d'Égypte et d'Afrique du Sud que d'une culture intensive dans les régions montagneuses tropicales de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale, pratiquée surtout par de petits exploitants<sup>9</sup>.

Figure 1: Evolution de la production de la pomme de terre en Afrique depuis 2014 (en tonnes)



Source : FAOSTAT 2022

<sup>5</sup> <https://meckey.com/fr/news/pommes-de-terre-une-culture-dinvestissement-pr%C3%A9cieuse.html>

<sup>6</sup> <https://www.mordorintelligence.com/fr/industry-reports/potato-market>

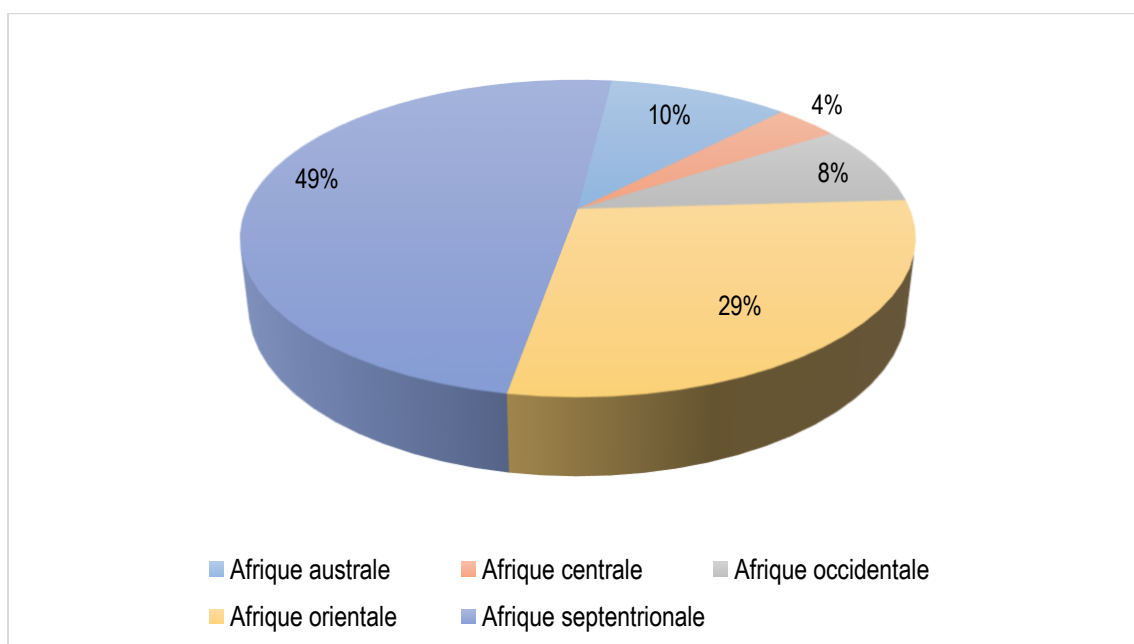
<sup>7</sup> [Taille du marché de la pomme de terre, rapport \(2022-27\) | Perspectives de l'industrie \(mordorintelligence.com\)](#)

<sup>8</sup> FAO (2009) Année Internationale de la Pomme de terre: Éclairage sur un trésor enfoui

<sup>9</sup> FAO (2009) Année Internationale de la Pomme de terre: Éclairage sur un trésor enfoui

Une rétrospective sur les sept dernières années montre que la production de pomme de terre en Afrique a connu une tendance haussière. Cette production est largement dominée par les pays de l’Afrique septentrionale qui assuraient 49% de la production en 2020.

Figure 2:-Répartition de la production de pomme de terre en Afrique en 2020



Source : FAOSTAT 2022

Les producteurs d’Afrique du Nord ont intégré les systèmes de production des pays du Nord et exportent sur le marché européen. L’Égypte est le plus grand producteur du continent avec une production de 5,22 millions de tonnes en 2020 ; il est suivi par l’Algérie (4,66 millions) et l’Afrique du Sud (2,56 millions). L’Afrique du Sud reste cependant le pays africain où le rendement est le plus important : 37,32 tonnes à l’hectare en 2020 alors qu’il est de 31,17 en Algérie, 29,20 en Égypte, la Guinée 20,85 et seulement de 16,46 au Cameroun<sup>10</sup>, quinzième producteur africain. La production marocaine de 1,70 million de tonnes en 2020 ne vient qu’en cinquième position. En Afrique de l’Est et du Centre, la production est assurée par de petits exploitants avec des organisations nationales qui se mettent en place et qui permettent à la pomme de terre de prendre progressivement le pas sur les céréales. Dans ces régions respectives, le Kenya (1,86 million de tonnes) et le Cameroun (354 404 tonnes) sont les plus gros producteurs. En Afrique de l’Ouest, où le boom se fait encore attendre, le Nigeria se distingue par la plus forte production : 1,20 million tonne bien loin devant le Sénégal qui n’en produit que 147 985 tonnes. Les producteurs de cette région ont aussi un rendement nettement inférieur à ceux des grands producteurs du continent – il est de 3 à 9 tonnes à l’hectare – seul la Guinée se distinguant avec un rendement de 20 tonnes à l’hectare, mais une superficie récoltée modeste par rapport à celle du Nigeria et de l’Égypte. L’Égypte, l’Algérie, l’Afrique du Sud, le Kenya, le Maroc et le Malawi totalisent près des deux tiers de la production africaine. Cependant, le nombre de pays produisant de la pomme de terre ne cesse d’augmenter. A ce jour, on dénombre 42 pays contre 34 en 2005.

Les données détaillées de la FAO sur la production en Afrique pour l’année 2020 mettent en avant la domination de l’Égypte, l’Algérie et l’Afrique du Sud avec des niveaux de production supérieurs à deux millions de tonnes. Le Cameroun occupe le 15<sup>e</sup> rang avec une production de 354404 tonnes en 2020.

<sup>10</sup> Il est à noter que certains documents de référence au Cameroun, notamment la SDR/PNIA 20-30, donnent des statistiques de production et/ou des rendements relativement différents de ceux de la FAO comme présentés en Annexe.

Tableau 2: - Liste des 20 premiers producteurs de pomme de terre en Afrique selon les données de 2020 de la FAO

N° d'ordre	Pays	Production (en tonnes)	Rendement (Tonne/ha)
01.	Egypte	5215905	29,2031
02.	Algérie	4659482	31,1744
03.	Afrique du Sud	2546996	37,3257
04.	Kenya	1859776	10,5518
05.	Maroc	1707068	29,6706
06.	Malawi	1318236	18,0321
07.	Nigéria	1199324	3,7594
08.	Ethiopie	1141872	13,2794
09.	Tanzanie	1078270	9,1028
10.	Rwanda	858521	8,216
11.	Soudan	493882	13,2369
12.	Tunisie	450000	17,2904
13.	Angola	446111	6,4275
14.	Libye	366749	19,9212
15.	Cameroun	354404	16,4586
16.	Mozambique	312583	15,9489
17.	Ouganda	309286	6,1173
18.	Burundi	294666	9,7533
19.	Guinée	208489	20,8489
20.	Madagascar	60204	6,0204

Source : FAOSTAT 2022

### 3.1.2 Dans le reste du monde

Au cours de ces dix dernières années, la production mondiale de pomme de terre a augmenté suivant un taux annuel moyen de 4.5 %, et la surface cultivée de 2.4 %. Non seulement la production de pommes de terre continue à croître, mais également les taux de croissance de la surface cultivée et de la production.

Selon la carte du commerce international en 2020, la Chine, l'Inde, la Russie, les États-Unis et l'Allemagne étaient les plus grands pays producteurs de pommes de terre au monde en 2020, avec 78,2 millions de tonnes, 51,3 millions de tonnes, 19. 6 millions de tonnes, 18,8 millions de tonnes et 11,7 millions de tonnes, respectivement. La France, l'Allemagne, la Chine, les Pays-Bas, le Canada et les États-Unis étaient les principaux exportateurs de pommes de terre fraîches dans le monde. Par conséquent, l'augmentation de la demande de pommes de terre et l'augmentation de la production mondiale reflètent une tendance positive pour le marché de la pomme de terre au cours de la période de prévision.

La Chine est le plus grand pays consommateur de pommes de terre et le plus grand pays producteur de pommes de terre. La consommation de pommes de terre de la Chine en 2020 était évaluée à 55,75 milliards USD. L'Inde possède le deuxième marché en termes de consommation de pommes de terre, évalué à 13,41 milliards USD en 2020. La consommation mondiale de pommes de terre passe des pommes de terre fraîches aux produits alimentaires transformés à valeur ajoutée. L'un des principaux articles de cette catégorie est les pommes de terre surgelées, y compris la plupart des frites, servies dans les restaurants et les chaînes de restauration rapide du monde entier. La chips de pomme de terre est un autre produit transformé, le roi de longue date des aliments à grignoter dans de nombreux pays développés.

## 3.2 Potentialités du Cameroun pour la culture de la pomme de terre

Culture introduite au Cameroun au 20<sup>ème</sup> siècle, la pomme de terre s'est rapidement intégrée dans les habitudes alimentaires tant des populations rurales qu'urbaines. Elle constitue une part importante pour les revenus monétaires des ménages agricoles des zones de production. Comme pour toute activité agricole, sa culture exige certaines conditions et des potentialités qu'il convient de souligner.

### 3.2.1 Potentialités naturelles

#### a) Le potentiel en terres arables

En se fondant sur les données de la disponibilité des terres arables au Cameroun, la quantité de ces terres est de 20%, contre 80% des terres non arables. Le potentiel pour l'agriculture est important, car, il représente environ 95000 km<sup>2</sup>. Dans un article paru dans le journal en ligne camerounais *Actu Cameroun* le 04 avril 2019, il est indiqué que « *la plus grande richesse que contient le pays c'est la terre. Selon les experts, la terre pourra employer plus de la moitié de la population du Cameroun* »<sup>11</sup>. Le potentiel est donc important, et permettrait non seulement d'employer une main-d'œuvre importante, mais aussi de nourrir les populations, luttant ainsi contre les famines, la malnutrition et diverses autres calamités nutritionnelles qui touchent parfois les régions, notamment celles du septentrion.

L'important potentiel en terres arables au Cameroun permet d'envisager l'activité agricole avec un certain optimisme dans le pays. Par ailleurs, les terres sont propriétés de l'État du Cameroun. Ce dernier organise la gestion des terres en se servant de plusieurs outils, dont l'un, les plus importants consistent en des lois régissant l'accès à la terre. Deux voies principales sont proposées aux personnes désireuses d'acquérir des droits sur une exploitation agricole. Il s'agit de l'acquisition d'un titre de propriété, et la location. Pour disposer de ce droit, il faut se rendre dans les services du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières. Dans certaines circonstances cependant, notamment pour ce qui est des concessions provisoires que l'État peut accorder, le président de la République peut prendre un décret pour en accorder lorsque ces superficies désirées dépassent 50ha<sup>12</sup>.

La culture de la pomme de terre comme plante servant à nourrir les populations peut donc être envisagée, compte tenu des atouts fonciers et de la sous-exploitation des terres arables mentionnées ci-dessus.

#### b) Le climat

Dans le manuel du producteur de la pomme de terre proposé par la GIZ ProCISA en collaboration avec le CIP, les auteurs indiquent que certaines maladies du plant de pomme de terre comme le mildiou se développent davantage lorsque les températures sont basses, soit moins de 22°C.<sup>13</sup>

Il est vrai que ce n'est pas la seule maladie de la pomme de terre, mais en prenant en compte les températures moyennes présentes dans le pays, largement supérieures au seuil identifié par le manuel, la culture de la pomme de terre est bien faisable.

Au-delà de la température ambiante qui joue un rôle important dans la production de la pomme de terre, la température du sol intervient aussi. Les températures extrêmes du sol sont peu recommandées pour cette culture. Pour ce qui est des températures basses, elles ne doivent de préférence pas être inférieure à 15°C, au risque d'influer sur la capacité de la plante à produire des feuilles et des racines. Plus un sol est froid, moins les racines se développent. D'un autre côté, les pics de températures ne sont pas toujours recommandés pour cette production agricole. Selon les recommandations disponibles sur le site du fournisseur de produits phytosanitaires Yara, le développement des racines est inhibé par les fortes températures. Cela peut se

<sup>11</sup> Nathan Ndombe, « Agriculture : Le paradoxe des terres fertiles non cultivées », issu du site *Actu Cameroun* du 4 avril 2019

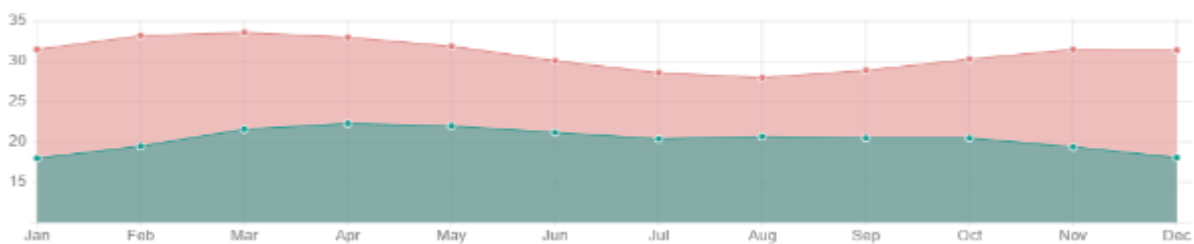
<sup>12</sup> *La Voix du paysan*, « Cameroun : Comment acquérir les terres pour des activités agropastorales ? » disponible sur <https://www.lavoixdupaysan.net/cameroun-acquerir-terres-activites-agropastorales/> 28 juillet 2016.

<sup>13</sup> GIZ ProCISA, *Bonnes Pratiques Agricoles de Production de Pomme de terre de Consommation au Cameroun. Manuel du producteur*, Yaoundé, 2018, p. 16

manifester au point que le résultat est le même entre une plante soumise à une température de 10°C et une plante soumise à 35°C.

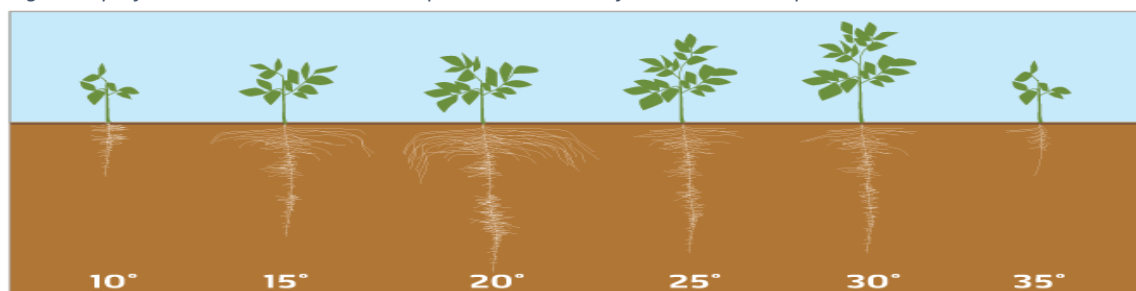
Ci-dessous, un graphique indiquant les températures au Cameroun.<sup>14</sup>

Figure 3:-Températures moyennes au Cameroun



Source : <https://www.donneesmondiales.com/afrique/cameroun/climat.php>

Figure 4:-profondeur d'enracinement de la pomme de terre en fonction de la température



Source : <https://www.yara.fr/fertilisation/solutions-pour-cultures/pomme-de-terre/principes-agronomiques/>

Les données ci-dessus sont corroborées par le document de GIZ ProCISA cité plus haut : « La PDT préfère un climat frais de l'ordre de 16-20°C ; ni trop froid (moins de 10°C), ni trop chaud (plus de 28°C). »<sup>15</sup>

Sur la base de tout ce qui précède, il en ressort que le Cameroun est doté d'atouts en matière de climat qui permettent de faire pousser les pommes de terre. Le climat est favorable pour développer cette culture dans le pays. Il convient maintenant de s'intéresser à la disponibilité en eau dans le pays en rapport avec les besoins en eau de la pomme de terre.

### c) Disponibilité de l'eau pour les plantes

À travers la documentation et des échanges avec des spécialistes en agriculture, il apparaît que cette plante a de grands besoins en eau. Le tubercule est constitué en grande partie d'eau. Dans un article du Figaro Santé<sup>16</sup>, il est indiqué que la pomme de terre comporte environ 77% d'eau. Cela est également affirmé par Patrice Thibault (2003)<sup>17</sup>, agronome au Réseau de Lutte Intégrée Orléans (RLIO), qui indique que la « pomme de terre est une plante exigeante en eau. Les racines peuvent se développer jusqu'à une profondeur de 50 cm dans le sol. [...] [les besoins sont de] 3-4 mm d'eau par jour avant la tubérisation et de 5-6 mm/J dès la formation des tubercules. Pour une saison de croissance complète, les besoins totaux atteignent environ 455 mm. »<sup>18</sup> Selon le guide de GIZ mentionné plus haut, la « PDT est considérée comme l'une des cultures les plus productrices mais aussi les plus sensibles à la sécheresse. Par conséquent, il est inutile de planter si on sait que la culture va manquer d'eau. Les besoins en eau sont critiques au moment de la formation des tubercules étant donné que cette période

<sup>14</sup> Ce graphique est intitulé *Températures moyennes de jour et de nuit*, issu du site « Climat en Cameroun ». *DonnéesMondiales.com*, <https://www.donneesmondiales.com/afrique/cameroun/climat.php>. Consulté le 30 avril 2022.

<sup>15</sup> GIZ ProCISA, op. cit. p. 9

<sup>16</sup> « Pomme de terre - Que contient-elle ? » *Figaro Santé*, <https://sante.lefigaro.fr/mieux-etre/nutrition-aliments/pomme-terre/que-contient-elle>. Consulté le 30 avril 2022.

<sup>17</sup> Patrice Thibault, « L'importance d'une irrigation adéquate dans la culture de la pomme de terre », *Colloque sur la pomme de terre*, CRAAQ, Québec, novembre 2003.

<sup>18</sup> Patrice Thibault, op. cit. p. 2

*devient plus longue que prévu avec une incidence énorme sur le rendement. S'assurer que les plants sont alimentés en eau, qu'elle vienne des pluies ou de l'irrigation ».*<sup>19</sup>

De ce qui précède, il ressort que la culture de la pomme de terre ne peut se faire sans disponibilité d'eau, que cela provienne de la pluviométrie de la région ou de l'irrigation. Ces quantités moyennes d'eau sont indispensables pour la culture de cette plante. Il en ressort également que les besoins en eau augmentent au fur et à mesure que la plante produit des tubercules et que ceux-ci prennent du volume. Il y a donc une étroite corrélation entre le stade de croissance de la plante et ses besoins en eau.

Au Cameroun, le potentiel en eau est tributaire de deux principaux éléments : la pluviométrie et le réseau hydrographique. De manière générale, le pays dispose d'un potentiel suffisant pour la culture de la pomme de terre. Son réseau hydrographique est constitué de fleuves, de lacs, de rivières et de ruisseaux. Ces lacs et cours d'eau parcourent le pays, notamment dans le grand sud. Le septentrion est une zone principalement sèche, à l'exception de l'Adamaoua qui est considéré comme le château d'eau du pays. La Bénoué arrose la région du Nord, procurant à cette région un potentiel d'irrigation pour les plantes. L'Extrême-Nord qui fait partie des régions les plus arides du Cameroun dispose cependant d'un réseau de cours d'eau qui peut servir davantage de réservoir dans le cadre de la culture de la pomme de terre.

Les différents cours d'eau qui traversent le pays constituent un atout indéniable dans le cadre de la culture de la pomme de terre parce qu'ils permettent une irrigation. En outre, le pays reçoit plusieurs milliers de mm de pluie chaque année. Les saisons dépendent des climats qui prévalent dans les différentes localités. En gros, le climat se divise en deux grandes tendances qui sont l'équatorial et le climat tropical. Le climat équatorial permet d'obtenir des pluies plus fréquentes et plus abondantes dans la partie méridionale du pays. Dans certaines localités comme celles du Centre du pays, il existe une petite saison sèche et une petite saison de pluie, ainsi qu'une grande saison sèche et une grande saison de pluie. Dans l'Ouest et le Nord-Ouest du pays, les pluies sont plus abondantes (Dschang par exemple reçoit plus de 4400 mm de précipitations par an<sup>20</sup>) et la saison sèche est plus courte. Les régions septentrionales sont soumises à un domaine climatique tropical, qui est plus chaud et plus sec. Les pluies, quoique moins fréquentes dans ces localités, arrosent la terre pendant environ cinq mois de l'année. Cette illustration issue de l'Institut de la Recherche Agricole pour le Développement (IRAD, 2000)<sup>21</sup> présente les différentes zones agro écologiques du Cameroun, les types de sols dans ces zones ainsi que les quantités de précipitations reçues par chacune d'elle.

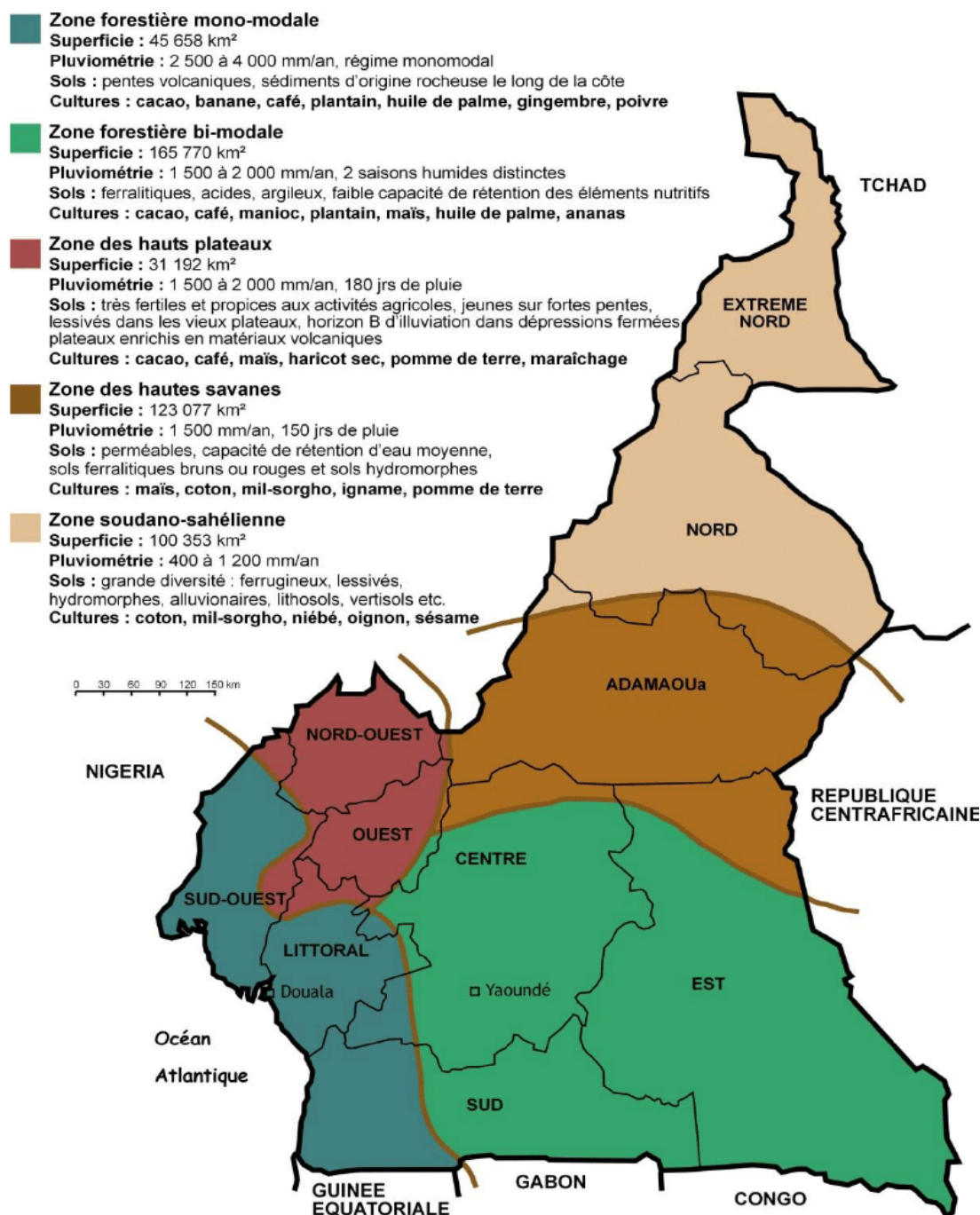
---

<sup>19</sup> GIZ ProCISA, op. cit., p. 14

<sup>20</sup> *Climat Dschang : Pluviométrie et Température moyenne Dschang, diagramme ombrothermique pour Dschang - Climate-Data.org.* Disponible sur <https://fr.climate-data.org/afrique/cameroun/west/dschang-52924/#climate-graph>.

<sup>21</sup> [https://www.researchgate.net/figure/Zones-agro-ecologiques-du-Cameroun-Source-IRAD-2000\\_fig1\\_286938317/actions#reference](https://www.researchgate.net/figure/Zones-agro-ecologiques-du-Cameroun-Source-IRAD-2000_fig1_286938317/actions#reference)

Figure 5:-Zones agro écologiques du Cameroun



Source : IRAD, 2000

**d) L'altitude**

La culture de la pomme de terre est influencée par les divers facteurs énoncés ci-dessus. Elle est également influencée par l'altitude. Ce dernier paramètre n'est pas anodin. Le Cameroun est un pays de montagnes, de vallées et de plateaux propices à la culture de la pomme de terre. Pour ce qui est de la production des semences par exemple dans les climats tropicaux, elle est essentiellement faite dans des localités situées à plus de 1800 m d'altitude. C'est ce que relève Honoré MAFOUO, formateur dans la filière pomme de terre et point focal de la GIZ / DRADER Ouest. Dans une interview accordée au journal *La voix du paysan*, paru le 11 octobre 2021 consacré aux questions d'agriculture et d'élevage, il déclare :

« Le sol adapté à la pomme de terre est meuble, profond, bien drainé, et ne doit pas avoir reçu lors des deux ou trois dernières années, les plantes de la même famille que la pomme de terre, notamment la tomate, l'aubergine, le piment, le poivron et le tabac. Malheureusement, beaucoup de paysans continuent d'enchaîner les campagnes de pomme de terre sur la même parcelle. Par ailleurs, pour produire une semence saine, il faut une parcelle située à au moins 1800 mètres d'altitude. Les producteurs qui respectent cela sont émerveillés par la qualité de leur production.<sup>22</sup>»

Les terres hautes se trouvent principalement dans les régions de l'Adamaoua, de l'Ouest, et du Nord-Ouest. Ces régions sont donc de fait les plus favorables pour la production de la pomme de terre. Si Honoré MAFOUO parle d'une altitude optimale, il n'indique toutefois pas que la culture de la pomme de terre à des altitudes inférieures n'est pas possible. En effet, la culture de la pomme de terre peut se faire sur des hauteurs en deçà de 1800 m, jusqu'à 800m<sup>23</sup> d'altitude.

### 3.2.2 Bassins de production de la pomme de terre

La culture de la pomme de terre au Cameroun est inégalement répartie entre les dix régions du pays. Trois principales régions du pays fournissent l'essentiel de la pomme de terre qui est produite au Cameroun (soit environ 80%)<sup>24</sup>. Ces régions sont, l'Ouest, le Nord-Ouest et l'Adamaoua. Le reste de la production nationale provient d'autres régions qui ne sont pas encore de grands bassins de production.

#### a) Les principaux bassins de production actuels de la pomme de terre au Cameroun

- *La région de l'Adamaoua*

Quoique la production de pomme de terre dans l'Adamaoua soit essentiellement manuelle, la région dispose d'atouts naturels qui lui permettent d'être un bassin de production important au Cameroun. L'Adamaoua appartient à la zone des hautes savanes, avec une pluviométrie d'environ 1500 mm/an amplement suffisante pour assurer un bon rendement de la pomme de terre. À cet effet, une étude du CIP menée *par Adamu et al.* (2021)<sup>25</sup> indique que 70% des ménages de cette région de l'Adamaoua qui cultivent la pomme de terre se servent de la pluie comme seul moyen d'arrosage de leurs plants. Avec une altitude moyenne de 1100 m, la région s'apprête bien à la culture de la pomme de terre.

- *La région de l'Ouest*

La région de l'Ouest, appartenant à la zone agro écologique des hauts plateaux, fait déjà partie des principaux bassins de production de la pomme de terre. Elle dispose d'atouts importants pour cette culture. L'étude du CIP de 2021 permet d'avoir un certain nombre de données relatives à l'activité. Selon ce qu'il en ressort, cette dernière est également manuellement pratiquée comme dans l'Adamaoua. 99% des ménages qui pratiquent cette agriculture utilisent uniquement la force des bras à cet effet. Pour ce qui est des moyens utilisés pour alimenter la pomme de terre en eau, 78% des producteurs jouissent de la pluie. L'avantage dont dispose l'Ouest à ce niveau est la longueur des saisons de pluies qui peut aller jusqu'à 7-8 mois, permettant ainsi deux cycles de culture successives. La pluviométrie et l'altitude moyennes de la région permettent donc de conserver une température adéquate pour la culture de la pomme de terre.

- *La région du Nord-Ouest*

L'autre région qui fait office de bassin de production de la pomme de terre c'est le Nord-Ouest. Elle dispose quasiment des mêmes caractéristiques que l'Ouest qui lui est voisine, y compris le relief et la pluviométrie

---

<sup>22</sup> Voufo Marie Pauline, « Cameroun : Atouts de la lutte intégrée contre les maladies de la pomme de terre ». *La Voix Du Paysan*, 11 octobre 2021, disponible sur <https://www.lavoixdupaysan.net/cameroun-atouts-de-la-lutte-integree-contre-les-maladies-de-la-pomme-de-terre-2/>.

<sup>23</sup> GIZ ProCISA, *Bonnes Pratiques Agricoles...* p. 9

<sup>24</sup> Verena Blitzer, Peter Gildemacher, *Potato Sector Development in Cameroon. Recommendations for policy and action*, KIT, Amsterdam, 2018, p. 8

<sup>25</sup> Adamu I, et al., *Appraisal of Potato Production Practices in the Adamawa and West regions of Cameroon. Baseline Survey Report*, Peru, International Potato Center, 2021

pomme de terre est essentiellement pluviale dans cette région. Par ailleurs, son altitude moyenne est de 1228 m, ce qui est convenable pour initier une culture de la pomme de terre. Ici aussi, la production est manuelle pour la plupart des producteurs. Les régions du Nord-Ouest et de l'Ouest produisent 80% de cette denrée. Il convient toutefois de noter que la situation sécuritaire prévalant dans la région du Nord-Ouest aurait affecté la production de pomme de terre.

#### **b) Les petits bassins de pomme de terre**

Outre ces régions qui produisent les plus grosses quantités de pommes de terre, d'autres régions se démarquent, notamment, celles de l'Extrême-Nord et du Sud-Ouest (Lebialem) qui sont considérés comme des petits bassins de production

- **La région de l'Extrême-Nord**

Dans l'Extrême-Nord, ce sont les zones montagneuses qui sont les plus favorables à la culture de la pomme de terre. Les monts Mandara constituent à cet égard une localité propice. Avec une altitude qui oscille entre 700 de minimum et 1400 m pour les plus hauts sommets, ces terres peuvent servir à la culture de la pomme de terre. Les localités de Mokolo et de Mogodé dans le département du Mayo Tsanaga sont celles qui assurent actuellement la plus grande production de la région et ravitaillent Garoua, Kousserie et Ndjamena. Dans ces zones, le choix d'une variété résistant à la sécheresse ainsi que des moyens d'irrigation s'impose toutefois, afin de garantir un minimum de productivité. Selon un rapport de FEWS NET, les « *Monts Mandara (zone CM04) constituent en eux-mêmes un territoire spécifique, où prédominent la pomme de terre irlandaise, les cultures typiques des hauts plateaux* ». <sup>26</sup> Cette zone qui bénéficie de précipitations comprises entre 800 et 1200 mm/an, est la principale localité de production de pomme de terre dans l'Extrême-Nord. L'activité pourrait y être soutenue et encadrée afin d'assurer une meilleure productivité et rentabilité. Un avantage indéniable de cette action d'accroissement de la filière dans cette zone est la lutte contre l'insécurité alimentaire qui menace chaque année les populations vivant dans cette contrée. Le rapport de FEWS NET, repris par le site humanitaire reliefweb.int, souligne que « *la pomme de terre a trouvé dans la partie supérieure de la zone un milieu écologique propice.* » <sup>27</sup> Une utilisation rationnelle des terres arables de cette localité en optimisant la production de la pomme de terre pourrait booster la production. Un aspect important pour accroître l'implication des producteurs de cette région dans la production de plus en plus intensive de la pomme de terre est la sensibilisation, afin de les convaincre à se lancer dans la culture de la pomme de terre de contre saison qui semble plus rentable, selon Madame MAIWAMBE Gertrude, délégué d'Arrondissement de l'Agriculture et du Développement Rural, contrairement à l'oignon fortement cultivé et qui a une longue pratique de culture dans la région. Seulement, cette sensibilisation ne pourra pas avoir un grand effet si elle n'est pas accompagnée de l'appui des producteurs, à travers leur soutien dans le financement ou la mise à disposition des moyens de production (moyens d'irrigation, intrants et produit phytosanitaire, formation pour l'entretien des cultures, etc.)

- **Le Sud-ouest (Lebialem)**

La région du Sud-Ouest est également propice à la culture de la pomme de terre, notamment dans le département du Lebialem où les cultivateurs produisent cette culture depuis plusieurs années. Néanmoins, cette production est actuellement affectée par une crise sécuritaire qui sévit dans la zone.

#### **c) Les bassins potentiels**

Dans la région du Nord, quelques zones sont propices à la culture de la pomme de terre, notamment dans le département du Mayo Louti. Dans les régions du Littoral les zones de Melong, Nkongsamba et Loum semblent propices pour la culture de la pomme de terre. Une intensification et une extension de l'activité dans ces deux

---

<sup>26</sup> FEWS NET, *Carte et descriptions des zones de moyens d'existence du Cameroun*, Washington, D.C., FEWS NET. 2019, p. 12

<sup>27</sup> FEWS NET, *op. cit.*, p. 26

régions pourraient constituer des axes de la stratégie régionale de la pomme de terre. Dans les régions du Centre, de l'Est et du Sud, on devrait faire de même pour augmenter les volumes de production.

### **3.2.3 Le matériel végétal**

Plusieurs variétés de pomme de terre qui s'adaptent aux spécificités du Cameroun existent depuis plusieurs décennies. Ces variétés sont présentes sur le marché Camerounais, notamment auprès des semenciers certifiés et non certifiés, et dans les exploitations des producteurs de pomme de terre de consommation.

### **3.2.4 Cadre institutionnel**

Il existe plusieurs acteurs d'accompagnement et d'encadrement de la filière pomme de terre, notamment dans les volets de la recherche, de la disponibilité en quantité et en qualité du matériel végétal ainsi que la régulation et contrôle de qualité des intrants et produits. Aussi, les espèces et variétés ont été pour la plupart cataloguées et apparaissent dans les documents officiels mis à la disposition des producteurs et des personnes qui s'intéressent à la pomme de terre au Cameroun.

## **3.3 Environnement politique et institutionnel du développement de la filière pomme de terre**

L'économie camerounaise est dominée par le secteur primaire dans lequel l'agriculture, l'élevage et la pêche occupent plus de 70% de la population active et représente 30% du Produit Intérieur Brut (PIB). Pour mieux diversifier son économie afin de s'émanciper de la dépendance aux industries extractives, le Cameroun a ciblé l'agriculture comme secteur prioritaire pour lutter contre la pauvreté et asseoir la sécurité alimentaire.

### **3.3.1 Orientations politiques nationales pour le développement des filières agricoles**

Pour son développement économique et social, le Cameroun s'est doté en 2009 d'une Vision de développement à long terme, avec pour ambition d'être « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité à l'horizon 2035 ». La première phase de cette vision a été marquée par la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) qui est arrivé à son terme le 31 décembre 2019, avec un bilan plus ou moins mitigé. En effet, le DSCE a permis de mettre en évidence la capacité de l'économie camerounaise à générer une dynamique positive de croissance, dans un environnement interne et externe pourtant défavorable.

Les leçons et les conséquences tirées de la mise en œuvre du DSCE ont conduit le Cameroun à définir de nouvelles références pour son développement global ainsi que celui du secteur rural. Ces référents sont respectivement la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) et la Stratégie de Développement du Secteur Rural-Plan National d'Investissement Agricole 2020-2030 (SDSR-PNIA 20-30).

#### **a) La SND 30**

La Stratégie Nationale de Développement 2020-2030, en abrégé SND30, est le cadre de référence de l'action du Gouvernement et de ses partenaires au développement pour la période 2020-2030. Elle opérationnalise la deuxième phase de la Vision 2035, qui ambitionne de faire du Cameroun « un pays émergent, démocratique et uni dans sa diversité ». La SND30 renferme les options en termes d'orientations et de choix d'actions économiques, sociales, politiques, culturelles et environnementales que les pouvoirs publics entendent déployer d'ici 2030 pour poursuivre la marche du pays vers l'émergence. Elle constitue également, pour la période 2020-2030, le cadre unique de référence pour l'élaboration des politiques, programmes et projets de développement ainsi que pour l'alignement des interventions des partenaires techniques et financiers. La SND30 est en parfaite cohérence avec les engagements internationaux de développement auxquels le Cameroun a souscrit ; en particulier l'Agenda de Développement Durable 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

La SND30 vise une transformation structurelle volontariste du tissu productif national en opérant des changements fondamentaux dans les structures économiques, sociales et culturelles afin de favoriser un

développement endogène, inclusif tout en préservant les chances des générations futures. Le cap est de faire du Cameroun, un Nouveau Pays Industrialisé comme stipulé dans la Vision de développement à long terme. En particulier, elle entend dynamiser le secteur productif industriel et manufacturier en promouvant la consommation locale et le « *Made in Cameroon* » dans tous les domaines de l'économie. La mise en œuvre de la SND30 repose sur quatre piliers : (i) la transformation structurelle de l'économie ; (ii) le développement du capital humain et du bien-être ; (iii) la promotion de l'emploi et de l'insertion économique ; et (iv) la gouvernance, la décentralisation et la gestion stratégique de l'État.

Pour le pilier transformation structurelle, locomotive de la SND30, le **Gouvernement entend procéder à la transformation structurelle de l'économie camerounaise en incitant, par des mesures et des politiques volontaristes, à des changements fondamentaux dans les structures économiques et sociales, afin de favoriser un développement plus inclusif et durable sans compromettre les chances des générations futures.** Les axes d'intervention de ce pilier sont les suivants : (i) le développement des industries et des services ; (ii) le développement de la productivité et de la production agricoles ; (iii) le développement des infrastructures productives ; (iv) l'intégration régionale et la facilitation des échanges ; (v) la dynamisation du secteur privé ; (vi) la préservation de l'environnement et la protection de la nature ; et (vii) la transformation du système financier.

L'agriculture représente une composante majeure dans la transformation structurelle de l'économie camerounaise. En effet, le développement de la productivité et de la production agricoles devra impacter positivement les filières industrielles, notamment l'agro-industrie. A cet effet, une liste des filières dites prioritaires a été ciblée pour servir de socle d'implémentation de la SND30. Parmi ces filières figure en bonne place la pomme de terre dont le Gouvernement entend promouvoir davantage une approche de filière structurée autour des chaînes de valeurs et des clusters tout en tenant compte des spécificités liées aux différentes zones agroécologiques, améliorer l'accès aux intrants et promouvoir les technologies les plus innovantes.

#### **b) La SDR-PNIA 20-30**

La Stratégie de Développement du Secteur Rural-Plan National d'Investissement Agricole 2020-2030 (SDSR-PNIA 20-30) est le document d'orientation des ambitions gouvernementales pour le secteur rural. Dans cette période, et en rapport avec les objectifs de la deuxième phase de la vision à savoir « faire du Cameroun un pays à revenu intermédiaire », la SDR/PNIA 20-30 ambitionne faire du secteur rural : « Un important moteur de l'économie nationale qui crée des emplois décents, des richesses pour la demande intérieure et pour exporter, qui assure la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans un contexte de développement durable ».

La SDR/PNIA 20-30 repose sur les axes d'interventions suivants : (i) Croissance durable des productions des filières végétales, forestières, animales et halieutiques ; (ii) Amélioration de l'environnement infrastructurel collectif et de l'accès aux facteurs de production ; (iii) Renforcement de la résilience des systèmes de production, de la gestion durable des ressources naturelles, et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables face aux changements climatiques et (iv) Amélioration de la gouvernance et du capital humain dans le Secteur.

Les actions relatives à la production sont portées par l'axe 1. En effet, pour un essor plus important des productions végétales dont les potentialités sont considérables au Cameroun, le Gouvernement entend œuvrer dans l'amélioration de la production, de la productivité et de la compétitivité des filières céréales, racines et tubercules, produits industriels, fruits et produits dérivés et produits de niche. Un accent particulier sera mis sur le développement d'une agriculture plus intensive et plus durable dans les filières porteuses de croissance et créatrices d'emplois. Le choix des filière à promouvoir repose sur les principaux critères à savoir, leur contribution à : (i) Produit Intérieur Brut ; (ii) Productivité et croissance agricoles ; (iii) Valeur ajoutée agricole ; (iv) Sécurité alimentaire et à l'état nutritionnel des populations ; (v) Insertion du Cameroun dans le commerce régional et international ; (vi) Création d'emplois ; (vii) Amélioration des revenus des actifs agricoles ; et (viii) Développement inclusif, durable et équilibré du territoire national.

#### **c) La Politique Nationale des Semences Végétales (PNSV) et le PNDSA**

La PNSV découle de la Stratégie de Développement du Secteur Rural-Plan National d'Investissement Agricole 2020-2030 (SDSR-PNIA 20-30), de la SND 30 et d'autres documents de références de ce type (PNDSA, 2020). Elle est axée sur quatre principaux piliers à savoir : (i) La gouvernance ; (ii) les infrastructures et équipements ; (iii) le renforcement des capacités et l'organisation des acteurs et (iv) le financement. L'option gouvernementale qui sous-tend cette politique consiste à promouvoir l'émergence d'une filière semencière privée économiquement viable susceptible de répondre durablement à la demande des agriculteurs en semences de qualité.

Le Plan National de Développement des Semences Agricoles 2020 – 2025 est une déclinaison opérationnelle de la PNSV sur la période de sa validité. Il évoque : (i) la liste des filières prioritaires, (ii) les actions nécessaires pour lever les différentes contraintes au développement des filières semencières retenues comme prioritaires, (iii) le rôle des différents acteurs en matière de production des semences prioritaires et de coordination des actions à mener, (iv) les ressources nécessaires à la mise en œuvre du Plan et leurs sources potentielles.

La pomme de terre est ainsi identifiée comme une filière pour laquelle une attention particulière sera accordée au regard du rôle joué dans la satisfaction de la demande des ménages en produits alimentaires sur les marchés nationaux et sous régionaux.

### **3.3.2 Cadre réglementaire d'organisation et de promotion des filières agricoles**

Le cadre réglementaire du domaine de l'organisation et de promotion des filières agricoles reste dominé par une multitude de textes liée aux différentes formes des organisations ainsi que la pratique de l'activité agricole.

#### **a) Réglementation sur les formes d'organisation**

L'organisation des acteurs économiques bénéficie d'un cadre réglementaire diversifié avec de nombreux textes dont la plupart ont été votés au cours des années 1990 à 1993, dans un contexte politique et socio-économique mouvementé au Cameroun. Si les associations sont régies par la loi N° 90/053 du 19 décembre 1990 relative à la liberté d'association qui a été votée dans un contexte politique particulier et inspirée surtout par la liberté de création des associations ou partis politiques, du point de vue de l'économie, les Coopératives et les Groupes d'Initiatives Communes qui connaissent un essor remarquable sont réglementés par les lois suivantes :

- ✓ La loi n° 92/006 du 14 août 1992 relative aux sociétés coopératives et aux groupes d'initiatives communes (GIC)
- ✓ Le décret n° 92/455/pm du 2 novembre 1992 fixant les modalités d'application de la loi n° 92/006 du 14 août 1992 relative aux sociétés coopératives et aux groupes d'initiative commune.
- ✓ La loi n° 93/015 du 22 décembre 1993 relative aux groupements d'intérêt économique (GIE)
- ✓ L'acte uniforme OHADA sur les droits des sociétés coopératives
- ✓ La loi n° 2019/004 du 25 avril 2019 loi- cadre régissant l'économie sociale au Cameroun
- ✓ La loi n° 2021/023 du 16 décembre 2021 régissant les organisations interprofessionnelles au Cameroun

#### **b) Réglementation sur la pratique agricole**

Sur les pratiques agricoles, le Cameroun s'est doté d'un cadre législatif et réglementaire sur les intrants agricoles. Celle-ci va de l'homologation des semences jusqu'au traitement des plants. Ledit cadre est constitué par des textes suivants :

- ✓ La loi N° 2001/014 du 23 juillet 2001 Relative à l'activité Semencière au Cameroun
- ✓ La loi N° 2003-003 du 21 avril 2003 portant protection phytosanitaire
- ✓ La loi 2003-007 du 10 juillet 2003 régissant les activités du sous-secteur engrais
- ✓ Le décret N° 2005/3091/PM du 29 août 2005 fixant les modalités de production, de contrôle de qualité et de certification des semences
- ✓ Le décret N° 2005/3090/PM du 29 août 2005 fixant la qualité et les missions des agents assermentés chargés du contrôle et de la certification des semences
- ✓ Le décret n° 2005/0772/PM du 06 avril 2005 fixant les conditions d'homologation et de contrôle des produits phytosanitaires
- ✓ Le décret n° 2005/0770/PM du 06 avril 2005 fixant les modalités de lutte phytosanitaire.

### 3.3.3 La gouvernance de la filière pomme de terre au Cameroun et les acteurs clés

La filière pomme de terre relevant du secteur agricole, son système de gouvernance a une configuration semblable aux autres filières de ce secteur. Le paysage institutionnel du secteur agricole camerounais comprend diverses entités : les structures ministérielles, les collectivités territoriales décentralisées, le Système National de Recherche Agricole (SNRA), les organisations socioprofessionnelles, les partenaires techniques et financiers, et les structures de financement.

#### a) Les structures ministérielles

La principale structure ministérielle est le Ministère en charge de l'agriculture et du développement rural. D'après le Décret n° 2005/118 du 15 avril 2005 portant organisation du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, ce ministère est chargé de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique du Gouvernement dans les domaines de l'agriculture et du développement rural.

En matière agricole, il est chargé :

- De l'élaboration, de la planification et de la réalisation des programmes gouvernementaux relatifs à l'agriculture et au développement rural ;
- De l'élaboration de la réglementation et des normes, ainsi que du contrôle de leur application ;
- Du suivi et de la protection des différentes filières agricoles ;
- De la protection phytosanitaire des végétaux ;
- De la conception des stratégies et des modalités pour garantir la sécurité et l'autosuffisance alimentaires ainsi que du suivi de leur mise en œuvre ;
- De l'identification et de la promotion de nouvelles productions agricoles pour l'exportation ;
- De la collecte, de la production et de l'analyse des statistiques agricoles ;
- De la diffusion de l'information et des conseils agricoles auprès des producteurs ;
- De la coordination de la gestion des situations de crise en matière agricole ;
- Du suivi des organisations professionnelles agricoles ;
- De la promotion des investissements, de moyennes et grandes exploitations dans le secteur agricole ; et
- De l'enseignement agricole et coopératif et du contrôle de l'enseignement agricole et coopératif et du contrôle de l'enseignement agricole privé, en liaison avec le Ministère chargé de la formation professionnelle.

En matière de développement rural, il est chargé :

- De l'encadrement des paysans et de la vulgarisation agricole ;
- De la participation à la planification des programmes d'amélioration du cadre de vie en milieu rural, en liaison avec les ministères compétents ;
- Du suivi de la réalisation des programmes d'amélioration du cadre de vie en milieu rural ;
- De la promotion du développement communautaire ; et
- Du génie rural.

Ce ministère s'appuie sur une administration centrale qui comprend entre autres sur :

- **La Direction du Développement de l'Agriculture qui a entre autres missions :**
  - ✓ L'élaboration et de la mise en œuvre des politiques de développement du secteur semencier ;
  - ✓ L'élaboration et du suivi des programmes et projets de promotion de production et d'utilisation des semences et plants ;
  - ✓ L'élaboration et du suivi de la mise en œuvre des systèmes d'alerte et d'avertissement phytosanitaire ;
  - ✓ L'appui aux agriculteurs et à leurs groupements dans la lutte phytosanitaire, notamment par la promotion de brigades villageoises ;
  - ✓ La gestion des aides d'urgence en semences auprès des agriculteurs, en cas de calamités ; et
  - ✓ L'élaboration et de la mise en œuvre de la politique du sous-secteur des engrais.

- **La Direction des Organisations Professionnelles Agricoles et de l'appui aux exploitations agricoles qui a entre autres missions :**
  - ✓ L'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de la politique de vulgarisation, en relation avec les administrations et les organismes concernés ;
  - ✓ L'encadrement des paysans et de la vulgarisation agricole ;
  - ✓ L'élaboration du calendrier agricole ;
  - ✓ La mise en cohérence de l'ensemble des actions de vulgarisation agricole ;
  - ✓ Le suivi de l'application de la politique gouvernementale en matière d'appui aux exploitants agricoles ;
  - ✓ L'élaboration et la réalisation des programmes de développement des cultures ;
  - ✓ La mise en place et l'actualisation régulière de la base de données sur les organisations professionnelles ; et
  - ✓ La promotion des techniques et des équipements de conservation et de transformation des produits agricoles et alimentaires, en liaison avec les services concernés.
- **La Direction de la Réglementation et du Contrôle de Qualité des intrants et des produits agricoles qui a entre autres missions :**
  - ✓ L'élaboration de la réglementation relative aux intrants et produits agricoles et à l'agriculture biologique ;
  - ✓ L'harmonisation aux niveaux sous régional et régional des politiques et des cadres réglementaires relatifs aux intrants et produits agricoles ;
  - ✓ Le suivi et la mise en œuvre des conventions internationales ratifiées par le Cameroun et relatives aux intrants et produits agricoles, ainsi qu'aux ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ;
  - ✓ L'organisation et le suivi de la certification des semences et plants ;
  - ✓ L'organisation et le suivi du contrôle de qualité des intrants et produits agricoles ;
  - ✓ L'homologation des pesticides à usage agricole ; et
  - ✓ L'homologation des espèces et variétés en relation avec le Conseil National des Semences et Obtentions Végétales (CONSOV).

A côté du MINADER, d'autres ministères ont un impact sur le développement du secteur agricole. Il s'agit des ministères en charge des forêts et de la faune ; de l'environnement, de la protection de la nature et du développement durable ; de la recherche scientifique et de l'innovation (MINRESI), de l'industrie et du développement technologique ; des petites et moyennes entreprises et de l'économie et de l'aménagement du territoire.

### ***b) Les collectivités territoriales***

Au Cameroun, le processus de décentralisation a été reconnu comme un pilier du développement socio-économique dans la Constitution du 18 janvier 1996. La loi d'orientation de la décentralisation promulguée le 22 juillet 2004 est précisée dans le contexte institutionnel de la décentralisation au Cameroun. Dans son article deuxième, il définit la décentralisation comme un transfert par l'Etat aux collectivités territoriales décentralisées de compétences particulières et de moyens appropriés. Deux grandes collectivités décentralisées sont reconnues au Cameroun : les régions et les communes.

La commune est une entité ancienne du processus de décentralisation au Cameroun initié depuis 1974. Les réformes de 2004 applicables aux communes précisent la mission des communes dans le processus de décentralisation. Ce sont les collectivités locales de base auxquelles il revient la compétence de gérer les affaires locales sous la tutelle de l'État, en vue du développement social et culturel de sa population.

La région est l'entité instituée par la Constitution de 1996. La réforme de 2004 consacre des missions identiques à celles des communes. La seule différence réside dans la couverture territoriale des actions. Les activités des

régions s'étendent sur l'ensemble des communes de sa compétence territoriale, tout comme les activités des communes dont les activités ne se limitent qu'à leurs territoires respectifs. Les responsabilités spécifiques de chaque communauté en matière économique sont reflétées dans le tableau ci-après.

Tableau 3: - Responsabilités économiques des communes et des régions dans le cadre de la décentralisation au Cameroun.

Régions	Communes
<ul style="list-style-type: none"> <li>● <b>Déplacer</b> les contrats/plans pour la réalisation des objectifs de développement en partenariat de l'état</li> <li>● Promouvoir les petites et moyennes entreprises (PME)</li> <li>● Organiser des foires et des expositions</li> <li>● Promouvoir l'artisanat et les activités agropastorales</li> <li>● Promouvoir les associations régionales d'opérateurs économiques</li> <li>● Promouvoir le tourisme</li> <li>● Promouvoir les microprojets générateurs de revenus et créateurs d'emplois</li> <li>● Protéger, entretenir et gérer les sites naturels</li> <li>● Combattre les nuisances et la pollution des eaux ; Créer des bois et des espaces protégés</li> <li>● Planification d'urgence et prévention des risques</li> <li>● Élaborer et exécuter des plans de développement régional</li> <li>● Organiser et gérer les transports publics interurbains</li> <li>● Élaborer le plan régional de développement du territoire</li> <li>● Coordonner les actions de développement.</li> <li>● Soutenir les plans et actions communaux d'urbanisation et d'habitat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Promouvoir les activités agropastorales, halieutiques et artisanales</li> <li>● Créer, développer et entretenir des sites touristiques</li> <li>● Construire, équiper, gérer et entretenir les marchés, les gares routières et les abattoirs</li> <li>● Planifier et exécuter les investissements communaux</li> <li>● Surveiller et contrôler la gestion des déchets industriels, ainsi que les ordures</li> <li>● Combattre les nuisances et la pollution, y compris la pollution des eaux de surface et des eaux souterraines</li> <li>● Veiller à l'hygiène et à la sécurité des lieux publics</li> <li>● Planifier et suivre les activités de protection de l'environnement</li> <li>● Améliorer l'accès à l'eau potable</li> <li>● Organiser et gérer des expositions à caractère commercial</li> <li>● Promouvoir et accompagner les microprojets générateurs de revenus et créateurs d'emplois</li> <li>● Créer des zones industrielles</li> <li>● Gérer, en partenariat avec l'Etat et la région, les contrats et les plans de la commune afin d'atteindre les objectifs de développement</li> <li>● Planifier et contrôler l'occupation des terres en délivrant le permis de construire, de lotir, de démolir et d'implanter</li> <li>● Créer, entretenir les voiries municipales et développer les activités connexes s'y rapportant</li> <li>● Aménager et desservir l'espace habitable</li> <li>● Nommer et adresser les rues, les bâtiments et les espaces publics</li> </ul>

Source : YAKANA G et al., 2019

### c) Le Système National de Recherche Agricole (SNRA)

Le Système National de Recherche Agricole (SNRA) repose essentiellement sur l'Institut de la Recherche Agricole pour le Développement (IRAD) sous tutelle du Ministère en charge de la Recherche Scientifique et de l'Innovation et sur l'appui avec la collaboration des centres régionaux et internationaux.

L'IRAD possède de nombreuses infrastructures de recherche dans différentes structures opérationnelles pour effectuer la recherche pour le développement : Cinq (05) Centres de Recherche agricole, deux (02) Stations Spécialisées de Recherche, quatre (04) Stations Polyvalentes de Recherche, treize (13) Stations de Recherche, huit (08) Stations de Valorisation, cinquante-huit (58) Antennes de Recherche, dix (10) Laboratoires de référence<sup>28</sup>. Le MINRESI supervise les activités régionales de recherche et valorise les résultats auprès des communautés à travers les centres régionaux de valorisation.

<sup>28</sup> Source : MAFOUASSON APALA Hortense épouse TONTSA, Chef de Division (Directeur), Division de la Production Végétale, IRAD, 2022.

En matière de formation et recherche, les universités et grandes écoles de formation délivrent des diplômes académiques et professionnels dans les domaines agrosylvopastoraux et halieutiques. C'est le cas par exemple des FASA, de l'ENSAI, l'ISH. Notons par ailleurs que, les écoles de formation agropastorale, sous la tutelle du MINADER et les instituts privés participent également à la formation en délivrant les diplômes d'entrepreneur agropastoral et de conseiller agropastoral.

#### **d) Les organisations socioprofessionnelles**

Cette catégorie d'acteurs est constituée d'un réseau plus ou moins structurés d'organisations locales (groupements villageois, associations villageoises, groupements d'intérêt économique, etc.) et des fédérations régionales et nationales. Ainsi, la Chambre d'Agriculture, des Pêches, de l'Élevage et des Forêts (CAPEF) constitue l'organe consultatif et professionnel des intérêts du secteur auprès des pouvoirs publics. Depuis 2009, la CAPEF assume, de par les décrets 2009/249 et 2009/250, certaines missions et tâches précédemment dévolues aux pouvoirs publics, notamment dans le domaine de la coopération, de la formation des producteurs et de l'organisation des manifestations agropastorales.

Il est important de relever que sur un effectif estimé à près de deux millions de ménages agricoles, seuls 20% de ceux-ci sont organisés en groupes, notamment les GIC, les coopératives, les unions, fédérations et confédérations de GIC et de coopératives.

Dans le domaine spécifique de la pomme de terre, il existe une plateforme multi acteurs (PMA) de la pomme de terre en constitution, et qui est en train d'être convertie en interprofession avec l'appui de la GIZ. Les données recueillies auprès du ProCISA font état de la présence d'une cinquantaine d'organismes intervenant dans cette filière. Cette estimation pourrait être au-delà de ce qu'on a dans le registre national des GIC et coopératives.

#### **e) Les partenaires techniques et financiers**

Nombreux sont les partenaires techniques et financiers qui interviennent dans le secteur agricole. Ceux-ci se distinguent en coopération multilatérale et en coopération bilatérale.

La coopération multilatérale comprend :

- ✓ Le système des Nations-Unies (FAO, FIDA, PAM, UNICEF, BIT, OIT, UNIFEM, CEA, CCNUCC, PNUD, PNUE, etc.),
- ✓ La Banque Mondiale (BIRD/BM),
- ✓ L'Union Européenne (UE),
- ✓ La Banque Africaine de Développement (BAD).

La coopération bilatérale fait référence aux accords signés par le Cameroun avec des pays spécifiques. Parmi ces pays on peut citer : la France (AFD), l'Allemagne (KfW, GIZ), le Japon (JICA), la Corée du Sud (KOICA), l'Espagne (AECID), le Canada (ACDI), les USA (USAID), les Pays-Bas, la Chine, le Brésil ...

Pour les partenaires techniques, il convient de citer le Pôle régional de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique centrale (PRASAC), le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles (CORAF), et des centres internationaux de recherche (CIP, IITA, CIRAD, CIFOR/ ICRAF, IRD, et Alliance CIAT- Bioversity).

#### **f) Les structures de financement**

Les organismes de financement sont variés et multiformes. On y retrouve aussi bien des structures étatiques que des structures privées. Les structures étatiques comprennent les fonds spéciaux comme le Fonds Semencier et les programmes/projets. Quant aux structures privées, elles sont constituées des banques et des établissements de microfinance (EMF) organisés en réseau.

### **3.4 Analyses des maillons de la filière pomme de terre**

Différents maillons de la filière pomme de terre sont en activité dans le domaine pour la production de cette denrée. Une bonne synchronisation de ces éléments peut permettre un essor de l'activité et augmenter les

rendements, ainsi que les profits pour le pays entier. Correctement articulé, chacun de ces éléments, en fonction de ses spécificités, ajoute de la valeur à la filière pomme de terre.

### 3.4.1 Le maillon des semences

Le maillon de semences est fondamental dans la chaîne de valeur de la pomme de terre. Jusqu'en 2001, ce secteur était détenu uniquement par l'état. Suite à la libéralisation de 2001, plusieurs acteurs sont entrés en jeu, de la recherche variétale aux diffusions et utilisations des semences. Les producteurs sont donc désormais libres d'utiliser n'importe quelle semence ou variété de leur choix. Cependant, les producteurs de semences certifiés sont tenus d'utiliser des semences inscrites au registre national des semences cataloguées en 2018. De manière générale, le secteur des semences au Cameroun est constitué de quatre catégories qui cheminent ensemble : les semences de pré-base, les semences de base, les semences certifiées et les semences non certifiées.

#### a) Les semences de pré-base (labos et serres)

La production des semences de pré-base se fait essentiellement au sein des laboratoires et des serres. Au Cameroun, les principaux acteurs de la production des semences de pré-base de pomme de terre sont composés des acteurs publics (notamment l'IRAD) et des acteurs privés, notamment l'entreprise STRUCTURE TOWA basée dans l'Adamaoua, ou l'Agropole de l'Ouest.

Les activités de l'IRAD dans la production des semences de pré-base de pomme de terre sont longue date et bien connues des acteurs intervenants dans la filière pomme de terre. Dans les régions du Nord-Ouest et de l'Ouest ainsi que dans le Lébialem, l'IRAD de Bambui et de Bayangam sont les acteurs connus de la production des semences de pré-base qu'ils commercialisent aux producteurs et semenciers.

L'IRAD de Bambui a été pendant longtemps l'acteur unique de production du matériel végétal de pré-base de pomme de terre avant la libéralisation du secteur des semences qui a entraîné l'entrée des acteurs privés. Bien que ses capacités de production aient fortement été réduites ces dernières années, ne lui permettant plus de satisfaire la demande au niveau local, l'IRAD continue de produire des semences de pré-base, notamment à travers le laboratoire provisoire de Bamenda pour la production des vitroplants et la serre de Bayangam. Cette faible capacité de production de l'IRAD a poussé les multiplicateurs et producteurs à ne compter que sur les fournisseurs locaux pour se ravitailler en semences d'autres types (semences de base importées, semences locales, etc.), malgré quelquefois les conséquences que ces dernières entraînent telles que les faibles rendements découlant de l'exposition au fur du temps aux maladies et ravageurs. Plusieurs producteurs dans le Nord-ouest et le Lébialem consultés dans le cadre de cette étude ont à cet effet déploré l'incapacité de l'IRAD de Bambui à pouvoir mettre à leur disposition des semences, notamment CIPIRA.

*Photo 10 : Serre de pomme de terre de l'IRAD Bayangam construite par le partenariat CIP-GIZ/ProCISA*



*Source : Enquête de terrain, Dev Solution, 2022*

Le manque/ l'insuffisance d'infrastructures, d'équipements de production, de livraison et du personnel qualifié sont des principaux facteurs qui ne permettent pas à l'IRAD de produire selon sa capacité optimale. Selon certains techniciens de cet organisme consultés, le dispositif technique et les disponibilités financières actuelles ne permettent pas à cet organisme de produire en très grande quantité et commercialiser aux prix inférieurs ou égaux à ceux du matériel végétal « *tout venant* » présent dans les marchés : « *...le problème qui se pose se situe au niveau de l'équipement. Par exemple, ici nous utilisons des pots pour produire des boutures, or ces pots doivent être normalement remplacés par des plaques de plantation ou des caisses... avec les caisses, c'est plus facile, ça contient plus de vitro plants et ça prend moins de support végétal... Nous utilisons aussi la terre comme substrat, or le substrat approprié pour ça c'est le 'cocopeat' ...* » Affirme un technicien de l'IRAD.

Les coûts de production étant élevés, le matériel végétal produit et mis sur le marché par cet organisme est non seulement insuffisant pour satisfaire la demande, mais est considéré comme très coûteux par la plupart des producteurs et multiplicateurs. Ces derniers se retournent vers du matériel végétal disponible, à faible prix, mais de qualité et origine parfois douteuse. Le manque ou l'insuffisance d'information des producteurs sur les avantages et l'intérêt d'utiliser le matériel végétal issu des centres de recherche et des laboratoires, qu'ils considèrent comme coûteux, réduit l'acceptabilité et l'entrée de ces innovations dans les exploitations.

Des entreprises privées comme la STRUCTURE TOWA dans l'Adamaoua jouent un rôle important dans la production des semences de pré base à travers son laboratoire de Douala et ses serres situés à Wassande. On note également plusieurs acteurs privés à l'Ouest qui se sont engagés dans la construction des serres (M. Norbert Kenfack à Djuttitsa, Projet KARTOFEL à Baloum, etc.) et dans la production des semences de pré-bases (Agropole, etc.). Ces semences, même si elles sont considérées par les producteurs comme étant coûteuses, au même titre que celles commercialisées par l'IRAD, apportent un soutien important avec des rendements intéressants d'après les acteurs. Il importe de mentionner également l'existence d'une serre à la ferme du MINADER à Bansaoua pour la production des semences de pré-base dans un futur proche.

#### **b) Les semences de base et certifiées**

Dans l'optique d'accroître la production de la pomme de terre, le Cameroun a mis sur pied un processus de certification des semences de pomme de terre. Il a également développé un système de sélection et de distribution des semences de qualité. Ces semences de qualité sont le cheval de bataille sur lequel s'appuie l'État pour s'assurer d'augmenter la production. A cet effet, le gouvernement a mis en place un cadre pour réguler et organiser l'activité semencière. Ce cadre a pour cheville ouvrière la **DRCQ, une des directions du MINADER**.

Les activités de la DRCQ sont principalement axées autour de la réglementation et du contrôle de la qualité et certification. Dans la filière pomme de terre, la DRCQ intervient au niveau du développement d'instruments juridiques, de l'homologation des variétés, du contrôle et certification des semences et dans la délivrance des permis d'importation. C'est également à la DRCQ que les acteurs qui veulent devenir des semenciers doivent se rendre pour obtenir leur agrément. Cet agrément est valable pour une durée de trois ans et peut être renouvelé en suivant les mêmes procédures à chaque fois. Le postulant semencier/importateur doit ensuite se conformer à d'autres exigences notamment la quarantaine des semences s'il est importateur, la déclaration de culture s'il est multiplicateur. Malgré quelque fois des difficultés en termes de ressources humaines et matérielles entraînant des retards dans les interventions, les inspections sont effectuées par des inspecteurs de l'administration semencière afin de faciliter le processus de certification des semences.

Pour que l'activité semencière se déroule selon les normes, la DRCQ exige que tout semencier dispose d'espaces de stockage respectant les conditions exigées pour la semence considérée. Cela est également partagé par Monsieur Dieudonné Harahagazwe, chef de projet au CIP, qui affirme que : « *l'on ne peut prétendre être semencier si l'on ne dispose pas de magasins de stockage appropriés. Ces espaces de stockage sont nécessaires pour garantir que le matériel végétal garde son potentiel de rendement* ».

Afin d'assurer la disponibilité du matériel végétal de qualité auprès des producteurs, le gouvernement a mis en place un dispositif intégrant plusieurs acteurs. L'un des piliers importants de ce dispositif est le Projet d'Appui à la Production du Matériel Végétal de Qualité (PAPMAV-Q).

En effet, l'une des raisons qui justifient l'existence du PAPMAV-Q c'est la mise à disposition des semences de qualité auprès des producteurs Camerounais. Selon les responsables de ce projet interrogés, « *ce qui fait la différence entre deux exploitations, ce ne sont pas les pratiques culturales, ni même les engrais, mais le matériel végétal* ». Ce faisant, ils indiquent ainsi que ce qui garantit le rendement d'une exploitation de pomme de terre c'est avant tout la semence utilisée.

Une semence qui est faite pour produire 40 tonnes par hectare par exemple rapportera plus qu'une semence qui ne produit que 10 tonnes par hectare. L'expression de cette vision correspond à l'ambition du Cameroun qui veut produire 900 000 tonnes de pommes de terre de consommation d'ici 2030.

En mettant l'accent sur les semences de variétés à haut rendement et en encadrant ce secteur, le pays veut s'assurer de ce que la part de la pomme de terre dans la consommation et dans l'économie camerounaise soit satisfaisante. C'est à cet effet que le gouvernement a mis sur pied un ensemble de mécanismes visant à susciter et à promouvoir les partenariats avec les acteurs pour la mise à disposition et la diffusion des semences de qualité auprès des producteurs comme présenté ci-dessous.

Tableau 4: - Conditions pour recevoir les semences du MINADER et importer les semences

Conditions pour partenariat/réception des semences par PAPMAV-Q (MINADER)	Conditions pour importer les semences
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Photocopie du certificat d'exercice de l'activité semencière</li> <li>• Photocopie de la déclaration annuelle des cultures semencières</li> <li>• Photocopie de la quittance de paiement de la redevance semencière (présentation originale et dépôt photocopie)</li> <li>• Photocopies des 3 rapports d'inspections des contrôleurs de la DRCQ</li> <li>• Bulletin d'analyse des semences datant de moins d'un mois</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inscription de la variété au catalogue national des variétés ;</li> <li>• Permis d'importation ;</li> <li>• Déclaration d'importation ;</li> <li>• Inscription au fichier d'importation ;</li> <li>• Dossier fiscal à jour.</li> </ul>

Source : MINADER, Coordination Nationale PAPMAV-Q et enquête terrain de diagnostic

Chez les partenaires du gouvernement camerounais, on note également une forte implication et un accompagnement soutenu dans ce processus de mise à disposition et de diffusion des semences de qualité auprès des producteurs.

Les actions de ces partenaires vont de l'importation des semences et variétés performantes à l'accompagnement dans la recherche, la multiplication, le traitement, le stockage et la diffusion des semences de qualité auprès des producteurs.

Groupe Photo 11: Hangar de stockage à Lumière Diffuse (HLD) d'une capacité de 2 tonnes construit par CIP/ProCISA à Rep-Yanga (Adamaoua) pour un acteur.



Source : Enquête diagnostic, Dev Solution, 2022

Photo 12: Magasin de stockage d'une capacité de 100 tonnes en construction à Rep-Yanga par ProCISA



Source : Enquête diagnostic, Dev Solution, 2022

De manière opérationnelle, il existe une interrelation entre les divers acteurs de la filière semencière au Cameroun.

Le PAPMAV-Q est chargé entre autres de nouer des partenariats et de réceptionner les semences certifiées. Ces semences sont ensuite distribuées dans les bassins de multiplication, auprès des semenciers reconnus comme tels au niveau du MINADER.

Le matériel végétal importé ou multiplié par les semenciers homologués est ensuite analysé au niveau de la DRCQ. Cet acteur délivre des certificats d'inspection qui garantissent que la qualité de la semence produite ou importée est propre à être distribuée pour entrer dans une phase de production de pomme de terre de consommation. Cette interaction entre les semenciers, le PAPMAV-Q et la DRCQ permet de s'assurer que le matériel végétal présent dans les champs correspond aux normes de qualité.

Dans ce mécanisme, il existe toutefois des faiblesses qu'il convient de relever. Ces faiblesses sont liées à la capacité du PAPMAV-Q à satisfaire les besoins des semenciers. En effet, il ressort des échanges sur le terrain, notamment d'une triade dans les locaux du projet susnommé qu'il ne parvient pas à satisfaire 10 % de ces besoins. Le déficit est alors important et pose un problème relatif à la capacité du pays à atteindre l'objectif de 900 000 tonnes d'ici 2030. Une action visant à augmenter les capacités de multiplication des semences de qualité est alors à envisager fortement. Cette contrainte entraîne l'importation sur le territoire Camerounais de grandes quantités de semences améliorées avec d'autres conséquences liées aux coûts sur le marché. Cela pousse également la plupart des producteurs à utiliser le matériel végétal recyclé de qualité douteuse. La conséquence de tout cela est une forte dépendance du Cameroun aux aléas et fluctuations du marché international, y compris dans des contextes aussi imprévisibles que les guerres, les restrictions d'exportation, les changements stratégiques des pays exportateurs, et les baisses de rendements prolongés liées à l'utilisation du matériel végétal recyclé de mauvaise qualité. **Réduire la dépendance du pays aux importations des semences et augmenter les capacités de production du matériel végétal de qualité deviennent alors un impératif pour un Cameroun qui veut quasiment tripler sa production de pomme de terre d'ici la fin de la décennie.**

Tableau 5: - Acquisition des semences au PAPMAV-Q de 2018 à 2021

Type de semences	2018		2019		2020		2021	
	Prévisions	Réalisations	Prévisions	Réalisation	Prévisions	Réalisations	Prévisions	Réalisation
Semences certifiées	162 000	162 000	267 000	102 000	140 000	140 000	75 000	67 500
Semences de base	0	0	18 000	18 000	35 000	35000	75000	75000

Source : Coordination Nationale PAPMAV-Q, 2022

Face à ce qui précède, il ressort que le développement de la filière pomme de terre dépend essentiellement de la disponibilité des semences de qualité (certifiées) auprès des producteurs. Cette disponibilité repose majoritairement (environ 90%) sur le secteur privé, notamment les multiplicateurs privés et les importateurs de semences. D'après ces acteurs, l'activité est fortement rentable malgré certaines difficultés. Pour contribuer à améliorer cette disponibilité de matériel végétal de qualité, le Dr Rolot Jean-Louis, consultant international du CIP dans le cadre du projet "Potato Value Chain Development (PVCD) in Cameroon" mis en œuvre en partenariat avec la Coopération allemande, recommande à la DRCQ dans un rapport de mission menée en Septembre 2022<sup>29</sup> de **finaliser et publier le Règlement technique officiel de contrôle et certification** sensé décrire précisément toutes les opérations liées à la certification des lots de semences : le schéma généalogique de multiplication des semences, les conditions techniques permettant la production de semences et leur commercialisation (agrément des producteurs et commerçants), les tolérances admises pour chacune des générations, les méthodes de contrôle au champ et en laboratoire visant le respect des tolérances, les méthodes d'échantillonnage, les méthodes d'emballage et d'identification des lots de semences, les conditions liées à la conservation et à la commercialisation des plants de pomme de terre. Afin d'obtenir l'adhésion des producteurs, il est recommandé d'associer leurs représentants au processus d'élaboration du règlement.

- **Les multiplicateurs privés**

Les multiplicateurs privés localisés dans les principaux bassins de production interviennent dans la production des semences certifiées de pomme. Leurs superficies exploitées sont inférieures ou égale à 10 ha. Les variétés recensées et le plus souvent multipliées sont : Cipira, Dosa, Pamina, Désirée, Sevim, Krone, Jelly, et Panamera, Les rendements varient de 10 à 20 tonne/ha en fonction de la qualité du matériel végétal de base et la technique de production. Le MINADER (PNDSA, 2020), estime à 20% les pertes pendant la production de semences, et une étude récente du CIP en cours de publication évoque les pertes de l'ordre de 30% de semences le long de la chaîne avant la mise en terre<sup>30</sup>. Le tableau d'analyses des produits, des charges, de la valeur ajoutée, du revenu brut d'exploitation et du revenu net d'exploitation obtenu après collecte des données auprès de multiplicateur de semence se trouve en annexe de ce rapport. Le compte d'exploitation montre que l'activité est rentable au prix de vente de la semence certifiée pratiqué par le semencier à 500 F CFA/kg.

Quelques données de production en tonne de semences pour la variété Dosa chez un semencier dans le bassin de l'Ouest au cours des six dernières années sont renseignées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Evolution de la production de semences Dosa par un multiplicateur à l'Ouest

Variétés	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Dosa (en tonnes)	100	126	144	200	100	120

Source : enquête terrain, Dev Solution 2022

<sup>29</sup> Il s'agit du rapport de la mission intitulée « Expertise en matière de renforcement des capacités de contrôle et de certification de la filière de plants de pomme de terre au Cameroun : formation des responsables et techniciens de laboratoire à l'application de la technique DAS-ELISA pour la détection des principaux virus de la pomme de terre »

<sup>30</sup> Présentation PowerPoint du CIP faite lors des ateliers régionaux de validation des résultats d'une enquête menée en juillet-août 2022 sur les pertes post-récolte de pomme de terre.

D'après le PADRT, 782,3 tonnes de semences ont été produites en 2021 dans les bassins suivant :

Tableau 7 : Production de semence par les multiplicateurs

Année	Ouest	Adamaoua	Nord-Ouest
2021 (production en tonnes)	618	44,3	120
Variétés	Dosa, Panamera, Cipira, Mondial, Atlas, Synergie, Diamant, Désiré	Dosa, Cipira, Elodie, Pamina, Synergie, manureva	Diamant

Source : PADRT, 2022

Le financement des intrants en général et des semences de pomme de terre en particulier se fait essentiellement à travers l'autofinancement des acteurs (sur fonds propres).

#### • Les importateurs et semenciers

Il existe plusieurs importateurs et semenciers qui fournissent les semences aux producteurs. Les importations proviennent pour la plupart de la France et des Pays-Bas. La durée requise de la commande à l'arrivée des semences au port varie de 6 à 8 semaines. Ces derniers importent et/ou produisent les semences de base et pré-base importées de la France et des Pays-Bas qu'ils mettent à la disposition des producteurs certifiés et ou qu'ils produisent eux-mêmes. Les principales variétés importées dans le nord-ouest/Lebialem sont : Solis, Bernadette, Safari, Diamant, et Panamera. A l'ouest les variétés importées sont : Synergie, Pamina, Elodie, Yona, Atlas, Diamant, Kondor, Anova, Spunta, Sassy, Cardinal, Prodrigua, Queen Anne, Sunshine et Edison. Il faut noter que les raisons du choix de ces variétés sont entre autre les rendements élevés, la résistance aux nuisibles, etc. En général, les importateurs sont conseillés par leurs fournisseurs et leurs premières importations sont distribuées aux producteurs pour des tests. Le coût de la douane au Cameroun est au moins trois fois supérieur au coût de l'achat des semences en Europe : « ...les semences ne coûtent pas cher en Europe...tu peux acheter un conteneur de semences à peut-être 1 million là-bas, et payer la douane à 2 millions au Cameroun... c'est cher, pourtant c'est pour la nourriture qu'on mange ! » affirme un importateur. Selon les données obtenues auprès du PADRT, 252 tonnes de semences ont été importées de 2020 à 2021 (104 tonnes en 2020 et 148 tonnes en 2021). En 2022, 76 tonnes de semences et 100 vitro plants avaient été importés au moment de l'étude.

Il ressort de ce qui précède que plusieurs variétés de semences sont multipliées et importées. Certaines parmi elles figurent déjà dans le catalogue officiel et d'autres pas. L'activité de semences certifiées est en pleine essor, avec la présence de plus en plus d'acteurs, seulement, ils rencontrent de sérieuses contraintes qui ne favorisent pas la croissance et le développement aisé de l'activité. Parmi ces contraintes, on a :

- ✓ La cherté des fertilisants et pesticides ;
- ✓ L'accès difficile par les producteurs (marchés de plus en plus rares) ;
- ✓ Le coût élevé de semences de base ;
- ✓ L'accès difficile au crédit ;
- ✓ Les tracasseries administratives liées à la certification et pour les importations ;
- ✓ L'insuffisance des équipements et infrastructures pour la mécanisation et le stockage des semences ; et
- ✓ Le manque de laboratoires et des serres pour la production de semences de pré-base.

#### c) Les semences non certifiées

À côté du circuit des semences certifiées, il existe un circuit plus local, fondé sur la multiplication et l'utilisation des semences traditionnelles. Ces semences sont souvent issues d'anciennes récoltes et correspondent aux matériels végétaux déjà présents dans certains bassins de production, notamment à l'Ouest et dans le Nord-Ouest. Ces deux localités ont une longue expérience dans la culture de la pomme de terre. Elles ont donc des variétés locales qui sont cultivées de génération en génération dans les champs. Ces semences sont extraites des récoltes des années précédentes, choisies en fonction de critères de taille et de goût, et remises dans les

exploitations pour parvenir à la pomme de consommation qui est vendue sur les marchés et présente dans les menus des ménages.

La présence de ces semences qui produisent des rendements de pomme de terre peu élevés est une réalité à laquelle font face les projets comme le PAPMAV-Q. Les agents de cette organisation travaillent avec des moyens limités pour sensibiliser quand cela est possible les producteurs. Ils sont aidés et soutenus dans cette quête de changement et d'adoption des bonnes pratiques agricoles par des entités telles que GIZ ProCISA et le CIP. Mais l'effort d'introduction de l'innovation fait face à trois difficultés majeures. La première est celle qui a déjà été citée, à savoir la disponibilité en quantité de matériel végétal de qualité. La deuxième difficulté est le coût de ce matériel végétal. Le prix des semences certifiées se situe entre 600 et 800 FCFA le kg, selon les agents du PAPMAV-Q. Ce qui n'est pas très accessible pour des exploitants souvent artisanaux qui produisent principalement pour consommer et vendre l'excédent. Le calcul des agents économiques se fonde donc sur leur volonté de faire des économies sur l'achat de semences, ce d'autant plus qu'ils peuvent se servir des récoltes précédentes pour produire les semences lors des nouvelles campagnes agricoles.

Le troisième aspect de la résistance à l'innovation sur le matériel végétal, ce sont les utilisations qui sont faites de la pomme de terre. L'ingénieur Tetang Apollinaire du SAILD, un organisme non gouvernemental d'appui au secteur agropastoral, et les responsables production, diffusion du matériel végétal et renforcement des capacités n'ont pas manqué de souligner cet aspect. En raison des habitudes alimentaires et des préférences gustatives de certains agriculteurs des bassins de production qui pratiquent aussi l'autoconsommation, il est possible de déterminer trois types de comportements. Le premier est celui de personnes qui acceptent l'innovation et se conforment en multipliant des semences certifiées. Ces semenciers visent la rentabilité financière dans leurs exploitations, ainsi que leurs clients qui veulent produire des pommes en quantité massive pour la revente. Le deuxième est celui des personnes qui utilisent à la fois des semences certifiées pour leur production de pomme de consommation et des variétés non certifiées. Ces derniers cherchent à satisfaire à la fois la rentabilité financière et les habitudes gustatives des consommateurs. Enfin, la dernière catégorie est celle des acteurs qui n'ont pas une activité semencière officielle. Ils se servent uniquement des pommes issues des récoltes précédentes pour produire de nouvelles semences. Ces divers comportements ont une incidence non négligeable sur le maillon de la production du matériel végétal de qualité. Ils déterminent en effet la disposition des acteurs à adopter les changements proposés dans le cadre de la lutte pour le développement de la chaîne de valeur.

### **3.4.2 La production de la pomme de terre de consommation**

#### **a) Profil et organisation des producteurs**

Il n'est pas connu avec exactitude le nombre d'agriculteurs qui sont engagés dans la culture de la pomme de terre de consommation au Cameroun. On estime entre 200 000 agriculteurs (GFA, 2016c) et 280 000 agriculteurs (FAO, 2018).

L'étude de base menée en 2021<sup>31</sup> par le CIP auprès de 341 producteurs dans les grands bassins de production au Cameroun (Ouest et Adamaoua) a révélé que 73% des producteurs étaient des hommes contre 27% de femmes. Ces données corroborent avec les observations faites dans le cadre de cette étude de diagnostic, qui a constaté une forte implication des hommes dans la culture de la pomme de terre par rapport aux femmes, et ce, dans les différents bassins de production. En dehors des bassins de production, on note une bonne présence de femmes comparée aux hommes, mais ces dernières cultivent la pomme de terre en faible quantité et en association avec d'autres cultures vivrières (manioc, maïs, ignames, etc.) qui sont considérées comme prioritaires au sein de leurs parcelles.

Ces situations s'expliquent d'une part parce que la culture de la pomme de terre est assez exigeante et nécessite beaucoup de moyens physiques/financiers et une forte disponibilité pour le contrôle de l'exploitation afin

---

<sup>31</sup> Adamu I., Harahagazwe D., Fornkwa V., Apan A., Tiozang E., Parker M. (2021). *Appraisal of Potato Production Practices in the Adamawa and West regions of Cameroon. Baseline Survey Report*, Peru: International Potato Center

d'avoir un meilleur rendement. Or, les femmes, particulièrement en zones rurales, ont de faibles revenus ; ce qui ne favorise pas leur engagement pour cette culture, ou encore, lorsque c'est le cas, elles ne cultivent que de petites parcelles pour la consommation familiale. D'autre part, les femmes jouent un rôle assez important dans la gestion du ménage, ce qui ne leur donne pas assez de disponibilité pour être suffisamment présente au sein des exploitations de pommes de terre pour leurs contrôles afin d'avoir de meilleurs rendements.

« *Nous avons d'abord quels moyens (argent) pour faire la pomme de terre ? le petit qu'on met dans le champ c'est pour manger à la maison avec les enfants* », souligne une productrice à l'Ouest du Cameroun avant d'ajouter « *même si on parvient à mettre cela dans le champ, il faut aller constamment au champ pour le nettoyage pour éviter de ne pas récolter les billes. Or, avec les enfants qu'on à la maison qui fréquentent encore, ce n'est pas facile* ».

Par ailleurs, les adultes sont plus impliqués (69%) dans la production de la pomme de terre que les jeunes âgés de 35 ans et moins (31%). Les producteurs de pommes de terre sont en majorité organisés et regroupés au sein d'organisations locales (GICs ou de coopératives, etc.). Ces organisations ont été mises sur pied en majorité suite à l'appui et l'accompagnement d'organisations en appui au développement de la filière), ou dans le cadre de projets gouvernementaux (PCP - ACEFA, PRFPT, etc.) ou encore dans les cas rares à l'initiative des producteurs eux-mêmes. Elles sont majoritairement fonctionnelles, malgré leurs structures assez fragiles, ce qui ne garantit par leur pérennité sur le long terme, notamment suite à l'arrêt de leur appui/accompagnement par les acteurs externes. L'une des principales causes de cette fragilité de structure est le manque ou la faible formation des membres et des responsables de la gestion de ces organisations. Toutefois, des organismes tels que GIZ ProCISA travaillent en partenariat avec le MINADER dans le but de d'aider les acteurs à structurer leurs organisations.

#### **b) Les variétés cultivées et l'accès aux semences**

Plusieurs variétés de pommes de terre sont cultivées au Cameroun au vu de leurs spécificités et potentiels comme présentés ci-haut. Ces variétés proviennent en majorité des marchés locaux, et auprès des multiplicateurs de semences, ou auprès d'autres producteurs locaux ayant une certaine ancienneté et performance dans la production des pommes de terre. Quelques rares producteurs ont reçu les semences du MINADER ou d'autres programmes mis en œuvre par les acteurs en appui à la filière. En général, les producteurs expérimentés sélectionnent à la récolte des semences pour la campagne suivante. Le tableau suivant présente l'origine des semences utilisées par les producteurs de pomme de terre des régions de l'Adamaoua et de l'Ouest.

Tableau 8 : - Répartition de la provenance de semences des producteurs de l'Adamaoua et de l'Ouest.

Provenance de semences	%
Marché local	78,5
MINADER	3
Don	2
Semence propres	10,5
Multiplicateurs de semences	5
Programme/projet (en dehors du MINADER)	1
Total	100

Source : données cumulées de l'étude de base du CIP (Adamu I., et al, 2021)

Le choix d'une variété par un producteur dépend surtout de sa disponibilité sur le marché local, mais également de ses moyens financiers au moment des semis, ainsi que de la destination projetée pour la vente des récoltes. Certains producteurs, particulièrement dans les zones de mise en œuvre du projet ProCISA, ont révélé avoir choisi d'utiliser une variété de semences suite aux conseils reçus des conseillers de ce projet.

Plusieurs producteurs font confiance à leurs fournisseurs de semences. Très peu s'intéressent à vérifier la traçabilité des semences achetées. Ceux qui le font sont les producteurs qui en cultivent de manière intensive. « *Quand je pars au marché, ce que je trouve je prends. Cela nous coûte déjà cher ici chez nous, ça veut dire que si on veut aller acheter ailleurs ça va revenir beaucoup* », s'exclame un producteur, membre d'un GIC de production de la pomme à Dschang, à l'Ouest du Cameroun. Malgré la confiance accordée à la quasi-totalité des

fournisseurs, la majorité de producteurs affirme qu'une semence n'est bien que lorsqu'elle est conforme, notamment, pas percée et pas pourrie.

Les principales variétés rencontrées chez les producteurs au Cameroun sont constituées de :

- **Cipira** : Cette variété de l'IRAD/CIP fait partie du catalogue homologué au Cameroun. Elle possède un cycle qui varie entre 90 et 120 jours. Avec une teneur en matière sèche proche de 25%, son poids est constitué de 75% d'eau. Elle fait partie des variétés les plus présentes chez les producteurs dans les différents bassins de production. C'est la principale variété cultivée dans le Nord-ouest et le sud-ouest.
- **Désirée** : La variété est encore fortement utilisée dans certaines régions du Cameroun, notamment l'Adamaoua. Dans une étude menée par les chercheurs du CIP dans cette région, 11% des ménages enquêtés cultivaient cette variété de pommes de terre.<sup>32</sup>
- **Manate** : Dans la région de l'Ouest, cette variété locale qui n'est pas encore au catalogue national est utilisée par 15% des ménages enquêtés pratiquant la culture de pomme de terre. Cette variété est maintenant introduite dans la région de l'Adamaoua par la Structure TOWA SEED.
- **Dosa** : Elle est la variété la plus cultivée dans les régions de l'Adamaoua (74%)<sup>33</sup> et à l'Ouest avec 58 % des ménages enquêtés qui s'en servent pour produire cet aliment. Cette variété dont personne ne connaît sa provenance n'est pas inscrite au catalogue national.

D'autres variétés sont homologuées et elles sont visibles sur le terrain. On peut citer entre autres : Jacob 2005 et Tubira de l'IRAD, et six variétés allemandes récemment introduites avec la facilitation de ProCISA (Bavapom, Jelly, Juwel, Krone, Marabel, et Sevim).

L'enquête de base réalisée en 2021 par le CIP dans les principaux bassins de production de l'Adamaoua et de l'Ouest a révélé les statistiques reprises dans le tableau ci-dessous.

Tableau 9 : - Distribution des variétés de pomme de terres cultivée par zone

Variété	Adamaoua (%)	Ouest(%)	Moyenne générale (%)
Dosa	79	58	68,4
Désiré	11	9	9,9
Cipira	4	13	8,0
Manate	1	15	7,9
Banso	1	3	1,6
Autres	5	4	4,3

Source : données cumulées de l'étude de base du CIP (Adamu I., et al, 2021)

Ces résultats présentent la réalité actuelle sur les variétés de pommes de terre produites dans les bassins de production du pays, notamment dans les zones nord et Ouest<sup>34</sup>.

Certaines variétés observées chez les producteurs ont été introduites auprès des semenciers par la GIZ-ProCISA dans le but d'augmenter le rendement, et de réduire les risques de pertes liées aux maladies notamment. Ces variétés sont encore peu utilisées par les producteurs. Parmi elles, les plus répandues sont *Marabel* à l'Ouest et *Juwel* dans la partie nord du pays.

Plusieurs autres variétés non répertoriées (homologuées) et non connues par les producteurs et les commerçants ont également été retrouvées au sein des exploitations des producteurs et sur le marché camerounais.

<sup>32</sup> Adamu I, et al., *Appraisal of Potato Production Practices in the Adamawa and West regions of Cameroon. Baseline Survey Report*, Peru, International Potato Center, 2021

<sup>33</sup> Adamu I, et al., *Appraisal of Potato Production Practices in the Adamawa and West regions of Cameroon. Baseline Survey Report*, Peru, International Potato Center, 2021

<sup>34</sup> La zone du nord ici comprend les bassins de l'Adamaoua et de l'extrême nord. La zone Ouest représente le bassin de l'Ouest du nord-ouest et du sud-ouest (Lebialem)

### c) Les associations culturelles et surfaces cultivées

Certains (20%) producteurs associent d'autres cultures à la pomme de terre dans leurs champs de pomme de terre. Cette pratique est fortement observée chez les petits producteurs, particulièrement à l'Ouest du Cameroun. En effet, ces derniers justifient cette pratique par leur nécessité de maximiser la rentabilité du champ. Certains d'entre eux (35% de ceux qui font des associations) affirment cependant reconnaître que cette pratique n'est pas bonne pour obtenir les bonnes performances de la culture de pomme de terre dans leur champ, mais sont habitués : « Les facilitateurs nous ont déjà conseillé de ne plus faire ce genre d'associations de cultures dans le champ, mais on va faire comment ? » déclare Pierre, producteur à Dschang. D'autres producteurs, toujours à l'ouest, estiment que ces associations sont importantes, car ils ne disposent que de petites parcelles pour séparer les cultures, mais aussi, ces cultures associées permettent de gérer certaines charges liées à la culture de la pomme de terre qui est assez exigeante : « Si nous n'associons pas les autres cultures, on ne peut pas s'en sortir. Le sac d'engrais est quitté de 11 500 FCFA à 22 000 FCFA. Ça, c'est pour tuer les producteurs. On sait bien que lorsqu'on associe pommes avec les autres ça ne donne pas beaucoup, mais nous sommes obligés. En plus on n'a pas les champs de grandes surfaces ici, car les terrains sont rares. Si on avait les grands champs, on pouvait séparer les cultures », déclarent les producteurs lors d'un focus group à l'ouest.

Parmi les producteurs qui associent la pomme de terre avec d'autres cultures, certains mettent ces cultures majoritairement en bordures et un peu à l'intérieur, d'autres mettent ces cultures totalement en coexistence avec la pomme de terre dans le champ. Les cultures associées à la pomme de terre sont constituées particulièrement de cultures vivrières et de légumineuse.

Photo 13: Association pomme de terre maïs à l'Ouest



Source : Enquête diagnostic, Dev Solution, 2022

Le tableau suivant présente les principales cultures associées à la pomme par ordre :

Tableau 10: - Cultures associées à la pomme de terre dans les bassins de production

N° d'ordre	Culture associée	Observations
1	Mais	Dans toutes les régions, avec une forte présence à l'ouest et nord-ouest
2	Haricot	Dans toutes les régions, avec une forte présence à l'ouest
3	Patate douce	Forte présence dans le nord, particulièrement dans l'Adamaoua
4	Autres légumineuses (arachides, soja, niébé)	Particulièrement à l'Ouest, Adamaoua, Nord-ouest
5	Légumes	En majorité dans les bas-fonds Adamaoua, Ouest, Nord-ouest et Lebialem
6	Ignames	Particulièrement Adamaoua et un peu ouest
7	Autres	

Source : Enquête terrain, Dev Solution, 2022

**Les superficies cultivées de pomme de terre des producteurs rencontrés varient d'une zone à une autre selon le niveau d'intensification et la spécialisation des producteurs.** Selon les consultations de terrain cumulées aux données issues de l'étude menée par le CIP en 2021, dans la partie Ouest (ouest, nord-ouest et sud-ouest), 52% des producteurs cultivent une superficie de pomme de terre inférieure ou égale à 0.5 hectare contre 45% dans la partie Nord (Adamaoua, extrême nord). En effet, à l'ouest, la pression foncière est élevée, avec une faible allocation de terre au niveau des ménages de producteurs. Selon certains producteurs consultés dans le cadre de cette étude, les superficies cultivées dans le Nord-ouest et le Sud-ouest (Lebialem) ont drastiquement diminué depuis le déclenchement de la crise sécuritaire dans ces zones.

Selon la FAO (FAOSTAT) la superficie totale pour la cultivation de la pomme de terre au Cameroun en 2020 était de **22 000** hectares. Le MINADER (2014) rapporte une production de pomme de terre sur plus de 100 000 hectares (Rapport KIT, 2019).

#### ***d) Les pratiques courantes de culture et pertes de production de la pomme de terre au Cameroun***

Les exploitants rencontrés commencent par le défrichage, puis le labour. La plantation pour 76% des exploitants se fait vers la fin du mois de février et en début de mois de mars, et les 24% restants le font au mois d'avril et après. L'écartement pratiqué varie de 25 cm à 40 cm entre poquets et de 50 cm à 80 cm entre lignes de plantation. La profondeur des semis varie de 7 à 10 cm. Après interviennent le désherbage et le buttage. Le buttage a lieu en général un mois après la plantation ou bien lorsque les plants ont 15 à 20 cm de hauteur selon les producteurs. Un deuxième buttage est effectué 2 mois après la plantation. Ce buttage se fait à l'aide de houes et consiste à prendre de la terre dans le sillon et à la remettre au pied du plant. Le but de cette opération est d'assurer la bonne nutrition des plantes ; d'assurer l'initiation et le développement des racines et des stolons ; de maintenir les stolons dans le sol pour l'initiation et le grossissement des tubercules ; d'éviter le verdissement des tubercules ; et de protéger les tubercules contre les maladies et les ravageurs.

*Photo 14: Pratique du buttage au sein d'une parcelle dans l'Adamaoua*



*Source : Enquête de diagnostic, Dev Solution, 2022*

La pomme de terre est attaquée par plusieurs parasites. Certains proviennent du matériel végétal, notamment la réutilisation continue de la mauvaise qualité, d'autres proviennent du champ, notamment la qualité des

terres, ou des cultures associées avec la pomme de terre dans le champ. Les producteurs interrogés ont souligné qu'ils font face à des problèmes sérieux de flétrissement bactérien (*Ralstonia solanacearum*). Le mildiou (*Phytophthora infestans*) est également une contrainte importante rencontrée chez les producteurs.

Les autres ravageurs et maladies de la production de pommes de terre comprennent le ver gris (*Noctua spp.*, *Agrotis spp.*), la teigne du tubercule de la pomme de terre (*Phthorimaea operculella*) et la jambe noire (*Erwinia spp.*). Les nématodes semblent poser moins de problèmes, mais peuvent s'accumuler sur le long terme si aucun cycle de rotation adéquat n'est respecté, et n'inclut pas les cultures qui contribuent à réduire les populations de nématodes (Weidmann, 2018, KIT 2019).

De manière générale, les pertes pendant la production de pommes de terre au Cameroun sont principalement liées aux attaques par les parasites ou les insectes, et quelque peu des animaux avant la récolte. Selon l'IRAM dans un rapport publié en 2017, les pertes dues au flétrissement bactérien et au mildiou s'estiment à environ 15-20 % et 25-30 %.

Pour lutter contre les pertes dues aux maladies et ravageurs, la plupart des producteurs utilisent des fongicides et les insecticides achetés sur les marchés locaux. Le fongicide de contact « **Manézan** » est le plus cité par les producteurs pour lutter contre les champignons. « **Bonsoin** » ou encore « **Baléa** » sont également utilisés de manière systémique par les producteurs, seulement, ces derniers déplorent fortement l'augmentation du prix des intrants agricoles, ce qui ne leur permet pas de se procurer de cela facilement.

Pour la lutte contre les animaux, particulièrement les rongeurs (souris, rats, hérissons, etc.), les producteurs utilisent des pièges spécifiques selon les rongeurs, acheté dans les marchés locaux.

Plusieurs producteurs ont évoqué avoir reçu des formations et des conseils ces dernières années ainsi qu'un suivi pour la meilleure gestion des attaques parasitaires au sein de leurs exploitations. Elles étaient l'œuvre des projets, notamment ceux du ProCISA, du MINADER et du CIP. Elles ont permis d'améliorer significativement leurs compétences, ce qui leur a permis de mieux prévenir et éviter les pertes.

Groupe photo 15: Présentation de tubercule et feuille de pomme de terre affectée par le mildiou



Source: <https://www.arvalis-infos.fr/qerer-le-risque-mildiou-en-fin-de-vegetation-@/view-16568-arvarticle.html>

Les herbicides sont également utilisés par la quasi-totalité des producteurs rencontrés. Les plus cités sont « **Adaba** » et « **Glyphader** ». Quelques cas rares de producteurs ont également indiqué utiliser « **Herbiplant** » et « **Paraquat** ».

Ces producteurs associent ces herbicides à la main-d'œuvre familiale et/ou aux ouvriers de travail externe. En effet, pour la plupart, ces herbicides sont utilisés à cause de la rareté ou parfois du coût élevé de la main-d'œuvre locale. Ils sont utilisés majoritairement en période de préparation de la parcelle et lors du sarclage, afin d'éliminer les mauvaises herbes dans le champ.

Les sols du Cameroun sont fertiles, surtout dans les régions de l'Ouest, du Nord-Ouest et de l'Adamaoua. Toutefois, plusieurs producteurs utilisent les engrais organiques et minéraux pour renforcer la fertilité des sols et accroître leur rendement. Certains producteurs, notamment les petits producteurs, n'utilisent aucun engrais. Les engrais utilisés sont conseillés en général par les vendeurs d'intrants agricoles. Certains reçoivent des conseils sur les engrais qu'ils utilisent par les techniciens des projets mis en œuvre par le Gouvernement et ses partenaires (CIP, ProCISA, etc) ; d'autres reçoivent des conseils des chefs de poste agricole de leur localité.

#### **e) Main-d'œuvre et outillages**

La main-d'œuvre utilisée pour la production de la pomme de terre au Cameroun est essentiellement familiale et relativement formée. La main-d'œuvre externe est utilisée pour les travaux ponctuels de préparation, de désherbage et de buttage surtout. Ils sont des hommes et des femmes des localités, qui offrent leurs services à hauteur d'un paiement, généralement journaliers. «..On utilise parfois les jeunes du village ou des villages voisins pour certains travaux. Ils sont payés 2 000FCFA ou 2500FCFA [en moyenne] pour 5 heures de travail » indique un producteur à l'Ouest en s'exclamant, avant d'ajouter « Avec les temps qui sont durs, on va prendre l'argent où pour les payer ? on est obligé de travailler nous-mêmes ». Les prix de la main d'œuvre sont négociés entre le producteur et l'ouvrier, et varient selon les régions, la tâche effectuée et le moment pendant la saison. Ils augmentent de l'ordre de 25 à 50% en période de rareté de la main d'œuvre (pendant les préparations et buttage).

Avec l'intérêt porté par le gouvernement du Cameroun et d'autres acteurs pour le développement de la filière, quelques producteurs, particulièrement à l'Ouest et dans le l'Extrême Nord ont souligné avoir des projets à l'avenir pour l'accroissement de leur production à travers l'agrandissement des surfaces cultivées.

L'outillage agricole utilisé actuellement pour la production de pomme de terre au Cameroun est en majorité traditionnelle/manuelle : pioches, daba, houes, etc. La traction animale est également utilisée, particulièrement dans l'Adamaoua et l'Extrême-Nord. Selon Adamu *et al.* (2021), la traction animale représente 37% de l'outillage utilisé dans l'Adamaoua pour la production des pommes de terre, en plus des outillages manuels usuels. La production devient de plus en plus mécanisée dans cette région avec l'entrée depuis quelques années des acteurs spécialisés dans la production intensive. Selon Madame MAIWAMBE Garoua Gertrude, délégué d'arrondissement pour l'agriculture et le développement Rural de Mokolo, dans l'extrême nord, l'un des leviers principaux pour développer la filière dans la localité (Mokolo, Mogodé), en plus de la disponibilité des semences de qualité, c'est l'accès aux intrants et aux outillages agricoles : « De plus en plus les gens s'intéressent à la culture de la pomme de terre en reconversion à la culture de l'oignon. Cela avait été encouragé par L'ONG humanitaire première Urgence Internationale (PUI) qui avait sensibilisé les gens à cultiver la pomme de terre contre saison. Seulement, l'accès aux moyens d'irrigation et aux intrants est très difficile pour nos populations, ce qui fait que sur 5 ménages agricoles, on verra seulement 1 qui cultive la pomme de terre », souligne madame MAIWAMBA Gertrude.

Dans la partie ouest du pays du Cameroun, c'est essentiellement des outils manuels qui sont utilisés pour les petits exploitants et des tracteurs pour les grands exploitants.

#### **f) Pertes post-récolte**

Les pertes post-récolte sont constituées principalement des vols après récolte et des pourritures diverses. Selon les producteurs lors d'un *focus group* organisé dans le village Banki à Dschang (Ouest du Cameroun), environ 5% des récoltes sont perdues avant la commercialisation. Pour éviter cela, la plupart des producteurs vendent leurs récoltes directement dans les champs (bord-champ) et sur les marchés locaux. D'après une étude récente du CIP menée en 2022, environ 20% des pommes de terre de consommation sont perdues tout au long de la chaîne de la récolte jusqu'à la consommation.

Les vols s'effectuent généralement à la suite de l'abandon des récoltes dans les champs par les producteurs du fait de la pluie, ou encore d'une activité de récolte non achevée et programmée pour la journée suivante. Ainsi, les récoltes passent la nuit aux champs et sont exposées aux voleurs. Pour pallier à cela, les producteurs se

battent à récolter et commercialiser le plus rapidement possible leur production afin d'éviter les pluies, ou lorsque cela arrive, certains utilisent des bâches pour couvrir les récoltes.

### g) Sécheresse et stratégies de gestion

La sécheresse est un réel problème pour les producteurs qui ne disposent pas de moyens d'irrigation. Cela se manifeste particulièrement en saison sèche. Pour cela, la culture de pomme de terre au Cameroun est majoritairement (74%) pluviale. La majorité de producteurs pratique 2 cycles de production l'année puisqu'ils ne disposent pas de moyens d'irrigation.

Dans la partie nord du pays, les pluies sont parfois rares, ce qui oblige certains agriculteurs à utiliser les moyens d'irrigation (13%) et parfois en combinaison avec les pluies. Les producteurs qui utilisent les moyens d'irrigation propres parviennent à produire 3 cycles l'année.

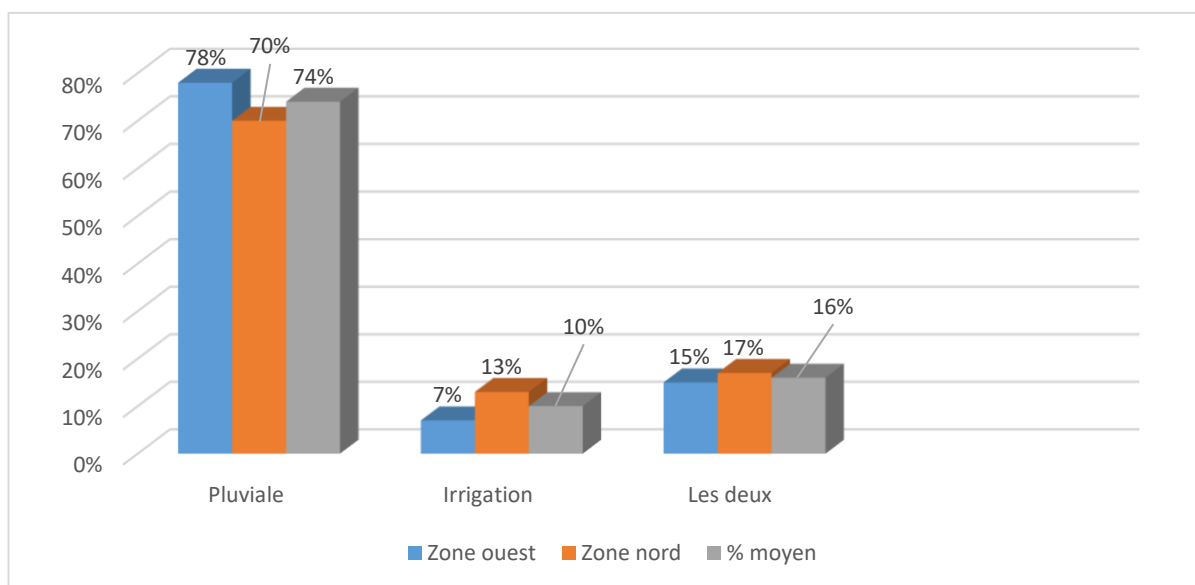


Figure 6:-Systèmes d'arrosage pour la culture de la pomme de terre

Source : données de l'étude de base du CIP (Adamu I., et al, 2021)

### h) Durée de production, rotation et rendement

La durée moyenne de production de la pomme de terre après sa plantation est de 3,5 mois. Elle varie plus ou moins selon les régions, en fonction de la température ambiante, du matériel végétal, du type de sol et de sa teneur en eau et d'autres facteurs influençant le développement de la culture, tels que, les maladies et les ravageurs, etc. La majorité de producteurs font 2 cycles de production l'année, et certains disposant des moyens d'irrigation font 3 cycles.

Quoique généralement non planifiés, la plupart des producteurs rencontrés cultivent la pomme de terre en rotation avec d'autres cultures. Les cultures de rotation sont constituées du maïs, des arachides, des légumes, du haricot, etc.

D'après Weidmann G., et al (2019), cette rotation de culture permet une pause adéquate qui aide à contrôler l'accumulation de parasites et de maladies dans le sol et à contrôler l'épuisement des éléments nutritifs du sol. Cependant, la plupart des petits agriculteurs camerounais ne tiennent généralement pas compte de l'effet de la culture préalable à la récolte sur la culture de pommes de terre. Par exemple, de nombreux agriculteurs cultivent le maïs avant les pommes de terre, en donnant la priorité au maïs dans la rotation. Cependant, après le maïs, le sol est pratiquement épuisé en nutriments. Au contraire, les pommes de terre laissent une quantité importante de nutriments disponibles dans le sol. Cela permet de cultiver avec succès des cultures exigeantes comme le maïs, d'autres tubercules ou des légumes après la pomme de terre.

Plusieurs petits producteurs rencontrés n'ont pas d'information précise sur les rendements de leurs exploitations. Il s'agit précisément des petits producteurs à l'Ouest et à l'Extrême Nord. Les grands producteurs, particulièrement dans l'Adamaoua et dans certains villages à l'Ouest et dans le Lebialem, affirment avoir des rendements qui varient de 9 à 15 tonnes à l'hectare. Ces derniers soulignent par ailleurs pouvoir aller au-delà, seulement, font face à de sérieuses contraintes, notamment la hausse des prix des engrais et autres intrants agricoles, le coût élevé du matériel végétal et de la main-d'œuvre, entraînant leur faible utilisation. Dans la région du Nord-Ouest, selon la délégation régionale de l'agriculture et du développement Rural, les rendements moyens étaient de 9 tonnes à l'hectare, simultanément en 2021 et 2020, avec une forte production dans le département du Bui et de la Mezam. A l'extrême nord, la production est essentiellement faite dans les localités de Mogodé et de Mokolo avec des rendements qui varient entre 8 et 13 tonnes à l'hectare selon les producteurs rencontrés. Ces rendements sont inférieurs à ceux de la FAOSTAT (2022) qui était de 16,46 tonnes en 2020, comme présenté ci-dessus (page 17), D'après *Weidmann G., et al (2019)*, le rendement potentiel des producteurs du Cameroun est de 15 à 20 tonnes par hectare.

#### ***i) Les récoltes***

Chez la quasi-totalité des producteurs, les récoltes se font à la maturité du tubercule. La maturité est observée chez les producteurs à travers les feuilles de la plante qui commencent à devenir jaunes. Plusieurs producteurs rencontrés ont souligné n'avoir pas reçu de formation afin de mieux programmer les récoltes. Or, cela est fondamental pour s'assurer de récolter le tubercule au bon moment, mais également, de faire de bonnes prévisions et récolter les tubercules ayant de bonnes valeurs commerciales ou de consommation.

En effet, quelques revendeuses et consommateurs de pomme de terre signalent découvrir par moment des pommes de terre dont la maturité n'est pas complète. Pour cela, le prix d'achat (de revente) diminue contrairement aux pommes ayant atteint leur pleine maturité. Selon les producteurs, l'activité de production de la pomme de terre est rentable. Cela se confirme à travers l'analyse du compte d'exploitation de la production de pomme de terre en annexe de ce rapport.

### **3.4.3 Le transport de la pomme de terre**

Le transport des pommes de terre se fait à travers différents moyens. Ces moyens varient en fonction de la destination des récoltes. Le conditionnement pour la vente au niveau local se fait dans les sacs en polyéthylène de 50Kg de contenance surélevés. Pour les transports dans les régions éloignées ou les pays voisins, le conditionnement se fait dans les sacs en toile de jute de 100kg de contenance.

En général, le transport des récoltes du champ vers les maisons d'habitation se fait à travers des moyens individuels, notamment, les brouettes, les pousses pousses ou à la tête. Ces moyens de transport sont utilisés pour le transport de faibles quantités de récoltes qui sont utilisées pour la consommation domestique ou pour les stockages de courte durée.

Le transport des récoltes des exploitations vers les marchés locaux se fait à travers des moyens de transport en commun tels que les motos, les taxis et les camionnettes (fourgonnettes). Les prix de transport des récoltes (marchandises) des zones rurales de production vers les centres urbains dépendent de la qualité de la route (niveau de dégradation), de la distance et des tracasseries présentes sur le trajet. Les produits sont facturés par sacs, de 50 kg de contenance, entre **500 FCFA** et **1250 FCFA** l'unité dans la même région, ou dans les régions voisines. Ce montant est négocié et payé au cash, à la destination du client.

Groupe photo 16: Transport de pommes de terre des lieux de stockage aux domiciles vers les marchés de Dschang à l'Ouest



Source : Etude terrain DEV SOLUTION, 2022

Pour les ménages et transformateurs qui achètent les pommes de terre dans les marchés locaux à destination de leur domicile ou de leur lieu de commerce, ils se servent majoritairement des moyens de transport en commun, notamment les taxis de ville.

Groupe photo 17: Transport de pommes de terre du marché Mfoundi vers le domicile d'un ménage au quartier Emanà à Yaoundé



Source : Etude diagnostic DEV SOLUTION, 2022

Le transport des marchandises d'une région à une autre ou vers les pays voisins se fait à travers des camions et des camionnettes (Dyna). Les prix varient entre 3000FCFA et 7000 FCFA le sac de 100kg de contenance (en fonction de la distance). La conservation des marchandises durant les trajets constitue une sérieuse préoccupation des commerçants (grossistes) qui signalent perdre parfois jusqu'à 5 à 10% de leur stock de produit acheté à cause de la mauvaise manutention durant le transport.

En effet, selon ces derniers, la chaleur sur les pommes de terre durant le trajet de transport amplifie leur périssabilité. Cela n'est pas sans conséquence sur le prix appliqué pour ces produits à la livraison.

Photo 18: Déchargement à N'Gaoundéré (Adamaoua) d'une commande de semences effectuée à l'Ouest (Dschang)



Source : Etude diagnostic DEV SOLUTION, 2022

Le manque d'infrastructures routières constitue l'une des plus grandes difficultés de ce secteur. D'après les informations du MINTP évoquées dans la SDSR, en 2018, seules 7,7% des routes régionales étaient bitumées au Cameroun. Au niveau des bassins de production de la pomme de terre, 7% des linéaires de routes régionales étaient existantes à l'Adamaoua, 12% à l'extrême nord, 6% au nord-ouest, 10% à l'ouest et 4% au sud-ouest.

### 3.4.4 Le stockage et conditionnement

La conservation de la pomme de terre constitue une préoccupation importante. Environ 85% des producteurs souffrent d'un manque notable d'infrastructures de stockage (MINADER, 2014). Les entrepôts existants sont en réalité des pièces inappropriées pour le stockage de ce produit sensible aux variations des conditions atmosphériques et aux conditions d'entreposage (les sacs sont entreposés les uns sur les autres et le plus souvent avec d'autres produits vivriers). Ces conditions de stockage ne permettent pas une conservation de plus d'un mois. La taille des entrepôts rencontrés sur le terrain est variable : de moins de 10 m<sup>2</sup> à plus de 30 m<sup>2</sup>. Ces dimensions ne sont pas en rapport avec la quantité de produit à stocker.

Photo 19: Magasin de stockage d'un commerçant dans un marché de Ngaoundéré dans l'Adamaoua



Source : Etude terrain DEV SOLUTION, 2022

Les pommes de terre qui arrivent sur les marchés urbains et les points de collecte sont généralement conditionnées dans des sacs d'une contenance de 50 ou de 100 Kg, surélevé en forme de chapeaux, en polyéthylène ou en toile de jute, fermés à la main (dans la pratique le poids réel de ces sacs est généralement autour de 67 et 120 Kg respectivement). Dans les marchés de vente en gros, il n'existe pas de magasins spécialement aménagés pour la pomme de terre, mais plutôt de vastes hangars mal protégés contre les intempéries. Les semi-grossistes stockent les produits invendus dans des magasins de fortune (arrière-boutiques ou à ciel ouvert dans les marchés).

Face à ce constat, des organisations d'appui et d'accompagnement au développement de la filière pomme de terre au Cameroun, notamment la GIZ-ProCISA en partenariat avec le CIP, se sont engagées pour la construction de plusieurs magasins de stockage de semences et de pommes de terre de consommation dans les grands bassins de productions, afin de lever cette contrainte. C'est ce que révèle Madame NGO Oum Ruth, conseillère technique chaîne de valeur pomme de terre au ProCISA, rencontrée dans le cadre de cette étude. Ces magasins viennent apporter un grand soulagement auprès des acteurs, qui félicitent et encouragent la multiplication de telles initiatives.

Photo 20: Magasin de stockage d'une capacité de 100 tonnes à Maï Borno dans l'Adamaoua



Source : Enquête terrain Dev Solution, 2022

Le RGAE de 2017 a répertorié 1210 infrastructures de stockage des produits agricoles au niveau national dans 14340 villages enquêtés, soit 6,9% de village disposant de magasin (MINADER, 2020). Parmi les bassins de production, l'Adamaoua dispose de 84 magasins (9,5%), l'extrême nord de 479 (12,9 %), le nord-ouest 63 (10,7%), l'Ouest 34 (2%) et le Sud-Ouest 64 (9,1%).

Tableau 11 : Répartition des villages selon la disponibilité des infrastructures de stockage des produits agricoles

	Villages enquêtés	Magasins de stockage de produits agricoles	% par rapport au total Cameroun
	Nombre	Nombre	
Adamaoua	887	84	9,5
Extrême-Nord	3703	479	12,5
Nord-Ouest	591	63	10,7
Ouest	1666	34	2
Sud-Ouest	700	64	9,1
<b>Total Cameroun</b>	<b>14340</b>	<b>1210</b>	<b>6,9</b>

Source : RGAE, 2017, SDSR/PNIA, MINADER, 2020

### 3.4.5 La transformation de la pomme de terre

L'examen de la chaîne de valeur mondiale permet de distinguer la pomme de terre de table et celle de la transformation. La transformation est destinée au marché de la croustille, du pré pelage, à la conserve ou à la fabrication des produits déshydratés.

Au Cameroun, la transformation de la pomme de terre relève essentiellement du pré pelage et se fait dans les restaurants (transformation des chips/frites), sur les marchés locaux et par les vendeurs ambulants (frites, pilé). Des produits transformés de la pomme de terre ont également été observés dans les grandes surfaces, notamment les pommes surgelées et les « Pringles », qui sont majoritairement importés. La transformation artisanale de pomme de terre en amidon a également été observé dans l'Adamaoua.

La transformation industrielle locale n'est pas encore assez développée. Cependant, on note un engouement et une naissance ces dernières années de quelques acteurs de la transformation industrielle malgré les moyens limités comme l'entreprise Jet Food située à Yaoundé qui offre des frites de pomme de terre vendues dans des emballages en différents grammages.

Photo 21: frites de pomme de terre emballées de "Mama Carlton"



Source : page Facebook Mama Carlton, 2022

La pomme de terre est aussi transformée par des acteurs en produits cosmétiques dans les petites unités : C'est le cas de l'entreprise **Nou'Nyanga**, qui transforme la pomme de terre en savon.

*« J'exploite beaucoup le savoir-faire ancestral, donc ce que nos ancêtres utilisaient par exemple pour combattre l'acné, pour réparer la peau, pour combattre les affectations cutanées et c'est dans ce cadre-là justement que j'ai découvert que la pomme de terre a des propriétés anti taches. Donc, le savon anti taches de Nou'Nyanga comporte la pomme de terre, mais aussi le céleri. Ce savon-là existe depuis trois ans. Il fait partie des savons qui passent le plus. Parce qu'effectivement, hier même encore, j'ai reçu un retour sur ce savon-là [...] où la dame elle tombe en extase, elle dit que ce savon-là, il tient bien son nom. Parfois elle le pose un peu comme en masque. Elle dit que quand elle retire, la peau est lumineuse, le teint est frais. Nou'Nyanga a 10 savons libres et un savon qui est dans un pack, et parmi ces savons-là, le savon anti taches [à la pomme de terre] est l'un des plus vendus. Il est très apprécié. » (Dr AVOA MEBENGA, promotrice de l'entreprise).*

Ces propos indiquent que cette promotrice a su trouver un produit à base de pomme de terre qu'elle a mis en avant pour satisfaire la clientèle. En produisant ainsi le savon anti taches, elle contribue à la transformation de la pomme de terre, participant par conséquent à augmenter la demande.

La production de ce savon à la pomme de terre n'a cependant pas toujours été facile, parce qu'au début de son activité, ne connaissant pas les saisons d'abondance, elle s'est parfois retrouvée à manquer de pomme pour produire le savon. Depuis ce temps, des mesures correctrices et une meilleure gestion des stocks ont été mises sur pied. Ainsi Madame AVOA MEBENGA, déclare :

« Au début, j'ai eu beaucoup de mal, parce que je ne connaissais pas encore les périodes, où tel ingrédient est dehors. Mais maintenant, au fil du temps, je maîtrise un peu les saisons de certains ingrédients et ce que je fais, c'est que je produis beaucoup lorsque l'ingrédient en question est de saison. C'est là que je produis beaucoup. Heureusement pour les savons par exemple, les savons ne se gâtent pas, donc ça peut rester là même un an, ça ne va pas déranger. Tout au contraire, c'est comme du vin : plus le savon met long, mieux c'est, il est plus doux, donc c'est comme ça que je gère. Quand je ne maîtrisais pas les saisons, j'avais beaucoup de mal. Quand ce n'est pas la saison une petite [quantité] comme ça à 500 FCFA. Tu ne sais pas combien de savons tu vas faire, du coup, ça fait exploser ton chiffre de revient. »

Il apparaît ici que la nature du produit qu'elle propose la met à l'abri de la pénurie. De ce fait, elle s'approvisionne davantage lorsque c'est la saison de la pomme de terre et fabrique le maximum de savons pour les conserver et les vendre au-delà de la période d'abondance de cette commodité. Le besoin de satisfaire sa clientèle l'a poussée à trouver cette stratégie de production qui lui garantit la disponibilité de savon même hors saison. Cette promotrice s'approvisionne au marché du Mfoundi de Yaoundé à cause des prix qui sont bas dans ce marché. Pour ce qui est du stockage de la pomme de terre, elle la laisse à l'air libre et s'assure de l'utiliser dans ses compositions maximum trois heures après l'épluchage, afin d'en conserver toutes les propriétés actives. Lorsque le délai de trois heures passe, les pommes ne sont plus efficaces et sont envoyées pour être frites et consommées.

Photo 22: Savon à la pomme de terre de Nou'Nyanga



Source : Enquête de terrain, Dev solution, 2022

Le savon produit coûte 1000FCFA l'unité et la production se fait au fur et à mesure de l'écoulement du stock. Elle est d'environ 25 savon produit par semaine

Le besoin de formation sur la pomme de terre, notamment sur ses variétés, est exprimé par certains transformateurs comme la promotrice de l'entreprise Nou'Nyanga.

*« Je me dis qu'il y a des pommes de terre qui ont plus de propriétés que d'autres. Est-ce que ce ne serait pas possible d'organiser des workshops où on va initier les transformateurs aux différentes variétés de pommes de terre ? J'ai eu ce problème-là avec la tomate, je me suis rendue compte en faisant le savon à la tomate qu'il y a certaines variétés qui finissent mieux la peau, qui donnent plus d'éclat que d'autres. Je me dis qu'avec la pomme de terre, on peut aussi avoir ce genre de formation-là, où certaines variétés sont mieux indiquées pour une transformation cosmétique. »*

Dans les propos qui précèdent, il ressort un besoin de formation sur les variétés de pomme de terre. Se fondant sur son expérience avec la tomate, cette promotrice estime qu'il est nécessaire que les transformateurs connaissent mieux les variétés de pomme pour choisir celles qui correspondent le mieux aux propriétés recherchées lors de la confection des produits. Il convient de préciser que les formations qui sont dispensées pour l'heure au Cameroun tournent essentiellement autour des pratiques culturelles. Un accent n'est pas mis sur la maîtrise des caractéristiques de la pomme. Une certaine emphase doit être mise sur la diffusion d'informations auprès des transformateurs pour garantir une meilleure utilisation de ce tubercule, afin de garantir de meilleures performances dans leur industrie.

### 3.4.6 La commercialisation de la pomme de terre

L'analyse du maillon commercialisation se fera en deux temps : la commercialisation des semences de pomme de terre d'une part, et la commercialisation de la pomme de terre de consommation d'autre part.

#### a) Commercialisation des semences de pomme de terre

Il faut relever que la demande en semence de pommes de terre peut être considérée comme élevée compte tenu de la demande du marché pour les pommes de terre de consommation au Cameroun et dans les pays voisins. Aussi, la production formelle de semences est à un faible niveau, mais la distribution de semences ne fonctionne pas de manière efficace ou efficiente au Cameroun (GFA, 2016). Cela s'explique par la faiblesse, si ce n'est l'absence des infrastructures de production et stockage et/ou de transport. Il en découle de cette situation la détérioration des semences et des coûts de transaction élevés.

Dans la pratique, le MINADER achète une part des semences certifiées produites par des semenciers reconnus à des tarifs subventionnés, pour les distribuer aux producteurs de pommes de terre de consommation dans le cadre de différents projets d'appui. **Cela entraîne des distorsions du marché et entrave le développement de systèmes de distribution et de commercialisation plus efficaces.** En effet, les prix du marché des semences des pommes de terre variant entre 500 FCFA et 800 FCFA le kilogramme sont inférieurs aux prix payés par le gouvernement camerounais ou ses partenaires dans le cadre des subventions, qui se situe entre 850 FCFA et 1 200 FCFA le kilogramme. D'après la Direction des Enquêtes et des études Statistiques (DESA), le MINADER a distribué 1 027 tonnes de semences certifiées de pomme de terre aux producteurs en 2019.<sup>35</sup>

Par ailleurs, les producteurs de semences certifiées peuvent vendre directement aux producteurs de pommes de terre de consommation, car la demande est forte, en particulier de la part des grands producteurs et de ceux organisés en coopératives. Le marché des semences est largement organisé au niveau local ou régional et fonctionne sur la base d'interactions informelles et ponctuelles.

Il convient cependant de noter que les producteurs sont de plus en plus formés et se servent des techniques apprises pour produire des semences de meilleure qualité. Ils s'appuient pour cela sur les connaissances dispensées lors de séminaires et d'ateliers organisés par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (qui a importé 455 tonnes de semences de pommes de terre entre 2011 et 2014 ) et des organismes tels que GIZ ProCISA ou le CIP (qui veulent appuyer les semenciers afin d'atteindre une production annuelle de 5000

---

<sup>35</sup> MINADER en Chiffres N°6 Décembre-2021, p16

tonnes de semences <sup>36</sup>). D'après les données collectées auprès du PADRT, 252 tonnes de pomme de terre ont été importées au Cameroun de 2020 à 2021 (104 tonnes en 2020 et 148 tonnes en 2021). En 2022, 76 tonnes de semences et 100 vitro plants de la variété CIPIRA avaient été importés au moment de l'étude. Les semences produites par les multiplicateurs sont utilisées par des producteurs de tubercules en quête de meilleure rentabilité. L'utilisation de semences améliorées par les producteurs reste encore faible sur le territoire national, comme l'indique l'étude menée par le CIP en 2021 et les observations faites sur le terrain dans le cadre de ce diagnostic. Cependant, des actions visant à les faire adopter sont menées et ces actions, si elles sont soutenues et pérennisées, pourront améliorer le rendement des agriculteurs, et par conséquent leur revenu et la disponibilité de ce tubercule auprès de consommateurs finaux. En attendant, le critère de choix favori des semences par les producteurs de pommes de terre de consommation, c'est la disponibilité à faible coût et avec un meilleur rendement. Sur le plan national, ce sont ces critères qui déterminent le choix des semences par les producteurs, soit plus 60% des cultivateurs de pomme de terre.

#### **b) Commercialisation des pommes de terre de consommation**

Les récoltes (pommes de terre fraîches) sont principalement destinées aux marchés locaux pour la vente aux grossistes, aux détaillants (bayam-sellams et petits transformateurs), aux voyageurs (dans les carrefours) ou aux ménages. Certains producteurs font des ventes sur le site de l'exploitation (au bord du champ). Quelques producteurs ont indiqué se déplacer souvent dans les marchés frontaliers avec le Gabon et la Guinée équatoriale pour vendre leur récolte. D'autres producteurs ont indiqué utiliser les réseaux sociaux (Facebook et WhatsApp) pour trouver leur client.

Les résultats du Recensement Général de l'Agriculture et de l'Élevage (RGAE 2017) indiquent que sur les 14 340 villages que compte le pays, 12 % des villages disposent de marchés de vente des produits agricoles, environ 27% des villages du pays sont connectés au réseau électrique et la quasi-totalité des villages recensés sont connectés au moins à un réseau téléphonique (92,5%). Le tableau suivant donne les proportions des villages disposant d'au moins une infrastructure socioéconomique.

Tableau 12 : Proportion des villages disposants au moins une infrastructure socioéconomique

	Villages enquêtés		Marché de produits agricoles		Villages connectés	
	Nombre		Nombre	%	Nombre	%
Adamaoua	887		203	22,9	61	6,9
Extrême-Nord	3703		223	6	400	10,8
Nord-Ouest	591		182	30,8	185	31,3
Ouest	1666		263	15,8	1 066	64
Sud-Ouest	700		183	26,1	199	28,4
Littoral	739		106	14,3	403	54,5
Centre	1957		140	7,2	805	41,1
Sud	1130		46	4,1	478	42,3
Est	1107		153	13,8	136	12,3
Nord	1860		217	11,7	164	8,8
<b>Total Cameroun</b>	<b>14340</b>		<b>1716</b>	<b>12</b>	<b>3 897</b>	<b>27,2</b>

Source : RGAE 2017, SDSR/PNIA, MINADER, 2020.

Les pommes sont généralement vendues en sacs de polyéthylène surélevés de 50 kg de contenance (mais dont le poids réel est en général autour de 67), des producteurs vers les grossistes ou les détaillants locaux et en sac

<sup>36</sup> Verena Blitzer, Peter Gildemacher, op. cit. p. 12

en toile de jute surélevés de 100 kg de contenance (dont le poids réel est en général de 120 à 130 kg) par les grossistes aux détaillants des marchés locaux ou pour l'exportation dans la sous-région. Les détaillants quant à eux vendent les pommes de terre en tas ou dans des seaux de diverses contenances (3 l, 5 l, 10 l et 15 l).

Le manque d'infrastructures de stockage de longue durée oblige les agriculteurs à vendre leurs pommes de terre peu de temps après la récolte et réduit leur disponibilité en dehors de la saison de récolte. Seules les coopératives et les grands agriculteurs disposent d'installations de stockage qui permettent de conserver les pommes de terre pendant environ trois mois jusqu'à ce que les quantités disponibles sur le marché soient faibles et les prix élevés. En effet, sur le marché local, les bayam-sellams en zones urbaines (Douala, Yaoundé, Bafoussam, Garoua) font savoir qu'en période d'abondance des pommes de terre (juin, juillet, août et septembre), elles acquièrent chez les grossistes le sac à un prix compris entre 25 000 FCFA et 35 000 FCFA en fonction de la grosseur de la pomme de terre, et chez les producteurs à un prix compris entre 12 000 FCFA à 19 000 FCFA.

Les prix moyens pratiqués pour la revente, qui connaissent une inflation de l'ordre de 42% en période de basse saison, sont présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 13 : -Prix moyen de la pomme de terre sur le marché

Conditionnement	Prix moyen pratiqué
Tas (environ 1,5 kg)	500
Seau de 3 l (environ 3,5 kg)	1 000
Seau de 5 l (environ 6 Kg)	1 500
Seau de 10 l (environ 11,5 kg)	2 500
Seau de 17 l (environ 17 kg)	3 500

Source : Enquête de diagnostic, Dev Solution, 2022

Les prix ainsi que les mesures (conditionnement) ne sont pas standardisés et il n'existe pas de véritable contrôle à ce sujet. Les agriculteurs interrogés ont déclaré que de nombreux commerçants sont actifs dans les zones de production, ce qui crée une certaine marge de négociation sur les prix, malgré le manque d'installations de stockage. La concurrence entre les commerçants qui achètent pour les marchés locaux et ceux qui achètent pour les marchés d'exportation est particulièrement prononcée, ces derniers étant généralement en mesure de payer des prix plus élevés et de sélectionner les tubercules préférés (de plus grande taille), laissant les tubercules plus petits pour le marché intérieur.

Bien que les interactions entre les agriculteurs et les commerçants sont basées sur des marchés au comptant, sans aucun contrat ni prix fixe, il existe une forte composante « relation de confiance », car en règle générale, les commerçants prennent généralement les pommes de terre aux agriculteurs à crédit et leur paient une fois qu'ils ont vendu à d'autres intermédiaires. Les circuits de commercialisation témoignent d'une forte implication des femmes commerçantes.

Bien qu'il n'existe pas de données récentes sur le commerce national de la pomme de terre, les enquêtes de terrain auprès des producteurs révèlent qu'ils vendent entre 75 % et 95 % de leur récolte et gardent le reste pour la maison à des fins de consommation ou de semences. Selon une étude des marchés menée en 2000 par le PNDRT<sup>37</sup>, les débouchés commerciaux pour les pommes de terre sont les suivants :

- Marchés de Douala : 58%
- Marchés de Yaoundé : 10%
- Autres marchés de ville ou de village : 15 %
- Exportation : 17 %

Concernant les exportations, les données sur le commerce extérieur mettent en exergue que les pommes de terre camerounaises sont essentiellement vendues auprès des pays voisins dans la sous-région, et majoritairement vers le Gabon, le Tchad et la Guinée équatoriale. Dans ces pays, le prix peut atteindre jusqu'à 2 000 FCFA le kilogramme. Ceci explique pourquoi, malgré le déficit interne estimé à 700 000 tonnes, une part

<sup>37</sup> GIZ Value Links, Monographie de Filière / Chaîne de valeur. Pomme de Terre, Cameroun, date inconnue, page 2.

importante de la production de pommes de terre de consommation est exportée vers les pays voisins. Selon des estimations des points focaux de la GIZ/ProCISA dans les régions de l'Ouest, Nord-Ouest et l'Adamaoua, environs 40 800 tonnes de pomme de terre ont été exportées au total dans ces 3 régions en 2021. Bien que ces derniers soulignent qu'il existe des flux d'exportation qu'ils n'ont pas été en mesure de capter, ces chiffres sont très au-delà de ceux de la FAO présentés dans le tableau 14 ci-dessous :

Tableau 14: - Evolution des exportations pommes de terre de consommation

Année	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Quantité (en tonnes)</b>	24	9	6	20	158	9	5
<b>Valeur en \$US</b>	10 000	3 000	2 000	4 000	50 000	1 000	2 000

Source : FAO STAT 2022

Dans le processus de commercialisation, les variétés de pommes de terre restent mieux connues des producteurs et des grossistes, mais très peu des détaillants (vendeurs ambulants) et des consommateurs. Malgré l'absence d'indications spécifiques sur l'origine des produits vendus (traçabilité), les exigences de qualité sont multiples et basées sur la demande des consommateurs.

Les principales contraintes liées à ce maillon portent sur :

- ✓ L'approvisionnement irrégulier des marchés : la demande est linéaire alors que l'offre est saisonnière ;
- ✓ Le manque de standardisation des produits et des emballages : ceux-ci sont vendus dans des seaux de diverses dimensions. De ce fait, le planteur est laissé à la merci du commerçant ;
- ✓ Le manque ou l'insuffisance d'infrastructures de stockage
- ✓ La non-maîtrise des circuits de commercialisation,
- ✓ Les coûts élevés de transport à cause du mauvais état des routes et des coûts élevés du carburant ;
- ✓ La fluctuation des prix liée à l'offre ;
- ✓ La mauvaise qualité des produits due au mauvais traitement contre le mildiou en champ ;
- ✓ Les tracasseries policières et les taxes occultes ;
- ✓ La faible -organisation des acteurs.

### 3.4.7 Le financement de la filière pomme de terre

Le besoin en financement des opérateurs de la filière pomme de terre au Cameroun reste une contrainte majeure pour leur développement. Il apparaît des opérations de collecte sur le terrain que ceux-ci restent pour la plupart exclus des mécanismes de financement des banques classiques et des autres établissements financiers. A cause du manque d'organisation de la filière, ainsi que la faible structuration des acteurs, les établissements financiers ont du mal à accorder des crédits aux opérateurs de la filière : « *Il est difficile de trouver un semencier professionnel. Or, le secteur semence constitue le nœud du problème si on veut développer la filière pomme de terre* », affirme un acteur de la finance agricole.

L'une des principales contraintes des acteurs de la filière pomme de terre à l'obtention des financements est le manque de garanties suffisantes pour le remboursement des crédits éventuels. A cet effet, les acteurs de la finance agricole estiment que l'état doit être un peu plus garant pour les acteurs de la chaîne de valeur afin de permettre aux établissements financiers de leur accorder des crédits en toute sérénité.

Pour le financement de leurs activités, notamment au démarrage, les moyens de financement sont généralement ceux de fonds propres ou de recours aux tontines du quartier. En phase d'exploitations, quelques-uns ont eu à bénéficier des appuis des programmes/projets du gouvernement ou des partenaires techniques et financiers.

Certains partenaires du Cameroun se sont spécialisés sur le financement agricole, notamment la chaîne de valeur pomme de terre. Il s'agit particulièrement de la GIZ à travers le projet ProFINA, qui joue un rôle d'intermédiaire entre les acteurs clés de la chaîne de valeur pomme de terre (notamment les semenciers et les producteurs) et les acteurs du financement par crédit agricole. En effet, d'un côté, le projet prépare les producteurs aux conditions exigées par les établissements financiers partenaires pour bénéficier d'un crédit, et

d'un autre côté, le projet met en contact ces établissements financiers partenaires avec les producteurs respectant les critères pour bénéficier d'un crédit.

Du côté du gouvernement, le MINADER (SDSR/PNIA 2020-2030) évoque un besoin de **764 099 000 000 FCFA, (soit 12,9%** du besoin global d'investissement pour la mise œuvre de la stratégie. Détail en annexe), en investissements dans les actions d'amélioration de la production, de la productivité et de la compétitivité des filières agricoles identifiées, parmi lesquelles figure celles des racines et tubercules à laquelle la pomme de terre appartient. Par ailleurs, une Stratégie Nationale de Financement Agricole (SNFA) est en cours d'élaboration, avec en bonne place la pomme de terre comme culture importante à financer.

### **3.4.8 La consommation de la pomme de terre**

L'analyse de la consommation de la pomme de terre est très importante pour bâtir une stratégie de développement de la filière. Elle participe à déterminer s'il y a un besoin de pomme de terre dans le pays. En outre, sur un plan plus sociologique, elle permet de déterminer les usages, l'ancrage et l'adoption de la pomme de terre au sein des populations qui sont censées en bénéficier.

#### **a) La consommation alimentaire de la pomme terre**

L'essentiel de la pomme de terre produite au Cameroun est destiné à la consommation. C'est un aliment qui est présent dans toutes les régions, car elle sert de base pour les populations. Elle est consommée dans les grands centres urbains comme Yaoundé et Douala. Il convient de rappeler que ces deux villes ne font pas partie des principaux bassins de production de ce tubercule. Grâce au phénomène de brassage des populations, le goût de la pomme de terre est connu partout sur toute l'étendue du territoire. Ce constat indique qu'une intensification de la culture de la pomme de terre ne manquera pas de marché. D'ailleurs, les besoins en consommation nationale de la pomme de terre sont supérieurs aux capacités de production, ce qui en fait un aliment qui n'est pas toujours accessible, notamment dans les grands centres urbains. En effet, selon certaines estimations relayées par le journal économique en ligne *Business in Cameroon*, le besoin annuel en pomme de terre de consommation au Cameroun est d'un million de tonnes (et 2,5 millions dans les pays voisins) alors que le pays ne parvient pas à produire la moitié.<sup>38</sup> Le marché à satisfaire est dès lors important.

#### **b) Les formes de consommation alimentaire de la pomme de terre**

Il est possible de trouver la pomme de terre de consommation sous différentes formes. Ces tubercules sont consommés cuits comme aliment de base dans plusieurs ménages. La pomme de terre peut apparaître dans les menus sous forme de tubercules pelés malaxés avec des assaisonnements, communément appelés « pommes rôties » ou « pommes sautées ». Elle est également consommée cuite et pilée ou mélangée avec du haricot, notamment dans les régions occidentales (Nord-Ouest et Ouest) du Cameroun. La pomme de terre est aussi prisée pour les frites qu'elle permet de produire et qui sont appréciées des consommateurs camerounais : ce sont les fameuses chips de pomme de terre. Cette forme de consommation de pomme de terre est d'ailleurs encouragée par le CIP pour accroître la demande nationale. Au cours de l'entretien mené avec Mme Fornkwa lors de la collecte de données pour le diagnostic préalable à la réalisation de la stratégie, elle déclare que « *la transformation de la pomme de terre en chips et en frites devrait être encouragée par des activités de sensibilisation et promotion car tout tubercule ne donne pas des frites ou chips* ». En outre, la pomme de terre est présente dans divers événements qui réunissent les habitants du pays. Elle sert de plat de résistance, mais aussi à confectionner des plats faisant office d'entrée dans les mariages, les anniversaires et autres cérémonies. Elle peut dans ces circonstances être associée à une sorte de salade à la sauce vinaigrette, parfois appelée « macédoine », dont raffolent les convives.

---

<sup>38</sup> Business In Cameroon, « 80% of Cameroon's Potato Production Comes from the West and Northwest (GIZ Procisa) ». *Business in Cameroon*, <https://www.businessincameroon.com/agriculture/1505-9128-80-of-cameroon-s-potato-production-comes-from-the-west-and-northwest-giz-procisa>, Wednesday, 15 May 2019. Consulté le 2 mai 2022.

Photo 23: Plat contenant de la pomme de terre vendu dans des restaurants



Source : enquête de terrain, Dev Solution, 2022

L'appréciation de la pomme de terre par les consommateurs a fait naître des formes de consommation et de commercialisation nouvelles qui se sont facilement intégrées dans les habitudes des Camerounais. Deux phénomènes peuvent servir à exposer cette réalité. Le premier, c'est celui des vendeurs de pommes de terre pilées mélangées au haricot. Ce mets est connu dans le pays comme étant la « pomme pilée », ou tout simplement le « pilé ». Provenant de la région des Grassfields, ce mets a conquis les zones urbaines du pays. Cet engouement pour le pilé de pommes de terre est tellement répandu que des acteurs en ont fait leur métier. En observant dans les rues de Yaoundé par exemple, il est possible de voir des personnes, généralement des femmes, qui proposent du « pilé » comme repas aux habitants de la ville.

À ce niveau, il convient de préciser comme cela est revenu lors des entretiens avec les acteurs de la filière que les consommateurs ont des préférences. Ces dernières déterminent en partie le choix des producteurs qui optent pour la production d'une variété plutôt qu'une autre. Cet aspect socio-anthropologique est déterminé par la socialisation et par les pratiques culinaires, parfois séculaires. C'est ainsi par exemple qu'il est possible de trouver des personnes qui ont des préférences pour certaines variétés que d'autres. Cela a été attesté notamment lors de l'entretien avec Monsieur TETANG Apollinaire, ingénieur au sein du SAILD, qui affirme que leurs observations dans l'Ouest ont permis de constater que les populations ont des variétés locales et traditionnelles qui répondent à des exigences en matière de goût. Ces pommes sont soit privilégiées pour être pilées ou pour être sautées. Les consommateurs ne connaissent pas toujours les noms des variétés mais recherchent des pommes tantôt en fonction de leur grosseur, soit en fonction de la proportion de matière sèche qui y est présente. Les variétés traditionnelles avec peu d'eau sont souvent privilégiées pour être pilées et celles qui en comportent plus sont tolérées pour être sautées.

Le second phénomène en plus de celui lié à la consommation qui se diffuse à partir de mets locaux, c'est la pomme de terre conquiert les cœurs dans des restaurants et fast-foods qui jalonnent la capitale et les autres régions du pays. Les plats tels que le pomme-plantain (photo 22), le pomme spaghetti, sont présents dans la plupart des fast-foods ou des lieux de restauration de type « *tournedos* ». La vente de shawarma a également contribué à augmenter les besoins de pomme de terre. Cela est dû au fait que cet aliment constitue un des éléments qui permettent de garnir l'intérieur du shawarma.

Tout ce qui précède indique que la pomme de terre n'est pas une denrée nouvelle ou boudée par les Camerounais. Elle est déjà présente sur le marché et dans les habitudes alimentaires des populations, qui ne demandent qu'à en consommer et à découvrir les différentes formes sous lesquelles elle peut être dégustée. Investir ou promouvoir le développement de la filière pomme de terre, c'est accompagner l'engouement que les populations manifestent à travers leur intérêt pour cet aliment.

Par ailleurs, dans un contexte international marqué par des événements pouvant bouleverser le cours des aliments comme le blé, les tubercules peuvent servir d'aliment de base pour produire des farines de substitution. En effet, le pain qui est consommé au Cameroun est essentiellement produit à base de farine de blé essentiellement importé. Certains boulangers proposent des produits de boulangerie et de pâtisserie avec des farines alternatives issues notamment des tubercules, mais ces usages ne sont pas encore suffisamment ancrés à cause du coût de ces farines. Le problème de disponibilité des pains à base de farine de pomme de terre par exemple pourrait être lié à la faible quantité de ce tubercule circulant dans le pays. C'est ce qui a également été souligné par Mbala Biloa Marie, présidente fondatrice de l'Association des Bayam-Sellams du Cameroun (ASBY) lorsqu'elle a été consultée le 05 mai 2022 à Nsam. Elle s'exprime ainsi :

*« Nous déplorons vraiment le fait qu'il n'y a pas d'accompagnement des petits producteurs pour que la quantité produite soit suffisante et que les marchés soient vraiment ravitaillés. Regardez par exemple, voilà qu'on dit qu'il y a la guerre en Ukraine : si on avait donné une chance, si on avait soutenu les petits producteurs avec le matériel de travail, on ne serait pas là avec les prix qui montent comme ça sur le marché. On pouvait par exemple avoir la farine de pomme de terre ! C'est le problème de ce pays. Il y a des gens qui ont des parcelles au sein de l'association, mais qui cultivent encore avec la machette et la houe, ce n'est pas normal. On pouvait donner des tracteurs à des groupes des petits producteurs avec du matériel de qualité. Je dis bien les petits producteurs ».*

Selon la FAOSTAT (2022), les quantités de farine de pomme de terre importées au Cameroun sont cependant faibles, de l'ordre d'une tonne pour l'année 2020, pour une valeur totale de 42 000 dollars américains. La consommation de cette farine est donc assez faible dans le pays. Les importations de pommes de terre de consommation s'élèvent à 300 tonnes pour la même année, tandis que dans le même temps 5 tonnes ont été exportées. Pour la période considérée, le Cameroun a déboursé 206000 dollars américains selon la FAO pour l'activité d'importation visant à combler le déficit de production. Cette production de pomme de terre au Cameroun s'élève à 354 404 tonnes pour 2020.

Tableau 15: - Production, importations et exportations de la pomme de terre non transformée au Cameroun 2014-2020

Années	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production							
Qté (tonne)	220 556	346 332	377 257	315 000	340 091	365 127	354 404
Exportation							
Qté (tonne)	24	9	6	20	158	9	5
Valeur (k\$ US)	10	3	2	4	50	1	2
Importation							
Qté (tonne)	174	336	83	273	32	125	300
Valeur (k\$ US)	164	258	84	204	23	97	206

Source : FAOSTAT, 2022

### c) **La consommation non alimentaire par les humains**

La pomme de terre est utilisée par certains acteurs du secteur de l'esthétique au Cameroun. Elle sert à « prévenir » et à « traiter » un certain nombre de problèmes cutanés. La diffusion de ces astuces beauté à la pomme de terre se fait de bouche à oreille, mais également sur les réseaux sociaux. C'est le cas notamment sur

la page Facebook nommée *Nora Conseils Beauté Ô Naturel*. Les promoteurs de cette entreprise proposent des soins à base de pomme de terre et en font la promotion sur leur page dans une publication du 11 avril 2022.<sup>39</sup>

Marie Léonny SEN, indique dans une chronique publiée sur ABK Radio en 2020<sup>40</sup>, quelques astuces relatives aux soins à base de pomme de terre. Dans cet article destiné au grand public, elle donne des suggestions d'utilisation de ce tubercule pour avoir des mains douces et hydratées. Quoique des études approfondies n'aient pas été réalisées dans le pays pour déterminer l'efficacité de la pomme de terre pour les soins esthétiques, il est toutefois important d'indiquer que cela existe, car elle constitue une des utilisations de cette commodité.

Les pommes de terre ou les produits qui en découlent peuvent également servir à l'alimentation des animaux d'élevage, notamment les porcs. Dans les régions de consommation de pomme de terre, il arrive de voir des éleveurs de porcs donner les pelures de ces tubercules comme nourriture à leurs bêtes.

En outre, la fécule de pomme de terre peut servir à divers usages au quotidien, principalement dans le domaine technique et industriel, car elle intervient également dans la fabrication de colles, d'enduits. Grâce aux nutriments et vitamines qu'elle contient, elle peut être utilisée dans divers soins de la peau et des cheveux, comme présentés ci-haut.

### 3.4.9 L'appui-conseil et d'accompagnement de la filière

Concernant les activités de conseil et de service, elles se déploient à travers les chefs de postes du MINADER et plusieurs organisations en appui au développement de la filière.

Les chefs de postes agricoles (CPA) interviennent au sein des postes agricoles créés sur le terrain par des actes réglementaires du Ministre en charge de l'Agriculture. Ils sont les acteurs importants dans le conseil et l'accompagnement permanent et de proximité des producteurs dans leur localité d'intervention. Ils sont présents dans tous les bassins de production et se servent très souvent des motos mis à leur disposition pour rencontrer les producteurs dans leur exploitation et mener le conseil. Selon le RGAE de 2017, seules 10,7% des communautés agropastorales du Cameroun possédait un poste agricole au moment des enquêtes (MINADER, 2020). L'Adamaoua avait 12,5% (111) postes agricoles, l'extrême nord avait 3,9 % (150), le Nord-ouest 32,2% (196), l'Ouest 15,8% (264) et le sud-ouest 12,9% (90). Le tableau suivant donne le nombre de postes agricoles ainsi que la répartition des chefs de poste dans les différents bassins de production selon les données du MINADER en 2021.

Tableau 16 : répartition du nombre de postes agricoles et de chefs de postes dans les bassins de production

Région	Postes agricoles	Responsables des postes agricoles
	Nombre	Nombre
Adamaoua	111	84
Extrême-Nord	211	156
Nord-Ouest	199	165
Ouest	277	146
Sud-Ouest	145	99
Total	<b>1778</b>	<b>1169</b>

Source : DESA, MINADER en Chiffres N°6 Décembre-2021

D'après ce tableau, il y'a 1169 chefs de postes agricoles dans les bassins de production sur 1778 poste agricole qui existe. Il y'a donc 609 postes agricoles qui n'ont pas de responsables. Les postes agricoles dans la région du nord-ouest sont les plus occupés (165 responsables de poste en fonction sur 199 poste existants) contrairement à la région de l'ouest qui a le plus de postes agricole vacant.

<sup>39</sup> Cette page se trouve sur ce

lien : [https://web.facebook.com/NoraBeautyCosmetics/posts/5117721341604886?msockid=8879604ecec311ecb5f02ecc0900a1ef&\\_rdc=1&\\_rdr](https://web.facebook.com/NoraBeautyCosmetics/posts/5117721341604886?msockid=8879604ecec311ecb5f02ecc0900a1ef&_rdc=1&_rdr)

<sup>40</sup> Marie Léonny SEN, « Comment rendre les mains douces? », *abkradio.com*, disponible sur <https://www.abkradio.com/2020/01/06/comment-rendre-les-mains-douces/?msockid=ddb25642cec911ecb1d40ed2cf7c6d88>

Parmi les raisons qui peuvent justifier l'absence de responsable au sein des postes agricoles, on peut citer : les départs en retraite sans recrutements consécutifs, le manque de matériel mobilier pour les postes agricoles et l'inaccessibilité dans les zones rurales, comme le montre le tableau suivant issu de la DESA.

Tableau 17 : Facteurs pouvant justifier l'absence de responsable au sein des postes agricoles créés.

	Départs en retraite	Bâtiments construits pour le postes agricole par rapport au besoin	Routes rurales bitumées / routes rurales non bitumée
	Nombre	Nombre	Km
Adamaoua	14	81 sur 151	0 sur 59,4
Extrême-Nord	13	101 sur 287	0 sur 124,6
Nord-Ouest	29	85 sur 225	0 sur 46,2
Ouest	35	81 sur 359	0 sur 122,4
Sud-Ouest	28	64 sur 174	0 sur 78, 17
<b>Total</b>	<b>119</b>	<b>412 sur 1 196</b>	<b>0 sur 430,77</b>

Source : DESA, MINADER en Chiffres N°6 Décembre-2021

D'après les données du MINADER (DESA) publié en 2021 et présentées dans le tableau ci-dessus, on a 119 personnels du MINADER qui sont partis en retraite dans les bassins de production. Les bâtiments effectivement construits (412) pour les postes agricoles dans les bassins de production de la pomme de terre sont largement inférieurs au besoin (1 196). Aucune route rurale n'a été bitumée sur les 430, 77 Km de route non bitumées souhaité dans les bassins de production. Cela pourrait justifier l'absence de responsable des postes agricole au sein de leur poste.

Parmi les autres organisations qui accompagnent les acteurs de la filière, on y retrouve des professionnels du secteur tels que GIZ ProCISA et le CIP qui proposent des guides et manuels à l'usage des acteurs de la filière pomme de terre et qui organisent des formations de masse aussi bien sur la semence que la pomme de terre de consommation. D'autres acteurs tels que le Groupement d'Appui pour le Développement Durable (GADD) et le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE) ont un rôle important dans le conseil et l'accompagnement des producteurs dans les localités, particulièrement à l'Ouest. Des campagnes de sensibilisations et de mobilisation des producteurs sont régulièrement organisées par ces dernières, notamment sur les bonnes pratiques et les techniques innovantes de production. Des ateliers sont également organisés, notamment par la GIZ - ProCISA pour permettre aux acteurs de disposer du conseil le plus avisé afin de réussir dans leurs activités.

Un autre acteur important dans l'accompagnement, la sensibilisation et l'information des acteurs de la filière pomme de terre est La Voix du paysan et son CDDR. Lors de l'entretien qui a été mené avec Monsieur TETANG Apollinaire, agronome en service au SAILD/CDDR, il a indiqué que les activités se structurent essentiellement autour de la diffusion de l'information de qualité auprès des producteurs. Le centre de documentation de cette organisation est ouvert aux producteurs qui veulent obtenir des fiches techniques sur diverses spéculations, y compris la pomme de terre. Au CDDR-SAILD, un numéro de téléphone est dédié à l'assistance aux producteurs, et plus spécifiquement à ceux qui s'acquittent d'une inscription de 1000 FCFA par an. Ce service s'appelle « Allô Ingénieur » et répond au « 699414141 ». Le numéro permet de consulter les ingénieurs pour des questions techniques relatives à la production agro-pastorale. La souscription à cet abonnement permet aux membres de consulter sur place toute la documentation du CDDR qu'elle soit bibliographique ou vidéographique. Des livres, manuels et fiches techniques sont également disponibles à la vente pour les producteurs qui désirent s'en procurer.

Au niveau des acteurs en appui, la principale contrainte est celle de la limitation des moyens (financiers, humains et logistique) ce qui les obligent à mener des interventions sur des espaces géographiquement limités.

### 3.4.10 La recherche et l'enseignement

La recherche scientifique et l'enseignement autour de la pomme de terre se font principalement auprès des organismes de recherche, des universités et des centres de formation professionnels. Au Cameroun, il existe deux grandes structures étatiques en charge de la recherche et de l'enseignement universitaire dans le domaine agricole. Plusieurs centres de formations exercent dans la formation en agriculture à travers des programmes de formation de courte durée. Certains parmi ces centres se sont spécialisés dans la formation des producteurs de pomme de terre.

#### a) *Les organismes de recherche et universitaires*

Les institutions de recherche et universitaires sont chargées de générer des technologies, des innovations et des enseignements appropriées et adaptées aux différentes conditions de cultures.

Pour ce qui est du domaine de la recherche, l'IRAD est le principal organisme national en charge de la recherche agricole dans le pays. Selon les chercheurs de l'IRAD rencontrés dans le cadre de ce diagnostic, la pomme de terre a eu une histoire évolutive dans la recherche (technique-innovation et scientifique) dans le but de l'amélioration de la culture de pommes de terre au Cameroun. Cette recherche sur la pomme de terre au Cameroun a commencé en 1987 à l'IRAD de Bambui dans la région du Nord-Ouest du Cameroun avec la coopération technique du CIP. A l'issue de cette recherche, six variétés de pomme de terre<sup>41</sup> ont été créées, la plus célèbre encore multipliée aujourd'hui étant Cipira (CIP-IRA), puis la semence de base était mise à la disposition des semenciers agréés dans les bassins de production pour la production des semences certifiées. Il faut noter que depuis cette période, le Centre IRAD de Bambui qui fournissait les semences de base dans tout le pays.

En dehors de cette recherche sur le matériel végétal, l'IRAD produit des connaissances qui sont diffusées à travers des publications scientifiques et des fiches techniques.

Les recommandations et perspectives des chercheurs de l'IRAD sont entre autres : la création des plates-formes des semenciers, la réduction des coûts liés à l'achat des intrants, la formation de tous les acteurs qui interviennent dans la chaîne de valeur, l'équipement des laboratoires, accentuer la mécanisation agricole.

Dans le domaine de l'enseignement universitaire, la Faculté d'Agronomie et des Sciences Agricoles (FASA), est une grande école spécialisée dans la formation des ingénieurs agronomes. Elle intervient dans la formation des étudiants en vue de leur insertion dans le monde agricole. Beaucoup d'étudiants de cette école s'intéressent à la filière pomme de terre, notamment dans les pratiques professionnelles, les rapports et les mémoires, les articles et les thèses de fin de formation. Il faut noter qu'en 2018, la FASA a mené les essais VAT et DHS pour des variétés de pomme de terre introduites de l'Europe par la GIZ-ProCISA. Les rendements économiques dans les essais pour la majorité des variétés allemandes étaient entre 16 et 21 tonnes/ha sur le site de Darang dans la région de l'Adamaoua avec un rendement supérieur de 34 tonne/ha pour Jelly. Dans la région de l'Ouest les rendements sur les 3 sites étaient entre 15 et 30 tonnes/ha. Ces chercheurs révèlent également qu'il faut intégrer les engrais verts pour la culture de la pomme de terre à part ceux déjà connus comme les engrais minéraux et les fientes. Pour eux, il faudra mener plus de travail sur des thèmes de recherche portant sur la lutte biologique et engrais biologiques de la pomme de terre.

Comme recommandation pour les chercheurs de la FASA, il faudra mener une recherche approfondie sur les techniques d'acquisition des semences de bonne qualité et en quantité suffisante, accentuer la mécanisation agricole, intégrer les engrais verts pour la fertilisation des pomme de terre, réduire le prix des intrants sur le marché, faciliter le processus de certification des semences, mettre en contact les producteurs de la pomme de terre avec les étudiants pour une meilleure collaboration/apprentissage, organiser les ateliers d'échanges avec les acteurs de la filière, faciliter la vulgarisation des nouvelles semences et régénérer les semences locales.

---

<sup>41</sup> Cipira, Tubira, Jacob 2005, Maffo, Bambui Wonder et IRAD 2005

## **b) Les organismes de formation en agriculture**

Au Cameroun, il existe plusieurs organismes de formation dans le domaine de l'agriculture. Certains parmi eux ont été créés dans le cadre de programme agricole (C2D par exemple), ou encore sous fonds privés, mais accueillent des programmes de formation spécifiques sur certaines chaînes de valeurs ciblées dans le cadre des partenariats avec des acteurs en appui à ces chaînes de valeurs : c'est le cas des organismes de formation partenaires à la GIZ\_ProCISA, qui forment les acteurs de la chaîne de valeur pomme de terre. Parmi ces centres, on peut citer : le CPF de Mbouo, le CRA de Bambili et APROSPEN.

### **• Le Centre Polyvalent de Formation de Mbouo (CPF de Mbouo)**

Le CPF de Mbouo est en activité de formation agricole depuis 2011, et c'est depuis 2018 qu'il mène des activités dans la filière pomme de terre. Pour lui, la durée du cursus pour devenir opérationnel en tant que producteur est de trois (03) mois. Les formations certifiantes dispensées en lien avec la filière pomme de terre sont exclusivement celles des producteurs professionnels de la semence certifiée de pomme de terre. Ces producteurs reçoivent les cours théoriques et pratiques en champ, puis le stage s'effectue chez un multiplicateur agréé auprès de la DRCQ-MINADER et rédige un rapport de fin de stage. Il faut noter qu'à ce jour, le nombre d'étudiants déjà formés est de 21 sur 60 prévus.

L'un des objectifs spécifiques du CPF de Mbouo pour la filière pomme de terre est de former au moins 16000 producteurs de pommes de terre sur les bonnes pratiques agricoles sur financement de la GIZ-ProCISA.

Il est important de noter que dans le cadre du projet GIZ-ProCISA avec l'appui du CIP, le CPF a déjà formé plus de 8000 producteurs de la pomme de terre dans tous les huit départements de la région de l'Ouest selon l'approche de formation en cascade qui va de la formation des formateurs à la formation des producteurs en passant par la formation des facilitateurs. Ces producteurs ont été sélectionnés sur la base de leur ancienneté et leur engagement dans la production de la pomme de terre.

### **• Le Collège Régional d'Agriculture de Bambili (CRA-Bambili)**

Dans la région du Nord-Ouest, la pomme de terre est principalement cultivée par les petits exploitants qui représentent environ 95 % de la production totale. La majorité de ces agriculteurs cultivent moins d'un hectare de pommes de terre par an, tandis qu'une minorité cultive entre 1 et 10 hectares. C'est dans ce cadre que le Collège Régional d'Agriculture (CRA) de Bambili a sollicité l'appui de ProCISA pour la mise en œuvre de ce projet intitulé " *Promotion de l'innovation verte dans les petites unités de production de pomme de terre dans la Région du Nord-Ouest du Cameroun* " qui est réalisé dans quatre (04) départements de la région du Nord-Ouest (Mezam, Boyo, Bui et Donga Mantung) et le Département de Lebialem dans la région du Sud-Ouest qui fait partie du bassin de production Menoua/Lebialem sous la région de l'Ouest.

Les objectifs spécifiques du CRA de Bambili pour la filière pomme de terre sont :

- Former au moins 6000 producteurs de pommes de terre (au moins 35% de femmes et 50% de jeunes) sur les bonnes pratiques agricoles ;
- Former au moins 2000 producteurs de pommes de terre (au moins 35% de femmes et 50% de jeunes) sur la gestion d'entreprise en utilisant l'approche *Farmer Business School* (FBS).

Il est important de noter que le CRA de Bambili a déjà formé plus de 2000 producteurs de la pomme de terre selon l'approche de formation en cascade qui va de la formation des formateurs à la formation des producteurs en passant par la formation des facilitateurs. Ces producteurs ont été sélectionnés sur la base de leur ancienneté et leur engagement dans la production de la pomme de terre.

Comme les autres centres partenaires au ProCISA, le CRA de Bambili travaille en partenariat dans le développement de la chaîne de valeur de la pomme avec le MINADER à travers ses programmes de vulgarisation, l'IRAD et CIP à travers les la formation des facilitateurs et le ProCISA à travers la formation des producteurs. Il convient de noter que la variété la plus populaire cultivée actuellement dans la région du Nord-Ouest, la CIPIRA, a été développée conjointement par l'IRAD et le CIP et vulgarisée par le MINADER.

- **Action pour la Promotion de la Santé, la Production et l'Environnement (APROSPEN)**

Dans le cadre du Projet ProCISA en partenariat avec le CIP, APROSPEN a été choisi comme partenaire pour la formation des producteurs de pomme de terre dans la région de l'Adamaoua. A ce titre, APROSPEN a proposé une action intitulée « *Projet de promotion de l'innovation inclusive dans les petites exploitations de pommes de terre de la Région de l'Adamaoua (PIPA)* » pour une durée de 18 mois (du 21 juillet 2020 au 31 décembre 2021). Ce projet a formé près de 9000 producteurs de pommes de terre sur les bonnes pratiques agricoles (BPA) et 3000 producteurs sur le Famers Business School (FBS).

Comme recommandations, les trois organismes de formation précités proposent de :

- ✓ Réduire les coûts des semences ;
- ✓ Donner un appui en semences améliorées ;
- ✓ Organiser les producteurs pour l'approvisionnement en intrants groupés ;
- ✓ Appuyer avec les équipements de travail en champ ; et
- ✓ Structurer les différents acteurs de la filière.

### **3.4.11 Les fournisseurs d'intrants et de services**

Sur le marché camerounais, divers fournisseurs d'intrants et de services sont répertoriés dans le domaine de la pomme de terre. Ils participent à faire vivre la filière en apportant leurs produits et expertises aux producteurs principalement.

Dans la catégorie des intrants, plusieurs entreprises dans toutes les régions du pays proposent des produits phytosanitaires pour protéger et nourrir les plantes. La protection des plantes passe par l'utilisation de pesticides (fongicides et insecticides,) qui doivent respecter un certain nombre de normes. Ces produits doivent faire l'objet d'une homologation au niveau du MINADER, à travers la Commission nationale d'homologation des produits phytosanitaires et de certification des appareils de traitement logée en son sein. C'est ainsi qu'en 2019,<sup>42</sup> une liste de ces produits a été publiée. Trois fongicides par exemple avaient été homologués contre le mildiou de la pomme de terre : BONSOIN, MANGA PLUS et ORVEGO. Des distributeurs agréés par le MINADER ont également été désignés dans ce document. Il s'agit respectivement de : KESAI EAGROW CAMEROUN, HORIZON PHYTO PLUS, et AGRONORD SARL.

À côté de ces grands distributeurs de fongicides contre le mildiou, un réseau de petits revendeurs se développe à travers des boutiques qui essaient sur toute l'étendue du territoire national. C'est ainsi qu'en se rendant dans les grands marchés de Bafoussam, de Yaoundé, de Douala par exemple, il est possible de trouver des entreprises qui proposent les produits permettant d'améliorer la lutte contre les vecteurs de maladies et ravageurs de la pomme de terre. Ces petits commerces coexistent avec de plus grands distributeurs comme JACO et YARA. De très petits commerces, parfois informels, se développent également, à un tel point que La Voix du paysan y a consacré un article pour attirer l'attention sur les dangers que représente la vente de pesticides et engrais en plein air.<sup>43</sup>

Dans la même lancée, il est à noter que l'association CropLife intervient également dans le secteur phytosanitaire au Cameroun. Cette association internationale dispose d'une représentation au Cameroun présidée par Monsieur BIAKATH Jean. Selon ce dernier, CropLife a été créée « *pour la promotion de l'éthique et l'utilisation responsable des produits phytosanitaires et pour partager l'expertise en matière de produits phytosanitaires. C'est pourquoi nous intervenons dans les actions quotidiennes sur toutes les étapes de vie d'un produit phytosanitaire, de la recherche jusqu'à la destruction de l'emballage.* » A travers sa commission « *Stewardship et Formation* », elle travaille en partenariat avec le MINADER pour vulgariser les bonnes pratiques et pour donner un avis consultatif sur le système d'homologation et les évolutions de la réglementation des produits. Monsieur BIAKATH indique également que des mesures d'accompagnement par les pouvoirs publics

<sup>42</sup> MINADER, *Liste des pesticides homologués au Cameroun au 18 avril 2019. Liste réservée au grand public*, avril 2019

<sup>43</sup> Alex Michel Tanon, « OUEST : La vente des pesticides et engrais en plein air inquiète », in *La Voix du paysan*, 26 avril 2016, en ligne sur <https://www.lavoixdupaysan.net/ouest-la-vente-des-pesticides-et-engrais-en-plein-air-inquiete/>

ont été mises sur pied en accordant un abattement de 80% sur le fret afin de réduire l'impact lié à l'augmentation des prix. Mais même s'il reconnaît que les produits phytosanitaires paient 5% de droits de douane, et qu'à la faveur des Accords de Partenariats Economique ces produits en provenance d'Europe paient 0%, il pense que l'action des pouvoirs publics pour davantage soutenir le secteur doit se faire en termes de réduction de la parafiscalité, des frais portuaires, l'exonération de la Taxe sur la Valeur Ajoutée sur des prestations des transporteurs. Ces mesures pourraient avoir un impact positif sur le prix d'achat d'intrants agricoles par les producteurs.



## 4 QUELQUES ACTIONS CLES D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE AU CAMEROUN

Plusieurs actions en faveur du développement de la filière pomme de terre ont été menées au Cameroun au cours de ces dernières années, aussi bien par le gouvernement que par les acteurs privés, ainsi que les partenaires techniques et de développement. Parmi ces actions, on peut en citer les plus visibles menées par les acteurs suivants : le MINADER, la GIZ, le GADD et SAILD/La Voix du Paysan.

### 4.1 Le MINADER

En tant que ministère de tutelle, le MINADER travaille à impulser une dynamique dans la filière pomme de terre. Ce ministère dispose des organes et des services techniques qui soutiennent tant bien que mal la promotion de la pomme de terre et toute la chaîne de valeur. L'une des actions les plus récentes en faveur de la pomme de terre, c'est la réalisation de diagnostic, en vue de l'actualisation de la stratégie nationale de développement de la filière pomme de terre. Le MINADER collabore avec des organismes tels que l'IRAD, la GIZ, le CIP, et bien d'autres, pour combler le déficit de production et combler les besoins des populations camerounaises estimés à un million de tonnes par an. Par le passé, des programmes de soutien de la filière avaient déjà été mis sur pied avec l'appui des bailleurs de fonds, notamment le PRFPT ou le PNDRT (ce dernier a été renommé PADRT). L'élaboration d'une stratégie nationale va permettre de fixer un cap et de mener des actions concrètes permettant d'accroître la production de la pomme de terre dans le pays. Ce Ministère a souvent été à la manœuvre lors de la distribution des semences, notamment dans les principaux bassins de production. La distribution des semences aux planteurs se fait actuellement par le biais de PAPMAV-Q qui, comme son acronyme l'indique, est chargé de s'assurer de la production d'un matériel végétal de qualité. Ce projet est essentiellement en relation avec la DRCQ pour ce qui est de la régulation et du contrôle qualité des semences. Les semences sont soit importées ou produites sur place par des opérateurs agréés au MINADER. Les semences qui entrent au Cameroun sont ensuite distribuées auprès des semenciers reconnus comme tels par la tutelle.

Les actions du MINADER sont visibles à travers les organismes et programmes qui sont sous sa tutelle. De 2008 à 2017 par exemple, le PRFPT a apporté du soutien à la production des semences et de la pomme de terre de consommation à travers l'assistance aux producteurs. Après la fin de ce programme, le PAPMAV-Q a été mis sur pied pour mettre un accent sur la production de semences de qualité sur toute l'étendue du territoire. C'est ce programme qui est actuellement à l'œuvre pour soutenir entre autres la production du matériel végétal de qualité, c'est-à-dire qui respecte des conditions de rendement et de résistance aux parasites, notamment. La ferme semencière de Bansoa a également été mise en valeur suite aux efforts de la GIZ ProCISA.

Pour stimuler le développement de la filière, le MINADER a entrepris en 2014, l'élaboration d'une stratégie Nationale de développement de la filière pour la période 2015 – 2020. Actuellement, une nouvelle stratégie de développement de la filière pour la période 2022 – 2030 dont le présent rapport pose les jalons est en cours d'élaboration.

### 4.2 La GIZ ProCISA

Partenaire du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, la GIZ-ProCISA intervient dans la formation des producteurs de pommes de terre sur la gestion d'entreprise en utilisant l'approche Farmer Business School (FBS) et vulgarise les bonnes pratiques auprès des acteurs de la filière. L'organisme intervient au Cameroun pour « une production qualitative et quantitative de la pomme de terre au Cameroun [...] en partenariat avec le CIP, promeut la lutte intégrée contre les maladies et ravageuse. »<sup>44</sup> L'objectif va donc au-delà de la simple divulgation des conseils sur les méthodes de production, mais aussi sur l'entretien qui est le garant d'une récolte abondante et de qualité. Sur le terrain, la GIZ-ProCISA suit des producteurs de pomme de terre en organisant fréquemment des ateliers pour renforcer leurs capacités. De nouvelles variétés de pommes de terre plus résistantes sont

---

<sup>44</sup> La voix du paysan, n° 361, octobre 2021, p. 14

également proposées à ces producteurs afin d'atteindre l'objectif final d'une production croissante et qualitative pouvant satisfaire les besoins des populations locales.

Les actions de la GIZ ProCISA sont diverses et variées. Dans l'Adamaoua et l'Ouest par exemple, GIZ a introduit le système d'irrigation solaire, notamment dans les localités de Rep-Yanga et de Maï-Borno. Cette innovation va en droite ligne avec les missions de l'organisation, notamment la promotion des solutions vertes. Lors de l'entretien mené avec Madame NGO OUM Ruth, Conseillère Technique chaîne de valeur pomme de terre au ProCISA, il est ressorti que l'un des problèmes majeurs de la production de la pomme de terre qui a été constaté au niveau de la GIZ ProCISA, c'est la production en contre saison assez onéreuse (motopompe). L'innovation qu'apporte le solaire permet donc de faire des cultures de contre saison. L'avantage avec ces pratiques est qu'elles sont plus rentables et donnent une certaine maîtrise aux producteurs sur leur saison agricole.

Par ailleurs, la GIZ-ProCISA accompagne les producteurs dans l'accès aux intrants agricoles de qualité. Dans le domaine de l'accès et la disponibilité du matériel végétal de qualité par exemple, la GIZ en partenariat avec le CIP est en train d'accompagner les semenciers en vue de mettre sur pied des serres dans plusieurs départements dans les bassins de production. Un partenariat entre la GIZ ProCISA et le MINADER a également permis la réhabilitation de la serre de Bansa d'une capacité de 12 000 vitro plants avec un magasin de stockage de semences (mini tubercules) et un hangar pour la stérilisation du substrat. Des magasins de stockage des semences avec des capacités allant de 50 à 100 tonnes ont également été mis sur pied en partenariat avec des coopératives.

La GIZ-ProCISA accompagne également les acteurs de la filière sur plusieurs questions relevant de la formation et du renforcement des capacités. Dans ce cadre, des modules de formations ont été développés et dispensés dans les divers bassins de production de la pomme de terre en partenariat avec des centres de formations spécialisés. Ces formations tournent entre autres autour de la culture et la commercialisation de la pomme de terre.

Plus loin, la GIZ-ProCISA travaille actuellement à la mise sur pied d'une plateforme multi acteurs (PMA), regroupant les différents acteurs de la chaîne de valeurs pomme de terre. Cette plateforme pourra servir d'outil pour le plaidoyer auprès du gouvernement.

La GIZ-ProCISA en partenariat avec le CIP accompagne actuellement le MINADER dans l'élaboration d'une stratégie nationale de développement de la filière.

### **4.3 Le CIP**

Le CIP est l'un des principaux soutiens de la filière pomme de terre au Cameroun. Depuis 2018 dans le cadre de l'appui au projet GIZ-ProCISA financé par la Coopération allemande, le CIP intervient dans le pays pour apporter un soutien au secteur de cette culture à travers la réalisation d'études et l'accompagnement des acteurs de la filière dans le pays. On peut citer comme exemple la réalisation récente de l'étude de base de la filière dans les régions de l'Ouest et de l'Adamaoua. À côté de cette action, le CIP a collaboré avec la GIZ pour la production de plusieurs manuels de formation et autres documents d'information sur la filière pomme de terre au Cameroun, notamment sur les bonnes pratiques agricoles de production de pomme de terre au Cameroun. Lors des échanges avec Madame FORNKWA Victorine Yaya, Coordinatrice du CIP dans les régions du Nord-Ouest et de l'Ouest et Responsable du Volet Semences et variétés, elle indique que la principale mission de l'organisation dans le domaine de la pomme de terre au Cameroun c'est « la recherche et le développement dans le secteur ». Elle ajoute que l'un des principaux chantiers actuels du CIP c'est le développement du secteur des semences de pomme de terre.

Les activités du CIP sont en effet assez diverses. D'autres domaines d'intervention du CIP sont : La formation des agriculteurs sur les techniques et les bonnes pratiques de production, le développement de modèles d'affaire sur le long terme, le renforcement des capacités des acteurs clés dont le MINADER, l'IRAD, le secteur privé et des étudiants pour réaliser des recherches sur la pomme de terre. Par ailleurs, le CIP, sur financement de la GIZ,

envisage de s'engager dans les activités de gestion des pertes post récolte sur le court terme avec le soutien de ProCISA.

Concernant spécifiquement le volet formation, le CIP forme des formateurs, qui à leur tour forment des facilitateurs chargés de vulgariser les enseignements reçus auprès de producteurs. Selon Dr. Dieudonné Harahagazwe, Responsable Pays, le CIP, en étroite collaboration avec ProCISA et les centres de formation, aurait formé plus de 25 000 personnes au Cameroun sur les bonnes pratiques agricoles depuis le début de ses activités en 2018.

Un autre volet de l'activité du CIP au Cameroun est lié à l'introduction des variétés. A ce titre, toutes les variétés qui ont été diffusées par l'IRAD l'ont été grâce à l'appui du CIP. C'est le cas notamment des variétés *Cipira*, *Tubira*, et *Jacob 2005*. Cet organisme d'appui travaille actuellement sur deux variétés internationalement reconnues, à fort rendement, résistantes aux maladies et aux conditions difficiles, qui sont en cours d'homologation. Ces variétés sont Unica et Chulu. Les essais d'évaluation menés par l'IRAD sur invitation de la DRCQ viennent de prendre fin et les rapports sont transmis.

Pour parvenir à réaliser ses missions, l'organisation travaille avec les acteurs intervenants dans la filière tels que des centres de formation, des producteurs de semences et des partenaires financiers comme la GIZ-PROCISA, institutionnels tels que l'IRAD et le MINADER.

#### 4.4 Le GADD

Parmi les ONG qui travaillent en collaboration avec les producteurs de la pomme de terre l'on peut citer en bonne place : Le Groupement d'Appui pour le Développement, Durable (GADD). Le GADD travaille avec les producteurs qui sont regroupés soit en GIC, associations ou en coopératives sur la culture de la pomme de terre biologique. Les points d'intervention du GADD envers ces derniers sont entre autres, l'appui conseil, la formation, l'encadrement et le coaching des producteurs. Actuellement, le GADD a déjà travaillé avec plus de 200 producteurs de pomme de terre dans le cadre de la promotion de l'agriculture biologique (ProAgBio) financé par l'ONG allemande Pain pour le Monde. L'approche utilisée pour atteindre cette cible étant la sensibilisation et la mobilisation des producteurs. Ces derniers sont identifiés sur la base de l'ancienneté et de leur engagement dans la production. Pour mesurer les résultats, le GADD mène des suivis avec une base de données des producteurs. Le GADD travaille actuellement avec des partenaires comme la GIZ-ProCISA (Appui technique), le CIP (Appui technique et la recherche), l'Université de Dschang (Recherche), la commune de Dschang (Appui technique), Pain pour le Monde (Appui technique).

#### 4.5 Le SAILD

La Voix du Paysan de l'ONG SAILD est un journal fondé il y a plusieurs décennies qui est véritablement le porte-parole et un soutien du monde agricole. À travers la production du journal qui donne des astuces et développe des dossiers thématiques et des sujets qui intéressent le monde agricole, La Voix du Paysan est un incontournable de ces questions au Cameroun. Le groupe dispose d'un centre de documentation qui informe toutes les personnes qui s'intéressent à une culture, notamment la pomme de terre. Plusieurs numéros du journal ont été consacrés à cette spéculation, et des ingénieurs sont présents au siège de l'organisation pour apporter des conseils et un appui technique aux producteurs.

A côté de la parution du journal, le SAILD dispose d'un centre de documentation, le CDDR, qui fournit des informations riches aux agriculteurs. Les différents documents et les prestations de cet organisme ne se limitent pas à la pomme de terre : ils couvrent à la fois les activités agricoles et pastorales, diffusant principalement l'information utile au paysan. Dans le domaine de la pomme de terre de manière spécifique, le SAILD menait des activités de production de semence, dans l'Ouest principalement, qui ont été interrompues avec le temps. À ce jour, les ingénieurs du SAILD et le CDDR travaillent principalement à apporter un appui en termes d'informations sur les bonnes pratiques agricoles aux paysans.

#### 4.6 La GIZ-ProFINA

La GIZ ProFINA est un acteur important dans le secteur de la finance agricole, avec entre autres comme spéculation cible la pomme de terre.

Selon un entretien mené avec les responsables de ce projet dans le cadre de ce diagnostic, le ProFINA a accompagné à ce jour le financement d'un montant d'environ 5 milliards de FCFA auprès des exploitants agricoles. 80 à 90% de ces financements ont été octroyés auprès des exploitants de la région de l'Ouest à travers des crédits auprès de EMF. Dans son mécanisme de financement, le ProFINA, joue un rôle d'intermédiaire en préparant les acteurs, en particulier les producteurs afin qu'ils puissent bénéficier des conditions de financement des microfinances partenaires au projet. D'un autre côté le ProFINA, travaille avec des microfinances partenaires afin qu'elles puissent accorder des crédits auprès des acteurs de la filière.

Selon le ProFINA, le nœud du problème pour relever la filière pomme de terre c'est le développement du secteur des semences. Or, les professionnels semenciers sont rares. Le manque d'organisation des acteurs constitue un frein majeur au financement de l'activité. Pour accroître le financement dans ce secteur, l'état doit être un peu plus garant et les acteurs privés doivent suffisamment s'impliquer.

## 5 ANALYSE FFOM DE LA FILIERE POMME DE TERRE AU CAMEROUN

L'analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces (FFOM) de la filière pomme de terre au Cameroun est présentée pour chacun des maillons examinés dans le cadre de ce diagnostic dans les matrices suivantes :

### 5.1 Les semences de pomme de terre

Tableau 18: - Matrice FFOM du maillon des semences

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Volonté politique marquée par la mise en place des organes pour structurer et organiser le secteur</b></li> <li>• <b>Un grand intérêt existant dans la production de la pomme de terre ;</b></li> <li>• <b>Activité très rentable</b></li> <li>• <b>Marché dense et peu exploité</b></li> <li>• <b>Climat favorable pour le développement de plusieurs variétés</b></li> <li>• Existence de plusieurs variétés adaptées</li> <li>• Culture très consommée par toutes les couches sociales</li> <li>• <b>Cadre institutionnel existant</b></li> <li>• <b>Multitude des importateurs engrais pesticides</b></li> <li>• <b>Structures de production des semences à la 1ere génération en cours</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cherté des intrants agricoles ;</li> <li>• Faible entrée de l'innovation dans les exploitations agricoles ;</li> <li>• Coût élevé de semences de pré-base et de base ;</li> <li>• Accès difficile au crédit ;</li> <li>• Insuffisances des équipements agricoles liés à la mécanisation</li> <li>• Insuffisance de laboratoires et de serres pour la multiplication des semences de pré-base</li> <li>• Faible niveau de professionnalisation</li> <li>• Manque/insuffisance des moyens (infrastructures appropriées) de stockage et de distribution</li> <li>• Outils de certification de semences non actualisés</li> <li>• Indisponibilité des semences à tout moment</li> <li>• Dégénérescence rapide des semences</li> <li>• Difficulté de commercialisation des semences certifiées</li> <li>• Infection des semences par les maladies</li> <li>• Non-respect de la formulation des pesticides</li> <li>• Insuffisance d'équipement et de logistique</li> <li>• Insuffisance de ressources humaines dans la recherche</li> <li>• Insuffisance infrastructures d'irrigation</li> <li>• Procédures d'importation inadaptée pour la pomme de terre.</li> <li>• Manque d'analyse du sol</li> <li>• Financement inadapté pour l'activité agricole</li> <li>• Coût élevé de la main d'œuvre</li> <li>• Coût élevé des essais de variétés</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>La pomme de terre est une culture prioritaire du gouvernement</b></li> <li>• <b>Levier du gouvernement et de ses partenaires pour booster la filière</b></li> <li>• <b>Forte volonté et implication de plusieurs partenaires du Cameroun pour accompagner le développement de ce secteur</b></li> <li>• <b>Secteur libéralisé</b></li> <li>• <b>Faible disponibilité et accessibilité sur le marché</b></li> <li>• <b>Présence de producteurs spécialisés de plus en plus formés</b></li> <li>• <b>Volonté du gouvernement et ses partenaires de structurer la filière à travers la mise en place d'une plateforme multi acteurs</b></li> <li>• <b>Disponibilité des programmes d'accompagnement</b></li> <li>• <b>Existence d'une réelle volonté politique</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tracasserie administrative et douanière</li> <li>• Faible niveau de certification des acteurs</li> <li>• Intérêt des producteurs pour les semences recyclées</li> <li>• Insécurité dans certains bassins de production</li> <li>• Présence sur le marché des semences tout venant</li> <li>• Difficulté d'accès au financement</li> <li>• Problèmes foncier</li> <li>• Accès difficile aux bassins de production</li> <li>• Chevauchement des structures de contrôle (ANOR, MINADER)</li> <li>• Échec de campagne</li> <li>• Changement climatique</li> </ul>

- Programme de formation disponibles (ATVET, FBS IT)

## 5.2 La production de la pomme de terre

Tableau 19: - Matrice FFOM du maillon de production de la pomme de terre de consommation

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Volonté politique marquée par la mise en place des organes pour structurer et accompagner la filière</b></li> <li>• <b>Un grand intérêt existant dans la production de la pomme de terre ;</b></li> <li>• <b>Existence de terres arables adaptées à la pomme de terre ;</b></li> <li>• <b>Existence des variétés de pommes de terre à haut rendement, tolérantes aux maladies et adaptées aux conditions écologiques du Cameroun ;</b></li> <li>• <b>Cycle de production de la pomme de terre court ;</b></li> <li>• <b>Possibilité de faire plusieurs cycles de production par an</b></li> <li>• <b>Grande rentabilité de la culture</b></li> <li>• <b>Environnement favorable</b></li> <li>• <b>Accompagnement du MINADER à travers différents programmes</b></li> <li>• <b>Disponibilité des terres irrigables</b></li> <li>• <b>Possibilité de faire 2 à 3 campagnes par an</b></li> <li>• <b>Pratique permanente de la culture de la pomme de terre</b></li> <li>• <b>Existence des réseaux de communication</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible maîtrise de l'itinéraire de production par de nombreux producteurs ;</li> <li>• Insuffisance et coût élevé de semences de qualité et autres intrants ;</li> <li>• Insuffisance de producteurs qualifiés pour la production ;</li> <li>• Grande sensibilité de la pomme de terre aux maladies ;</li> <li>• Faible niveau de mécanisation des opérations culturales.</li> <li>• Faibles capacités financières pour conduire des grandes exploitations</li> <li>• Trop de mélange avec d'autres cultures dans les champs</li> <li>• Insuffisance de systèmes d'irrigation pour permettre 3 cycles de culture par an</li> <li>• Non maîtrise des techniques de lutte</li> <li>• Inexistence de magasins appropriés</li> <li>• Utilisation de produits non homologués</li> <li>• Pertes post récolte</li> <li>• Non maîtrise du calendrier agricole</li> <li>• Accès difficile aux bassins de production</li> <li>• Difficulté d'accès aux terres cultivables</li> <li>• Individualisme des producteurs</li> <li>• Manque d'analyse du sol</li> <li>• Insuffisance de connaissances et réticence de certains producteurs au changement</li> <li>• Coût élevé de la main d'œuvre</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Une politique et une volonté gouvernementale pour promouvoir la production de la pomme de terre qui est une culture prioritaire ;</b></li> <li>• <b>Existence des structures de recherche en matière de production des semences de haute qualité (pré-base et base) ;</b></li> <li>• <b>Existence des ONG et des organisations à la base qui sont intéressées par la filière ;</b></li> <li>• <b>Les structures financières sont intéressées par la filière,</b></li> <li>• <b>Volonté du gouvernement et ses partenaires de structurer la filière à travers la mise en place d'une plateforme multi acteurs</b></li> <li>•</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Longue saison sèche qui freine la production à plusieurs cycles ;</li> <li>• Le mauvais état des routes desservant les plantations vers les marchés</li> <li>• Intérêt des producteurs pour les semences locales</li> <li>• Insécurité dans certains bassins de production</li> <li>• Absence de normes de production</li> <li>• Accès difficile au financement</li> <li>• Changement climatique</li> <li>• Crise dite anglophone</li> <li>• Prévalence des maladies</li> </ul>

### 5.3 Le stockage de la pomme de terre

Tableau 20: - Matrice FFOM du maillon de stockage

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'une quantité importante de la matière première ;</li> <li>• Savoir-faire des acteurs de la filière</li> <li>• Existence des groupements de producteur (GIC, Coopérative, association)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de ressources humaines qualifiées pour le stockage</li> <li>• Manque/insuffisance d'infrastructures de stockage adaptées</li> <li>• Perte post récolte</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence des structures étatiques qui s'intéressent à la filière ;</li> <li>• Existence des institutions et partenaires intéressés par le stockage et la gestion des pertes post-récolte de la pomme de terre ;</li> <li>• Existence de plusieurs magasins de stockage construits et en construction</li> <li>• Volonté du gouvernement et ses partenaires de structurer la filière à travers la mise en place d'une plateforme multi acteurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des conflits éventuels entre structures étatiques devant intervenir dans la filière ;</li> <li>• Le mauvais état des routes desservant les plantations vers les unités de transformation.</li> </ul>

### 5.4 La transformation de la pomme de terre

Tableau 21:- Matrice FFOM du maillon transformation

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'une quantité importante de la matière première ;</li> <li>• Multiples usages de la pomme de terre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible maîtrise des processus de transformation ;</li> <li>• Manque de personnel qualifié pour la transformation industrielle</li> <li>• Manque de financement de ce secteur</li> <li>• Manque des plans d'affaires sur les différents types de transformation</li> <li>• Faible maîtrise des variétés et de leur potentiel de transformation</li> <li>• Faible transfert de technologie de transformation</li> <li>• Manque d'unités de transformation industrielle</li> <li>• Un maillon non encore régulé</li> <li>• Habitudes culinaires</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Marché quasi vierge</li> <li>• Existence des structures étatiques qui s'intéressent à la filière ;</li> <li>• Existence des institutions universitaires et de recherche intéressées par la transformation de la pomme de terre ;</li> <li>• Existence d'un marché sous régional et régional à travers l'accord de libre-échange continental</li> <li>• Urbanisation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lacunes de coordination des interventions du gouvernement ;</li> <li>• Le mauvais état des routes desservant les plantations vers les unités de transformation.</li> </ul>

## 5.5 La commercialisation de la pomme de terre

Tableau 22: - Matrice FFOM du maillon de commercialisation

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'une quantité importante de produits commercialisables ;</li> <li>• Existence d'une grande demande nationale et sous régionale ;</li> <li>• Existence des marchés servant de points de vente</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Produit encombrant et très périssable ;</li> <li>• Emballage inapproprié du produit ;</li> <li>• Inexistence d'un système d'information sur les marchés ;</li> <li>• Mauvaises conditions de manutention et de stockage du produit ;</li> <li>• Absence de structuration et d'organisation des acteurs</li> <li>• Faible présence de produits de contre saison</li> <li>• Accès difficile au financement</li> <li>• Manque de mercuriale</li> <li>• Mauvais états des routes entre les exploitations et le marché</li> <li>• Absence d'unités commerciale standardisées</li> <li>• Canaux de commercialisation mal structurés</li> <li>• Perception induite de taxes le long des trajets</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'opérateurs économiques intéressés par la commercialisation</li> <li>• Orientation gouvernementale (transformation structurelle)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mauvais état des routes desservant les plantations vers les centres de collecte et marchés,</li> <li>• Cout élevé de la marchandise lié à la cherté des intrants agricoles</li> </ul>

## 5.6 Le financement de la filière pomme de terre

Tableau 23: - Matrice FFOM du secteur du financement de la filière pomme de terre

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Potentiel de production important</li> <li>• Culture entrepreneuriale des acteurs de la filière</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non maîtrise des produits financiers</li> <li>• Non mise en place des systèmes de gestion comptable</li> <li>• Faible capacité pour élaboration des plans d'affaire</li> <li>• Faible capacité de négociation</li> <li>• Absence de garanti</li> <li>• Faible coordination des bailleurs de fonds</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Atomicités des sources de financement</li> <li>• Disponibilité des lignes de financement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conditions exigées par les établissements de crédits</li> <li>• Le changement climatique</li> <li>• L'indisponibilité des intrants de qualité</li> <li>• Absence/insuffisance de mécanismes de gestion de risques (assurance agricole)</li> </ul>

## 5.7 L'appui conseil et accompagnement de la filière pomme de terre

Tableau 24: - Matrice FFOM du secteur de l'appui conseil et accompagnement

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volonté politique du gouvernement de développer la filière</li> <li>• Existence des mécanismes de partenariat entre entités publiques et les acteurs de conseils et accompagnement</li> <li>• Présence d'acteurs opérant sur cette chaîne de valeur</li> <li>• Présence de documentation et d'informations sur la chaîne de valeur</li> <li>• Présence de canaux de diffusion d'information</li> <li>• Organisation d'ateliers de formation et de renforcement des capacités</li> <li>• Mise à disposition d'infrastructures et diffusion des bonnes pratiques agricoles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible prise en compte des acteurs informels</li> <li>• Faible connaissance de l'existence des activités par les producteurs et autres acteurs de la filière</li> <li>• Faible communication des réalisations en dehors du réseau d'acteurs ciblés</li> <li>• Faible accompagnement des acteurs dans la légalisation de leurs activités</li> <li>• Lenteurs dans l'implémentation des solutions élaborées</li> <li>• Insuffisance d'appropriation des interventions par les bénéficiaires</li> <li>• Faible prise en compte des approches écologiques</li> <li>• Politiques d'accès au financement pas adapté</li> <li>• Faible coordination dans les approches d'intervention</li> <li>• Pas de structure locale pour le contrôle</li> <li>• Faible accès à l'encadrement technique</li> <li>• Faible structuration des acteurs de la filière</li> <li>• Faible accès aux innovations (recherche, digitalisation...)</li> <li>• Accès insuffisant aux partenaires techniques</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'un cadre juridique et institutionnel de conseil et d'accompagnement et de partenariat</li> <li>• Présence de plusieurs dispositifs de conseils et d'accompagnement des acteurs agricoles</li> <li>• Existence d'acteurs actifs et intéressés à accompagner la chaîne de valeur</li> <li>• Volonté commune des acteurs de se professionnaliser</li> <li>• Existence d'un grand marché sous régional</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fin de contrat/mandat avec certains organismes d'accompagnement</li> <li>• Risque d'absence de poursuite des projets initiés</li> <li>• Crise dans le NOSO limitant les champs d'interventions</li> <li>• Dégradation des écosystèmes</li> </ul>

## 5.8 La recherche et l'enseignement

Tableau 25: - Matrice FFOM du secteur de la recherche et enseignement

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence d'un cadre légal pour le fonctionnement des structures de recherche et de formation</li> <li>• Existence des organismes de recherches et de formation sur la chaîne de valeur</li> <li>• Présence des enseignants et chercheurs qualifiés sur la chaîne de valeurs</li> <li>• Présence et développement des programmes de formation sur la chaîne de valeur au sein des établissements</li> <li>• Plusieurs recherches et articles publiés sur la chaîne de valeurs</li> <li>• Libéralisation des activités de ce maillon</li> <li>• Existence des mécanismes de partenariat entre entités publiques et entités privées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faible capacité des acteurs à produire des résultats de recherche sans appui</li> <li>• Dépendance des centres de recherches nationaux aux appuis extérieurs</li> <li>• Formation pas toujours spécifique à la filière pomme de terre</li> <li>• Résultats de la recherche pas toujours adaptés aux besoins des acteurs</li> <li>• Manque de personnel</li> <li>• Faible vulgarisation et accès limité aux résultats de la recherche</li> <li>• Conditions matérielles et expérimentales parfois inadéquates</li> <li>• Manque de moyens logistiques</li> </ul>

Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présences de plusieurs partenaires de formation et de recherche qui s'intéressent à la filière</li> <li>• Existence d'un vivier d'acteurs prêts à recevoir les produits de la recherche</li> <li>• Existence d'un vivier d'acteurs prêts à recevoir des formations sur la chaîne de valeur</li> <li>• Développement du numérique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Résistance de certains acteurs à l'innovation et au changement</li> <li>• Manque/insuffisance d'infrastructures et des moyens logistiques pour la diffusion des innovations</li> <li>• Absence ou rupture de financements</li> <li>• Crise dans le NOSO</li> </ul>

## 5.9 La fourniture d'intrants et de services

Tableau 26: - Matrice FFOM du secteur de la fourniture d'intrants et services

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence d'un cadre légal déterminant les conditions d'accès à l'activité</li> <li>• Présence d'acteurs agréés pour la fourniture d'intrants et de service</li> <li>• Présence de détaillants dans toutes les aires géographiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insuffisance des contrôles de qualité sur les produits vendus sur les marchés</li> <li>• Absence de filière locale de fabrication des intrants</li> <li>• Dépendance des acteurs aux importations</li> <li>• Mauvaise conservation des intrants</li> <li>• Ignorance par certains acteurs des produits adéquats pour les productions</li> <li>• Petite gamme d'engrais minéraux et pesticides homologués pour la pomme de terre</li> <li>• Insuffisance de protocoles actualisés pour l'homologation des intrants</li> <li>• Insuffisance d'expertise locale dans la mise en place et maintenance d'infrastructures et équipements spécialisés (laboratoires, serres, mécanisation, stockage, etc.)</li> <li>• Insuffisance de pièces de rechange pour les équipements spécialisés</li> <li>• Goulot d'étranglement administratif dans le dédouanement des semences importées</li> <li>• De nombreuses semences importées ne sont pas adaptées à notre environnement</li> <li>• Le soutien du gouvernement au secteur des intrants ne permet pas de résoudre efficacement le problème du postaccès aux intrants.</li> </ul>
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence d'utilisateurs de services et intrants</li> <li>• Présences de producteurs qui s'engagent de plus en plus vers la production extensive</li> <li>• Présence de plusieurs partenaires qui sollicitent les services et appuient les producteurs en intrants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence d'amateurs dans la vente des produits</li> <li>• Augmentation fulgurante des prix des intrants</li> <li>• Pénurie d'intrants</li> <li>• Insuffisance de pièces de rechange pour les équipements</li> <li>• Dépendance aux engrais et produits phytosanitaires venant des pays étrangers</li> </ul>

## 6 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Le Cameroun amorce la mise en œuvre de sa Stratégie nationale de développement sur la période 2022-30. Cette stratégie ambitionne d'opérer une transformation structurelle de l'économie camerounaise, et elle compte pour cela sur la contribution du secteur privé, qui est constitué à 90 % de PME et TPE. Un certain nombre de filières ont donc été ciblées pour impulser cette transformation structurelle. Parmi celles-ci figure en bonne place la pomme de terre.

Dans la perspective de permettre à cette filière de contribuer pleinement à cette transformation, le MINADER envisage actualiser la stratégie nationale de la pomme de terre élaborée en 2014, dont l'élaboration a nécessité, entre autres, le diagnostic de la filière pomme de terre au Cameroun. Ce diagnostic, qui fait l'objet de ce rapport, a été réalisé avec le concours de la GIZ/ProCISA et le CIP. Les résultats de ce rapport sont le fruit des concertations avec les professionnels de la filière et l'analyse des informations collectées auprès des acteurs sur le terrain. Ils visent les prestataires de services financiers et non financiers, les GIC/Coopératives, les entrepreneurs du secteur privé, ainsi que les programmes/projets visant à promouvoir la chaîne de valeur pomme de terre au Cameroun.

Pour insuffler une nouvelle dynamique, une série de recommandations ont été formulées. Elles portent sur l'ensemble des maillons de la filière pomme de terre au Cameroun :

- **Maillon semences**
  - Former davantage de chercheurs pour le développement et le renouvellement du matériel végétal ;
  - Accroître le nombre de laboratoires de culture des tissus et de maintenances des variétés ;
  - Cataloguer les meilleures variétés locales de pomme de terre ;
  - Faciliter le processus de certification des semenciers qui travaillent dans l'informel ;
  - Multiplier les formations et visites d'échanges des semenciers ; et
  - Encourager les processus préalables d'analyse des sols avant la plantation.
  
- **Maillon Production**
  - Faciliter l'accès à des semences de qualité à des coûts réduits ;
  - Faciliter l'accès à des engrais et pesticides de qualité et réglementés ;
  - Structurer les différents acteurs de la filière pour aboutir à une interprofession forte ;
  - Aménager des infrastructures de stockage dans les bassins de production, y compris les chambres froides en cas de besoin ;
  - Ouvrir, réhabiliter et entretenir les pistes rurales et les voies de desserte agricole ; et
  - Mettre en place des mécanismes d'accompagnement spécifiques des acteurs de la filière pomme de terre en outillages techniques et technologiques pour augmenter la production à travers la mécanisation.
  
- **Maillon commercialisation**
  - Aménager des infrastructures de stockage et conditionnement dans les grands centres de commercialisation ; et
  - Accompagner les acteurs de la filière dans les activités de marketing et de commercialisation, les technologies de l'information et de la communication et dans la certification des produits,
  - Ouvrir, réhabiliter et entretenir les pistes rurales et les voies de desserte des champs pour les marchés.

- **Maillon transformation**

- Vulgariser les opportunités de marché sur la transformation de la pomme de terre ; et
- Mettre en place un dispositif incitatif spécifique au développement du maillon transformation de la pomme de terre.

- **Transversal**

- Promouvoir le réseautage et le partenariat par la mise en réseau et la création de plateformes multi-acteurs pour améliorer la communication ;
- Mettre en place un système d'information statistique sur tous les aspects de la chaîne de valeur : semences (importation, production, vente), production de pomme de terre de consommation (superficie, nombre des producteurs, rendement, production totale), transformation, commercialisation, consommation, exportation, etc. ;
- Mettre en place des pôles de compétitivité pour la valorisation économique : approvisionnement, conservation, transformation et commercialisation ;
- Développer des produits financiers adapter au développement de la chaîne de valeur pomme de terre ; et
- Vulgariser les textes réglementaires en matière de gestion foncière et de droit foncier.
- Vulgariser les textes réglementaires sur les processus d'homologation de nouvelles variétés et certification des semences.

Le MINADER, avec le concours de ses partenaires, devra adopter les meilleures thérapies dans le cadre de la formulation et la mise en œuvre de la stratégie nationale de la pomme de terre pour offrir de meilleures perspectives. L'adoption d'une telle approche leur permettra de jouer leurs partitions afin que le Cameroun enregistre une forte croissance qui profite largement aux pauvres et conduise le pays vers l'émergence envisagée à l'horizon 2035.

## 7 REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- **Documents de stratégie**
  - Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) (2020). Plan National de Développement des Semences Agricoles 2020 - 2025
  - Ministère de l'Économie et de la Planification du territoire (2019) Stratégie National de Développement 2020-2030
  - Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) (2014). Stratégie de Développement du Secteur Rural-Plan National d'Investissement Agricole 2020-2030
  - Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) (2014). Stratégie Opérationnelle de Développement de la Filière Pomme de terre au Cameroun. Yaoundé, Cameroun
  -
- **Rapports d'étude**
  - Adamu I., Harahagazwe D., Fornkwa V., Apan A., Tiozang E., Parker M., Appraisal of Potato Production Practices in the Adamawa and West regions of Cameroon. Baseline Survey Report, Peru, International Potato Center, 2021
  - CIP (2022)., Présentation PowerPoint faite lors des ateliers régionaux de validation des résultats d'une enquête menée en juillet-août 2022 sur les pertes post-récolte de pomme de terre.
  - DESA, MINADER en Chiffres N°6 Décembre-2021
  - FAO (2009) ANNÉE INTERNATIONALE DE LA POMME DE TERRE : Éclairage sur un trésor enfoui
  - FEWS NET, *Carte et descriptions des zones de moyens d'existence du Cameroun*, Washington, D.C.,
  - GFA (2016). Saatgutstudie. Länderübergreifender Gesamtbericht.
  - GIZ Value Links, Monographie de Filière / Chaîne de valeur. Pomme de Terre, Cameroun. *Date inconnue, P2*
  - GIZ ProCISA, Bonnes Pratiques Agricoles de Production de Pomme de terre de Consommation au Cameroun. Manuel du producteur, Yaoundé, 2018, p. 16
  - Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement (IRAM), Évaluation des risques agricoles au Cameroun. Rapport final, Platform for Agricultural Risk Management (PARM), Avril 2017, p. 31
  - Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) (2017). Bilan de mise en œuvre : Programme d'Appui à la Relance de la Filière Pomme de terre (2008- 2017).
  - Rolot Jean-Louis., Expertise en matière de renforcement des capacités de contrôle et de certification de la filière de plants de pomme de terre au Cameroun : formation des responsables et techniciens de laboratoire à l'application de la technique DAS-ELISA pour la détection des principaux virus de la pomme de terre, CIP, PVCD, 2022, p.10
  - Vanderhofstadt B., Jouan B., et al., *Guide technique. Culture de la pomme de terre en Afrique de l'Ouest*, CDE, 2009, p. 16
  - Britzer, V., Gildemacher, P., Potato Sector Development in Cameroon. Recommendations for policy and action, KIT, Amsterdam, 2018, p. 8
  - Weidmann G., Kadzere I., Berge P., Tennhardt L., (2019) : Manuel de formation en agriculture biologique pour l'Afrique, 9-14 culture biologique des pommes de terre.
- **Textes légaux et réglementaires**
  - Acte uniforme OHADA sur les droits des sociétés coopératives
  - Décret n° 2005/0770/PM du 06 avril 2005 fixant les modalités de lutte phytosanitaire
  - Décret n° 2005/0772/PM du 06 avril 2005 fixant les conditions d'homologation et de contrôle des produits phytosanitaires

- Décret n° 2005/118 du 15 avril 2005 portant organisation du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
  - Décret n° 2005/3090/PM du 29 Aout 2005 fixant la qualité et les missions des agents assermentés chargés du contrôle et de la certification des semences
  - Décret n° 2005/3091/PM du 29 Aout 2005 fixant les modalités de production, de contrôle de qualité et de certification des semences
  - Décret n° 92/455/pm du 2 novembre 1992 fixant les modalités d'application de la loi n° 92/006 du 14 août 1992 relative aux sociétés coopératives et aux groupes d'initiative commune.
  - Loi 2003-007 du 10 juillet 2003 régissant les activités du sous-secteur engrais
  - Loi n° 2001/014 du 23 juillet 2001 Relative à l'activité Semencière au Cameroun
  - Loi n° 2003-003 du 21 avril 2003 portant protection phytosanitaire
  - Loi n° 2019/004 du 25 avril 2019 loi- cadre régissant l'économie sociale au Cameroun
  - Loi n° 2021/023 du 16 décembre 2021 régissant les organisations interprofessionnelles au Cameroun
  - Loi n° 92/006 du 14 août 1992 relative aux sociétés coopératives et aux groupes d'initiatives communes (GIC)
  - Loi n° 93/015 du 22 décembre 1993 relative aux groupements d'intérêt économique (GIE)
- **Travaux de recherche**
    - Njualem D. K., Demo P., Mendoza H. A., Koi J. T., Nana S. F., « Reactions of some potato genotypes to late blight in Cameroon ». *African Crop Science Journal*, vol. 9, n° 1, janvier 2001.
    - Patrice T., « L'importance d'une irrigation adéquate dans la culture de la pomme de terre », *Colloque sur la pomme de terre*, CRAAQ, Québec, novembre 2003
    - Yakana Y. G., Chouaïbou, M., & Agoume, L. Y. (2019). Decentralized Territorial Communities and Implementation of Public Policies: The Case of Cameroon. In (Ed.), *Public Economics and Finance*. IntechOpen.
- **Extrait de journaux**
    - CIP, *La pomme de terre. Bulletins d'information technique 1 à 19*, CIP
    - Figaro Santé « Pomme de terre - Que contient-elle ? », Figaro Santé, disponible sur <https://sante.lefigaro.fr/mieux-etre/nutrition-aliments/pomme-terre/que-contient-elle>. [Consulté le 30 avril 2022].
    - Ndoumbe N., « Agriculture : Le paradoxe des terres fertiles non cultivées », issu du site *Actu Cameroun* du 4 avril 2019
    - Tanon A. M., « OUEST : La vente des pesticides et engrais en plein air inquiète », in *La Voix du paysan*, 26 avril 2016,
    - Voufo M. P., « Cameroun : Atouts de la lutte intégrée contre les maladies de la pomme de terre ». *La Voix Du Paysan*, 11 octobre 2021, disponible sur <https://www.lavoixdupaysan.net/cameroun-atouts-de-la-lutte-integree-contre-les-maladies-de-la-pomme-de-terre-2/>
- **Site internet**
    - Climate-Data.org [consulté le 15 Mai 2022]
    - <https://doi.org/10.5772/intechopen.80617> [consulté le 18 Mai 2022]
    - <https://fr.climate-data.org/afrique/cameroun/west/dschang-52924/#climate-graph> [consulté le 18 Mai 2022].
    - <https://meckey.com/fr/news/pommes-de-terre-une-culture-dinvestissement-pr%C3%A9cieuse.html> [Consulté le 10 Juin 2022]

- <https://www.fao.org/faostat/fr/#home> [consulté le 18 Mai 2022]
- <https://www.lavoixdupaysan.net/ouest-la-vente-des-pesticides-et-engrais-en-plein-air-inquiete/> [consulté le 18 Mai 2022].
- [https://www.researchgate.net/figure/Zones-agro-ecologiques-du-Cameroun-Source-IRAD-2000\\_fig1\\_286938317](https://www.researchgate.net/figure/Zones-agro-ecologiques-du-Cameroun-Source-IRAD-2000_fig1_286938317) [consulté le 27 Juillet 2022]
- [onmarshtompor.com \(fao.org\)](https://onmarshtompor.com/fao.org) [consulté le 18 Mai 2022].
- [Taille du marché de la pomme de terre, rapport \(2022-27\) | Perspectives de l'industrie \(mordorintelligence.com\)](https://mordorintelligence.com/fr/industry-reports/potato-market) [consulté le 25 Mai 2022].
- <https://www.mordorintelligence.com/fr/industry-reports/potato-market> .[Consulté le 06 Aout 2022].
- [www.donneesmondiales.com/afrique/cameroun/climat.php](http://www.donneesmondiales.com/afrique/cameroun/climat.php). [Consulté le 30 avril 2022].

## 8 ANNEXES

### Annexe 1 : Présentation de l'équipe de recherche

Structure	Qualité	Prénoms et noms	Titre/poste
DEV SOLUTION	Experts principaux	<b>Olivier Arnaud SADOUNG NOUBOSSIE</b>	Directeur Technique, Socio économiste, Expert en développement rural et international
		<b>Guy YAKANA YOMBI</b>	Economiste, Expert de développement des chaînes de valeur agricole
	Assistants techniques	<b>Luther Ivan TCHIATAGNE FOSSI</b>	Sociologue du développement
		<b>Willy NOUKEU</b>	Ingénieur agroéconomiste
		<b>Éric TIOZANG</b>	Ingénieur agroéconomiste
		<b>Ekeke SOUAYBOU</b>	Ingénieur agronome

### Annexe 2 : Principaux contributeurs par structure

	Noms et prénom	Structure
1	FOUDAMA Nicolas (Président)	MINADER/DDA
2	OUOKAM Eveline	MINADER-PAPMAVQ
3	NKENG OUM Christ	MINADER-DEPC
4	NTEH Julie	MINADER-DDA
5	NKENZONG Pierre	MINADER/PAPMAV-Q
6	NANA Léopoldine	MINADER-DEPC/PF-GIZ
7	SCHWEDES Silke	GIZ/ProCISA
8	MEERTENS Bert	GIZ/ProCISA
9	NGO OUM Ruth	GIZ/ProCISA
10	MAKONG Hell	GIZ/ProCISA
11	HARAHAGAZWE Dieudonné	CIP/PVCD
12	ADAMU Ibrahim	CIP/PVCD
13	NKUIDJIN Guy Joël	CIP/PVCD

**Annexe 3 : Compte d'exploitation d'un multiplicateur de semences au Cameroun en 2021 sur 1 ha (cas de la région de l'Ouest)<sup>45</sup>**

DESIGNATION		Unité	Quantité	Prix Unitaire	Montant
<b>2</b>	<b>Consommations intermédiaires</b>				
2.1	<b>Achat matériel</b>				
	Limes	Unité	2	1000	2000
	Seaux	Unité	5	1000	5000
	Bottes	Unité	4	5000	20000
	Cordeaux	Rouleau	4	1500	6000
	Toiles imperméables	Unité	2	2500	5000
	Sacs vides de 50 kg pour récolte	Unité	300	250	75000
	Paniers pour le conditionnement	Unité	660	250	165000
	<b>Sous-total matériel</b>				<b>278000</b>
2.2	<b>Matières premières</b>				
	Semences (G3)	kg	2000	1200	2400000
	<b>Sous-total matières premières</b>				<b>2400000</b>
2.3	<b>Intrants</b>				
	Engrais compose NPK pour pomme de terre (640 kg/ha)	Sac de 50 kg	12,8	24000	307200
	Engrais azoté 15-0-0 (160 kg ha)	Sac de 50 kg	3,2	20000	64000
	Fiente	Sac de 40 kg	70	3500	245000
	Insecticide systémique : contre les pucerons	Litre	3	8000	24000
	Insecticide de contact: large spectre	Litre	8	6000	48000
	Fongicide de contact	Kg	40	3500	140000
	Fongicide systémique	Litre	10	8500	85000
	Herbicide systémique (3 l/ ha)	Litre	3	4500	13500
	<b>Sous-total intrants</b>				<b>926700</b>
2.4	<b>Services opérationnels</b>				
	Location de terrain	ha	1	150000	150000
	Transport des semences et manutention (tonnes)	Tonne	2	30000	60000
	Transport des engrais et produits phytosanitaires	FF	1	50000	50000
	Transport et manutention des semences des champs aux magasins	sac de 75 kg	200	500	100000
	Redevance semencière (Frais de certification)	FF	1	60000	60000
	Location magasin de stockage de la semence récoltée (Espace/champ)	FF	1	50000	50000
	<b>Sous-total services opérationnels</b>				<b>470000</b>
3.1	<b>MOF ou Salaires</b>				
	Défrichage et dégagement	H/J	50	2500	125000
	Préparation du sol (labour, pulvérisation)	H/J	40	2500	100000
	Ouverture du lit de semis	H/J	20	2500	50000
	Application de la fumure organique de fonds	H/J	5	2500	12500
	Application de la 1ère dose d'engrais minéral	H/J	5	2500	12500
	Mélange des engrais dans le sol	H/J	6	2500	15000
	Mise en terre des semences	H/J	10	2500	25000
	Couverture du lit de semis	H/J	10	2500	25000
	Application de la 2ème dose d'engrais minéral	H/J	8	2500	20000
	1er buttage	H/J	40	2500	100000
	2ème buttage	H/J	40	2500	100000
	1er traitement phytosanitaire	H/J	3	2500	7500
	2ème traitement phytosanitaire	H/J	4	2500	10000
	3ème traitement phytosanitaire	H/J	6	2500	15000
	Autres traitements phytosanitaires (7 passages)	H/J	56	2500	140000
	Epuration	H/J	64	2500	160000
	Défanage	H/J	10	2500	25000
	Récolte/Déterrage	H/J	25	2500	62500
	Ramassage et calibrage	H/J	15	2500	37500
	Entreposage sur les étagères	H/J	10	2500	25000
	Traitements et tri dans les entrepôts	H/J	32	2500	80000
	Tri et conditionnement des semences	H/J	33	2500	82500

<sup>45</sup> Il s'agit de compte d'exploitation pour une activité de multiplication de semences de pomme de terre utilisant les bonnes pratiques.

	Gardiennage en champ	H/mois	1	40000	40000
	Gardiennage au magasin	H/mois	3	40000	120000
	Coordination et supervision du semencier	Forfait	1	50000	50000
	<b>Sous-total MOF ou Salaires</b>				<b>1440000</b>
3.2	<b>Amortissement</b>				
	Pulvérisateur		2	7600	15200
	Atomiseur		1	70000	70000
	Fût plastique		1	3400	3400
	Houes		4	500	2000
	Machettes		4	1000	4000
	<b>Sous-total amortissement</b>				<b>94600</b>
	<b>CHARGES TOTALES</b>				<b>5609300</b>
	Quantité de tubercules (gros ou avec défauts) triés et vendus pour la consommation (environ 5%)	kg	1000	200	200000
	Quantité semences produites	kg	16500		
	Vente des semences	kg	16500	800	13200000
	<b>Résultat d'exploitation (FCFA)</b>				<b>13400000</b>
	<b>MARGE NETTE (FCFA)</b>				<b>7790700</b>
	<b>COÛT UNITAIRE DE PRODUCTION</b>	FCFA/kg			<b>340</b>

Source : Compilation des données d'enquêtes, en collaboration avec MINADER, CIP et GIZ-ProCISA

**Annexe 4 : Compte d'exploitation prévisionnel pour la production de 1 ha de pomme de terre de consommation : cas de la région de l'ouest en 2021<sup>46</sup>**

	DESIGNATION	Unité	Quantité	Prix Unitaire	Montant
1	Produits ou chiffre d'Affaire				
1,1	Quantité Produit	kg	25000		
1,2	Prix unitaire Produit (bord champs)	F CFA		200	-
	<b>Chiffre d'Affaire</b>			200	<b>5000000</b>
2	<b>Consommations intermédiaires</b>				
2,1	<b>Achat petit matériel</b>				
	Limes	Unité	2	1000	2000
	Seaux	Unité	5	1000	5000
	Bottes	Unité	4	4500	18000
	Sacs vides de 100 kg	Unité	200	400	80000
	Cordeaux	Rouleau	1	1500	1500
	Paniers pour la récolte	Unité	10	250	2500
	<b>Sous-total matériel</b>				<b>109000</b>
2,2	<b>Matières premières</b>				
	Semences	kg	2000	700	1400000
	<b>Sous-total matières premières</b>				<b>1400000</b>
2,3	<b>Intrants</b>				
	Engrais NPK pomme de terre (640 kg/ha)	Sac de 50 kg	12,8	24000	307200
	Engrais azoté 15-0-0 (160 kg/ha)	Sac de 50 kg	3,2	20000	64000
	Fiente	Sac de 40 kg	70	3200	224000
	Insecticide (5 l/ha)	Litre	5	6000	30000
	Fongicide de contact (40 kg/ha)	Kg	40	3500	140000
	Fongicide systémique (5 l/ha)	Litre	5	8500	42500
	Herbicide systémique (3 l/ha)	Litre	3	5500	16500
	<b>Sous-total intrants</b>				<b>824200</b>
2,4	<b>Services opérationnels</b>				
	Location de terrain	ha	1	100000	100000
	Transport des semences et manutention	Tonne	2	30000	60000
	Transport des engrais et produits phytosanitaires	FF	1	50000	50000
	Conditionnement et Manutention des pommes du champ	Sac de 75 kg	334	250	83500
	<b>Sous-total services opérationnels</b>				<b>293500</b>
	<b>TOTAL CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES</b>				<b>2626700</b>
3	<b>MOF ou Salaires</b>				
	Défrichage et dégagement	H/J	50	2500	125000
	Préparation du sol (labour, pulvérisation)	H/J	40	2500	100000
	Ouverture du lit de semis	H/J	10	2500	25000
	Application de la fumure organique de fonds	H/J	5	2500	12500
	Application de la 1ère dose d'engrais minéral	H/J	5	2500	12500
	Mélange des engrais dans le sol	H/J	6	2500	15000
	Application de la 2ème dose d'engrais minéral	H/J	8	2500	20000
	Mise en terre des semenceaux	H/J	10	2500	25000
	Couverture du lit de semis	H/J	10	2500	25000
	1er buttage	H/J	20	2500	50000
	2ème buttage	H/J	20	2500	50000
	1er traitement phytosanitaire	H/J	3	2500	7500
	2ème traitement phytosanitaire	H/J	4	2500	10000
	3ème traitement phytosanitaire	H/J	6	2500	15000
	Autres traitements phytosanitaires (7 passages)	H/J	42	2500	105000
	Récolte/Déterrage	ha	25	2500	62500
	Gardiennage en champ	H/mois	1	40000	40000
	Gardiennage au magasin	H/mois	1	40000	40000

<sup>46</sup> Il s'agit de compte d'exploitation pour une activité de culture de pomme de terre utilisant les bonnes pratiques agricoles.

	TOTAL MOF ou Salaires				740000
4	Dépréciations/amortissements				
	Atomiseur		1	70000	70000
	Houes		4	500	2000
	Machettes		4	1000	4000
	Hangar de stockage (Bords champ)		1	70000	70000
	Fût en plastiques de 250 litres		1	3500	3500
	Pulvérisateur		1	7000	7000
	Sous-total dépréciations/amortissements				156500
	CHARGES TOTALES				3523200
	MARGE NETTE	F CFA			1 476 800
	COÛT UNITAIRE DE PRODUCTION	FCFA/kg			141

Source : Compilation des données d'enquêtes, en collaboration avec MINADER, CIP et GIZ-ProCISA

## Annexe 5 : Besoins détaillés d'investissement pour la mise en œuvre de la SDSR/PNIA

	Besoins
Domaine d'investissement N°1 : Accroissement durable des productions agro-sylvo-pastorales et halieutiques et de la productivité des chaînes de valeurs prioritaires	1.222.491
Action 1.1. : Amélioration de la production, de la productivité et de la compétitivité des filières i) céréales (riz-maïs-sorgho), ii) racines et tubercules (manioc-pomme de terre), iii) produits industriels (cacao-café-coton-huile de palme), iv) fruits et produits dérivés (ananas et plantain), v) produits de niche (anacarde).	764.099
Action 1.2. : Amélioration de la production, de la productivité et de la compétitivité des filières (i) bovines, (ii) porcines, (iii) avicoles, (iv) ovines/caprines, (v) apicoles/non conventionnelles et (vi) des animaux de compagnie et équines/asines	241.719
Action 1.3. : Amélioration de la couverture sanitaire des cheptels et de la lutte contre les zoonoses	96.472
Action 1.4. : Amélioration de la production, de la productivité et de la compétitivité des filières pêches et aquaculture	78.020
Action 1.5. : Valorisation des ressources forestières ligneuses et non ligneuses	42.180
Domaine d'investissement N°2 : Amélioration de l'environnement infrastructurel collectif et de l'accès aux facteurs de production et aux marchés	2.558.956
Action 2.1. : Désenclavement des zones rurales et des bassins de production pour accroître les investissements productifs et l'accès au marché	631.705
Action 2.2. : Développement des infrastructures rurales et des infrastructures collectives structurantes pour la production, la conservation, le stockage, la transformation et la mise en marché	1.718.141
Action 2.3. : Développement de mécanismes de financements innovants et de systèmes d'assurances agricoles adaptées et accessibles	141.087
Action 2.4. : Promotion d'un accès transparent, sécurisé et équitable au foncier	68.024
Domaine d'investissement N°3 : Renforcement de la résilience des systèmes de productions, de la gestion durable des ressources naturelles et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables, face au changement climatique et aux autres chocs.	872.100
Action 3.1. : Amélioration de la gestion durable l'espace rural et des ressources naturelles par les différentes catégories d'utilisateurs	174.612
Action 3.2. : Aménagement et renouvellement de la ressource forestière, sécurisation et valorisation des ressources fauniques et des aires protégées	180.380
Action 3.3. : Renforcement et mise à l'échelle des mesures d'adaptation/atténuation face au changement climatique et lutte contre les pollutions et nuisances	74.108
Action 3.4. : Renforcement de la résilience et de la Sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables	442.999
Domaine d'investissement N°4 : Renforcement de la Gouvernance et du capital humain des acteurs du secteur rural	1.266.111
Action 4.1. : Renforcement des capacités des acteurs publics (ministères du SR), des sociétés sous-tutelle & services rattachés (EP) et des Collectivités Territoriales décentralisées (CTD)	650.118
Action 4.2. : Amélioration du climat des affaires et renforcement du Acteurs du Secteur Privé et des Acteurs Non Etatiques (OPA, ONG etc.)	109.864
Action 4.3. Amélioration de la coordination intersectorielle du système de suivi et évaluation, des statistiques agricoles, d'information et de communication du secteur du développement rural	51.229
Action 4.4. : Développement d'un système performant de recherche agricole pour accélérer la transformation du secteur rural	195.083
Action 4.5. : Renforcement de la prise en compte du Genre dans la mise en œuvre de la SDSR/PNIA	132.650
Action 4.6. : Renforcement de la formation professionnelle agricole et entrepreneuriale	127.168
<b>TOTAL SDSR/PNIA 2021-2030</b>	<b>5.919.659</b>

Source : MINADER, SDSR/PNIA

## Annexe 6 : Evolution de la production de la pomme de terre au Cameroun

Principales filières végétales	Référence	Mesure (tonnes)				Cible
		2014	2015	2016	2017	
14 Pomme de terre	220 556	346 332	384 429	395 961	408 236	350 000

Source : DESA, MINADER (prévision), SDSR/PNIA 20-30, Page 22

## Annexe 7 : Objectifs de production de la pomme de terre

Spéculation	Rendement en tonne par hectare			Production annuelle totale en tonnes		
	Valeur de référence (2019)*	Cible 2025	Cible 2030	Valeur de référence (2019)	Cible 2025	Cible 2030
Pomme de terre	12,0	14,0	16,0	395 961	650 000	900 000

Source : MINADER, 2020, SDSR/PNIA 20-30, page 49

# WWW.CIPOTATO.ORG

---

Le CIP est une organisation de recherche pour le développement axée sur la pomme de terre, la patate douce et les racines et tubercules andins. Il propose des solutions scientifiques innovantes pour améliorer l'accès à des aliments nutritifs abordables, favoriser une croissance inclusive et durable des entreprises et de l'emploi, et stimuler la résilience climatique des systèmes agroalimentaires à base de racines et de tubercules. Basé à Lima, au Pérou, le CIP est présent en recherche dans plus de 20 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

[www.cipotato.org](http://www.cipotato.org)

Le CIP est un centre de recherche du CGIAR, un partenariat mondial de recherche pour un avenir en sécurité alimentaire. La science et l'innovation du CGIAR cherchent à faire progresser la transformation des systèmes alimentaires, terrestres et hydriques dans une crise climatique. Ses recherches sont menées par 15 centres du CGIAR en étroite collaboration avec des centaines de partenaires, dont des instituts de recherche nationaux et régionaux, des organisations de la société civile, des universités, des organisations de développement et le secteur privé.

[www.cgiar.org](http://www.cgiar.org)

**Pour plus d'informations**, veuillez contacter le siège social du CIP. Av. La Molina 1895, La Molina. Courrier postal 1558, Lima 12, Pérou.

 5-11-3496017  [cip-cpad@cgiar.org](mailto:cip-cpad@cgiar.org)  [www.cipotato.org](http://www.cipotato.org) |  @cipotato  @Cipotato  @cip\_cipotato

---

Le Centre International de la Pomme de terre (CIP) voudrait remercier tous les bailleurs de fonds et organisations qui lui apportent un appui global à travers leurs contributions au CGIAR Trust Fund: [www.cgiar.org/funders](http://www.cgiar.org/funders)



© 2023. Cette publication est enregistrée par le Centre International de la Pomme de terre (CIP). Il est autorisé à utiliser sous la licence internationale Creative Commons Attribution 4.0